

UN JOUR OU L'AUTRE

L'État d'Israël disparaîtra

Éditions LE COMMUNISTE
Numéro spécial - Juin-Juillet 1969
Paris - 42, rue René-Bou langer

UN JOUR OU L'AUTRE

L'ÉTAT D'ISRAËL

DISPARAÎTRA

(3^e édition)

PREMIÈRE PARTIE :

LE VRAI VISAGE D'ISRAËL

LA première édition de cette brochure est parue en novembre 1967 c'est-à-dire peu de temps en fait, après la guerre d'agression israélienne de juin 1967 contre les peuples arabes. Cette édition fut rapidement épuisée en raison de l'intérêt qu'elle suscita en France et dans plusieurs pays arabes.

La deuxième édition fut publiée en mai-juin 1968 c'est-à-dire au moment où se développait le grand mouvement anticapitaliste des ouvriers et des étudiants français. Dans les Universités et spécialement à la Sorbonne à Paris, l'on vit les étudiants révolutionnaires arabes affirmer alors leur volonté de combat et les sionistes contraints de cesser leur propagande raciste. Notre brochure « Un jour ou l'autre, l'Etat d'Israël disparaîtra » révéla à beaucoup de militants que des révolutionnaires français menaient une lutte sans concession pour que renaisse la Palestine et que disparaisse l'Etat raciste, l'Etat colonialiste israélien.

Cette troisième édition paraît au mois de juin 1969. Juin 1969 : en ce même mois il y a deux ans, les peuples arabes subissaient une défaite.

Une défaite ! Mais rappelons-nous aussi qu'il y a deux ans, après le succès militaire israélien, les peuples arabes furent unanimes à déclarer : nous avons perdu une bataille et non la guerre !

Au cours de ces deux années, le fait nouveau, le fait sans précédent c'est que le peuple palestinien est revenu en force sur la scène de l'histoire, qu'il affirme sa capacité à se battre — la bataille de Karamé en mars 1968 l'a bien prouvé — et à décider souverainement de son combat et de son avenir.

« Un jour ou l'autre, l'Etat d'Israël disparaîtra » ! Quand nous lancions ce titre il y a deux ans beaucoup qui nous approuvaient sur le fond hésitaient cependant sur l'opportunité de cette affirmation intransigeante quant à l'inéluctable disparition d'Israël.

Les combattants palestiniens nous ont donné raison. Ils nous ont renforcé et nous renforcent sans cesse dans notre conviction que si la Palestine peut renaître c'est justement parce qu'un jour ou l'autre Israël disparaîtra.

Mais nous devons dire également parce que nous le savons maintenant d'une manière irréfutable, que notre combat a aidé aussi directement nos camarades palestiniens. En effet, il faut savoir que cette brochure a été traduite en arabe et publiée sous forme de petit livre et que ce petit livre se trouve depuis des mois dans tous les commandos El Fath, avant-garde de la résistance armée palestinienne. Pour la traduction et pour la diffusion aucune « autorisation » ne nous fut évidemment demandée. Des révolutionnaires retrouvaient des révolutionnaires qui les aidaient dans leur combat... Tout naturellement l'aide apportée fut utilisée pour le combat antisioniste.

En rééditant à nouveau cette brochure nous poursuivons notre action de solidarité au peuple palestinien et aux peuples arabes. Nous sommes convaincus que l'action de solidarité en leur faveur ne cessera de grandir et qu'ils l'emporteront sur l'impérialisme et tous ses agents.

Le sionisme instrument de l'impérialisme

« **I** SRAEL disparaîtra ». Tel est le titre de cette brochure, tel est le thème qui est développé ou éclairé par tous les articles qui suivent. C'est en 1947 qu'une décision de l'O.N.U. consacra la naissance d'Israël. Révéler les forces qui, historiquement, ont enfanté cet Etat c'est, nous le verrons, être mieux à même de saisir son caractère transitoire, artificiel, c'est être mieux à même de le combattre pour ce qu'il est : une enclave coloniale insérée par l'impérialisme dans le monde arabe.

Comme tout grand fait historique, la création d'Israël a été précédée d'une longue gestation. Israël n'est pas né des délibérations de l'O.N.U., c'est cette dernière qui a entériné un fait accompli, un acte colonial préparé depuis un demi-siècle par l'impérialisme sous le couvert d'une doctrine et d'un mouvement politique : le sionisme. Dès son premier Congrès en 1897, ce mouvement se donnait

pour but la « création pour le peuple juif en Palestine d'une patrie garantie par le droit public ».

Cinquante ans après, le sionisme atteignait ce but par la création de l'Etat d'Israël. La défense de cet Etat et son développement devenaient alors la raison d'être du mouvement sioniste.

Ce sont les besoins de l'impérialisme qui ont créé le sionisme, outil politique destiné à implanter dans l'Orient arabe cette « tête de pont » de l'Occident, rêvée par Théodore Herzl, celui que les sionistes appellent « l'inventeur d'Israël ».

Etat fantoche, Etat artificiel, plaie coloniale aux frontières de l'Asie et de l'Afrique, Israël disparaîtra sous les coups que lui portera l'action révolutionnaire des peuples; Israël disparaîtra comme disparaîtront toutes les « têtes de pont » de l'impérialisme.

Dans le cadre de l'expansion coloniale

Comme tout mouvement politique intégré dans les plans impérialistes, le sionisme n'a pas été un mouvement de masse et au moins jusqu'à la création de l'Etat d'Israël, il a été violemment combattu par la grande majorité des milieux religieux juifs. De ce fait l'action du mouvement a été essentiellement au début une action de sommet, très personnalisée autour de quelques dirigeants, à qui était dévolu le rôle d'apporter les justifications que recherchait l'impérialisme dans sa voie de domination de l'Orient arabe.

La naissance du sionisme ne remonte pas aux mouvements mystiques et clandestins, tels les « Amants de Sion », qui agitaient vers 1880 une fraction des ghettos russes et polonais. Le sionisme est né de quelques hommes, des « Occidentaux »,

et plus particulièrement à partir de l'action de Théodore Herzl, après la parution de son livre, « L'Etat juif » en 1896.

On ne peut expliquer la naissance de ce mouvement, lors de son premier Congrès en 1897, que si on le replace dans le contexte de cette période, apogée de l'expansion coloniale de l'impérialisme. La meilleure caractérisation de cette époque c'est Lénine qui l'a donnée dans son ouvrage « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », et nous lui emprunterons les quelques rappels suivants :

« Pour l'Angleterre la période d'accentuation des conquêtes coloniales est prodigieuse entre 1860 et 1880, et très intense dans les dernières vingt années du XIX^e siècle. Pour la France et l'Allemagne, c'est

surtout ces deux décades qui comptent... C'est au lendemain de la période 1860-1880 que commence « l'essor » prodigieux des conquêtes coloniales, que la lutte pour le partage territorial du monde devient infiniment âpre... Dans son ouvrage sur l'impérialisme, Hobson distingue la période 1884-1900 comme celle de « l'expansion » intense des principaux Etats européens. D'après ses calculs, l'Angleterre a acquis, pendant cette période, un territoire de 3,7 millions de milles carrés, avec une population de 57 millions d'habitants; la France, 3,6 millions de milles carrés avec une population de 36,5 millions d'habitants; l'Allemagne, 1 million de milles carrés avec une population de 14,7 millions d'habitants... La chasse aux colonies menée par tous les Etats capitalistes à la fin du XIX^e siècle, et surtout après 1880, est un fait universellement connu dans l'histoire de la diplomatie et de la politique extérieure ».

A la fin de cette période on pouvait considérer qu'était terminé le partage du globe entre les différentes puissances impérialistes, mais il restait dépendant ce que Lénine appelait les semi-colonies (Chine, Perse, Turquie) et il écrivait : « On conçoit que la lutte autour de ces pays à demi assujettis devait s'envenimer particulièrement à l'époque du capital financier alors que le reste du monde était déjà partagé ».

Parmi ces pays, la Turquie ou Empire ottoman dominait la plus grande partie du Moyen-Orient dont la Palestine. Dès 1882, l'Angleterre lui avait ravi le contrôle de l'Egypte et en cette fin de siècle c'est l'Allemagne qui dominait économiquement et politiquement cet immense empire sans pour autant réussir à en faire une véritable colonie. La Palestine apparaissait alors comme une véritable plateforme appuyée à la Méditerranée et permettant un double contrôle vers l'Orient et l'Occident arabe puisqu'elle constituait un couloir naturel entre ces deux régions et commandait de surcroît la route terrestre de l'Asie.

Après ce rappel, il est encore nécessaire d'indiquer que parmi les pseudo-justifications que l'impérialisme prétendait donner à ses opérations de pillage la protection des minorités religieuses tenait une place prépondérante. Ceci explique d'ailleurs l'importance prise par les écoles catholiques ou juives que chaque impérialisme tentait d'implanter avant ses conquêtes, et bien sûr l'importance des « missionnaires » dans la mythologie coloniale de l'impérialisme français.

Le cadre historique ainsi tracé, l'apparition du sionisme revendiquant la Palestine pour y implanter une population européenne, apparaît en toute rigueur, non comme un accident historique lié à l'antisémitisme, mais comme une nécessité inhérente à la politique impérialiste.

Aussi voit-on Théodore Herzl écrire à Bismarck, avant même d'avoir terminé son ouvrage « L'Etat juif », pour lui soumettre ses projets et chercher,

dès sa parution, à rencontrer le Kaiser Guillaume II. Auprès de l'oncle du Kaiser il plaide la nécessité de « créer un Etat modèle, un Etat tampon entre l'Orient et l'Occident et le point de départ du grand effort civilisateur de l'Occident en Asie » (1). Pour cet « Etat juif en Palestine », dit-il, « nous avons besoin d'un protecteur. Le protectorat allemand sera plus que tout autre le bienvenu » (2).

En 1898 le Kaiser se saisissant de l'instrument ainsi tendu, rencontre Herzl sur le sol palestinien, et Herzl de plaider pour « la tête de pont érigée entre l'Asie et l'Occident, la voie ouverte entre la Méditerranée et le Golfe Persique » (3).

Mais à la même époque l'impérialisme allemand prend conscience qu'il n'arrivera à ses fins qu'après avoir écrasé l'Angleterre et il se lance dans la préparation accélérée de la première guerre mondiale.

Les sionistes doivent alors chercher un autre protecteur et nouent leurs premiers contacts avec l'impérialisme anglais. Un projet voit le jour prévoyant d'installer les sionistes autour d'El Arish dans le désert du Sinai. Herzl donne toutes les garanties souhaitables à Chamberlain, ministre britannique des Colonies (4) :

« Lorsque nous vivrons sous l'Union Jack à El Arish, alors la Palestine aussi tombera sous la sphère d'influence britannique ».

Mais une fois de plus le projet n'est pas viable et les sionistes en 1903 proposent alors leurs services à l'impérialisme russe. Herzl rencontre l'instigateur des pogroms sanglants de Russie, Plehve, ministre de l'Intérieur du tsar. Herzl sollicite du tsar une intervention auprès du sultan, grand-maitre de l'empire ottoman donc de la Palestine. Plehve demande que le prochain Congrès sioniste étouffe la réprobation qu'ont fait naître les récents pogroms de Kishineff, et les deux hommes s'entendent.

Peu après le Congrès sioniste, Herzl écrit à Plehve pour lui en donner « compte rendu » (5), et cette lettre du chef du sionisme à un antisémite notoire est particulièrement révélatrice du véritable visage du sionisme :

« La direction du Congrès a été plus difficile que jamais; les délégués étaient dans un état de surexcitation sans précédent consécutif aux événements douloureux que vous connaissez. Néanmoins j'ai réussi à maintenir l'ordre et à restaurer le calme ». Et Herzl termine par une mise en garde adressée au gouvernement russe : « Tout ce qui serait perdu par le sionisme serait un bénéfice net pour les révolutionnaires ». Mais là encore la démarche sera sans suite. Il faudra attendre la première guerre mondiale pour que l'Empire ottoman s'écroule et que l'instrument forgé par Herzl apporte sa caution aux visées impérialistes sur la Palestine arabe.

Le sionisme au service de l'impérialisme anglais

Dès 1914 avec le début de la première guerre mondiale, l'impérialisme anglais se préoccupe de s'assurer le contrôle de la partie arabe de l'Empire ottoman. Il établit officiellement son protectorat sur l'Egypte et le Koweït et envahit l'Irak. La Syrie

et le Liban, après de nombreuses tractations sont abandonnés au concurrent français mais Londres entend bien s'assurer le contrôle de la Palestine. Alors qu'« officiellement » les Français occuperont la Syrie et le Liban pour y protéger les maronites

(secte catholique) contre les Druzes, l'Angleterre contrôlera la Palestine pour y « protéger » et y implanter des populations adeptes du judaïsme.

C'est en 1914 que Chaïm Weizmann, qui allait devenir le responsable du mouvement sioniste puis le premier président de l'Etat d'Israël, écrit à un journaliste proche du gouvernement de Londres (6) :

« Nous pouvons dire raisonnablement que si la Palestine tombe dans la sphère d'influence britannique et si la Grande-Bretagne encourage l'établissement des juifs là-bas en tant que dépendance britannique, nous pourrions avoir d'ici vingt-cinq ou trente ans un million de juifs ou davantage; ils développeront le pays, y ramèneront la civilisation et formeront une garde effective pour le canal de Suez. »

Depuis vingt ans l'instrument sioniste était forgé, il suffisait de s'en servir et ce fut l'œuvre de la « Déclaration Balfour », texte gouvernemental du 2 novembre 1917 adressé à Lord Rothschild et qui déclare que le « gouvernement de Sa Majesté regarde avec faveur l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ».

Longtemps freinée par l'opposition des milieux religieux juifs anglais, la politique contenue dans la « Déclaration Balfour » connaît un nouvel élan avec les événements de Russie. Le tsar est tombé, le gouvernement Kerensky vacille, le pouvoir des Soviets s'impose; la Révolution russe constitue pour les impérialistes et leurs agents, un danger inquiétant. La constitution d'un « Foyer national juif »

Le sionisme, instrument de l'impérialisme américain

Venu sur la scène mondiale plus tard que ses partenaires européens, l'impérialisme américain ne commença à conquérir sa place en Afrique et en Asie qu'à partir des années 1930, puis profita largement de la seconde guerre mondiale et de ses suites pour conquérir son empire au détriment principalement de l'Angleterre et de la France.

En Arabie Séoudite c'est en 1931 - 1932 que les trusts pétroliers américains évincèrent leurs concurrents britanniques. Au Koweït, c'est en 1934 que l'Angleterre dut faire sa place aux U.S.A. En Palestine, c'est dès avant la fin de la seconde guerre mondiale que le sionisme passera sous la tutelle de Washington.

Face à la puissance grandissante du camp socialiste et de la lutte révolutionnaire des peuples, particulièrement dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, les U.S.A. deviennent à la fin de la seconde guerre mondiale, les maîtres et les gendarmes du monde impérialiste. Dès cette époque chaque problème est traité par les dirigeants des U.S.A. dans le cadre de la stratégie mondiale de la contre-révolution. L'Orient arabe devient alors, comme le déclarait récemment une personnalité gouvernementale américaine, une région « vitale » pour les U.S.A., « vitale » non seulement pour des raisons économiques immédiates, (énormes profits réalisés par les trusts pétroliers), mais aussi et surtout pour des raisons stratégiques. Flanc sud du camp socialiste européen, l'Orient arabe détient en même temps les deux tiers des réserves pétrolières mondiales.

permettra de placer une tête de pont au Moyen-Orient et de préparer la riposte.

Le caractère hypocrite et mensonger des « buts humanitaires » de la « Déclaration Balfour » est particulièrement mis en évidence par la suite de la politique anglaise. Alors qu'en 1917, avec la montée révolutionnaire en Europe l'antisémitisme est en pleine régression, l'impérialisme anglais ouvre en Palestine un « Foyer national juif ». Vingt ans après, en pleine période d'antisémitisme hitlérien, l'impérialisme anglais fermera quasiment le « Foyer national juif » à toute immigration.

Ces fluctuations de l'implantation du sionisme en Palestine sont directement conditionnées par les besoins de la politique impérialiste. De 1917 à la seconde guerre mondiale, l'Orient arabe n'a pas perdu de son importance pour l'impérialisme, bien au contraire; mais, soumis à la pression toujours plus puissante des forces arabes, l'impérialisme anglais décide, contraint et forcé, d'abandonner la carte sioniste pour mieux s'appuyer sur certains chefs féodaux arabes.

De 1917 à 1939 quatre « livres blancs » britanniques se succèdent sur la question palestinienne (1922 - 1930 - 1937 - 1939). Le dernier concède la formation à venir d'une Palestine arabe et abandonne de fait l'idée du « Foyer national juif ». La lutte du peuple palestinien pour recouvrer sa patrie semblait donc être en mesure de l'emporter et le sionisme condamné à disparaître. Mais c'était ne pas compter avec les visées d'un nouveau venu, l'impérialisme américain, qui d'année en année, évinçait à son profit la domination anglaise de cette région du monde.

Dans le cadre de cette stratégie, il n'est plus question d'instituer des « protectorats » (les temps ont changé) mais de s'appuyer sur des régimes entièrement soumis, économiquement dépendants et susceptibles de jouer localement le rôle de « chien de garde » de l'impérialisme.

Or, en Palestine, les sionistes sont passés de 85 000 habitants en 1914 à 629 000 en 1947 et ils disposent depuis 1943 d'une armée solide menant une guerre permanente de harcèlement tant contre l'administration anglaise que contre le peuple arabe. Politiquement, ils offrent toutes garanties. Faisant d'une pierre deux coups, Washington soutiendra totalement les sionistes dans leur entreprise d'intimidation du peuple arabe et d'éviction de l'Angleterre jugée par Washington comme tenant une place encore trop importante dans cette région.

Dans la pratique, le passage du sionisme sous la coupe américaine s'est réalisé avec la plus grande facilité. Dès 1917, le gouvernement américain avait fait pression sur Londres pour aider à la promulgation de la « Déclaration Balfour » et à dater de cette époque les implantations nouvelles d'immigrants sur le sol palestinien reposaient en grande partie sur les dollars américains.

Ben Gourion expliquant ce qu'étaient ses sentiments en 1940 sera amené plus tard à écrire : « Pour ma part je ne doutais plus que le centre de gravité de notre travail politique était passé de la Grande-Bretagne à l'Amérique qui s'était assurée la pre-

mière place dans le monde comme grande puissance» (7).

En février 1940, Weizmann rencontre Roosevelt et finalement à la demande de ce dernier s'installe en 1942 pour plusieurs mois aux U.S.A. A la fin de son séjour il rencontre à nouveau le président des Etats-Unis en présence de Summer Welles (8) : «L'attitude de M. Roosevelt était tout à fait affirmative. Il était bien entendu au courant du problème arabe et parla surtout d'Ibn Séoud qu'il jugeait fanatique et difficile... M. Welles exprima la conviction que l'Amérique serait prête à contribuer financièrement à l'établissement du Foyer national juif».

C'est à la même époque que l'organisation sioniste américaine adopte le «Programme de Biltmore» qui «demandait l'établissement d'un Etat juif sur toute la Palestine, la création d'une armée juive, le rejet du Livre Blanc britannique de 1939 et l'immigration illimitée sous le seul contrôle de l'Agence juive» (9). Peu après, ce programme devenait celui du sionisme mondial.

Vient l'automne 1945, les travaillistes au pouvoir en Grande-Bretagne n'autorisent l'immigration en Palestine que de 1500 personnes par mois. Truman lui, se faisant le champion du sionisme, propose une immigration immédiate de 100 000 personnes. Dans la même période, comme le révèle Ben Gourion dans un de ses livres (10), les sionistes se procurent aux U.S.A. tout le matériel nécessaire à la production d'armes en Palestine.

En 1946, au 22^e Congrès sioniste, deux groupes dominent totalement. L'assemblée : les sionistes de

Palestine et ceux des U.S.A.

Weizmann, symbole de l'attachement à l'Angleterre est écarté de la direction et Ben Gourion est chargé de la mise sur pied d'un ministère de la Défense, c'est-à-dire du renforcement de l'armée sioniste nécessaire pour forcer la décision et cela aussi bien contre les Arabes que contre l'Angleterre.

En 1947 enfin, la Grande-Bretagne cédant aux pressions américaines remet l'affaire entre les mains de l'O.N.U. et c'est l'assemblée générale de novembre qui décide la création de l'Etat fantoche contre l'avis de tous les pays asiatiques et africains à l'exception de deux, dont l'Union Sud-africaine. Que l'U.R.S.S. ait alors cautionné l'acte de piraterie commis au détriment du peuple palestinien constitue une grave erreur. Cette erreur elle devra un jour la reconnaître et la réparer.

L'O.N.U., cette chambre d'enregistrement des décisions de l'impérialisme U.S., avait fonctionné comme l'entendaient ses maîtres et c'est à juste titre que le 13 mai 1948, Weizmann pouvait écrire à Truman (11) :

«Les fonctions de chef de file que le gouvernement américain a assumées sous votre inspiration ont rendu possible la création d'un Etat juif.»

Le lendemain 14 mai, était proclamée la naissance en Palestine d'un Etat dénommé Israël. Création de l'impérialisme, ses premiers actes furent des actes de guerre visant à repousser toujours plus loin les frontières primitivement fixées par l'O.N.U. et en vingt ans d'existence, pas une fois cette politique ne s'est démentie.

Un jour ou l'autre, Israël disparaîtra

En juin 1967, pour le compte de son maître l'impérialisme, Israël a remporté une bataille dans la guerre contre les peuples arabes. Il a remporté une bataille mais non la guerre. Et un jour ou l'autre, la guerre révolutionnaire des peuples arabes contre Israël, inévitablement, reprendra. Inévitablement, car rien ni personne ne pourra arrêter le mouvement qui porte le peuple arabe vers son indépendance et son unité. Rien ni personne ne pourra empêcher la Nation arabe de s'étendre, unifiée, du Golfe Arabique à l'océan Atlantique et de supprimer l'enclave coloniale qui est venue la scinder en deux.

Cent millions d'habitants vivent aujourd'hui dans l'Orient et l'Occident arabe et, à des niveaux divers, mènent une lutte révolutionnaire pour leur émancipation totale de l'impérialisme. Mais pour tous, la Palestine est arabe et la Palestine renaîtra. Que deux millions d'Israéliens, même appuyés par l'impérialisme, croient possible de faire face durablement à la Nation arabe fait partie d'une mythologie que nous avons bien connue avec «l'Algérie française». Un jour ou l'autre, l'Océan arabe submergera les légions israéliennes, ces légions instruments de l'impérialisme U.S., qui, à l'instar de celles qui combattent au Vietnam, connaîtront elles aussi la défaite.

Chaque jour la force et la détermination du peuple arabe s'accroissent. La fin du colonialisme approche. Un jour ou l'autre, Israël disparaîtra.

Henri PEZERAT.

(1) André Chouraqui : Théodore Herzl (Seuil 1960) p. 144.

(2) Ibid. p. 168.

(3) Ibid. p. 176.

(4) Ibid. p. 292.

(5) Ibid. p. 319.

(6) Chaïm Weizmann — Naissance d'Israël (Galilimard 1957) p. 180.

(7) Ben Gourion — Israël, années de lutte (Flammarion) p. 23.

(8) Weizmann — Livre cité p. 490.

(9) Maxime Rodinson — Les Temps Modernes N° 253 bis, p. 57.

(10) Ben Gourion — Livre cité, p. 28.

(11) Weizmann — Livre cité, p. 534.

LE ROLE DES U. S. A. DANS LA SURVIE D'ISRAËL

DEPUIS la création d'Israël, la balance commerciale de cet Etat accuse chaque année un déficit de plusieurs centaines de millions de dollars. Pour la seule année 1961, le déficit s'est élevé à 344,8 millions de dollars. En 1962, le déficit atteignit 354,8 millions de dollars. Si le déficit diminue en 1963 (32 millions de dollars pour le premier semestre), celui-ci s'accroît de nouveau dans de notables proportions en 1964 : 104 millions de dollars pour le premier semestre.

Evoquant cette situation catastrophique des finances israéliennes, le pro-israélien Georges Friedmann écrit dans son livre : « *Fin du peuple juif ?* » : « *En bref, Israël doit trouver aujourd'hui environ 350 millions de dollars de recettes extérieures afin d'équilibrer son budget dans ses limites actuelles* ».

Ajoutons que les dépenses d'Israël en devises rares se sont élevées au cours des années 1949 et suivantes à la somme de 2.020 millions de dollars. Or, les exportations israéliennes n'ont pu couvrir à elles seules que 33 % de ce montant. La répétition

annuelle d'un pareil trou dans la balance commerciale israélienne aurait dû amener depuis longtemps la banqueroute totale de cet Etat fantoche et sa disparition. Comment le gouvernement

de Tel Aviv est-il arrivé à « éponger » pareille somme ? Comment a-t-il pu assurer sa survie ?

Grâce à l'aide massive que ne lui ménage nullement depuis vingt ans l'impérialisme mondial

et principalement l'impérialisme U.S., soutien majeur du sionisme. En effet, c'est une véritable « pluie d'or » que déversent depuis 1948 — pour l'essentiel — la R.F.A. et les U.S.A. sur Israël.

Les milliards de marks de la R. F. A.

Certains de ces fonds proviennent directement des gouvernements impérialistes. Ainsi ceux que l'Allemagne Fédérale a accordé au titre de « réparations aux victimes du nazisme ». Dans le cadre des accords signés à Luxembourg, le 10 septembre 1952, la République Fédérale allemande s'était engagée à verser 3.450 millions de marks. A part un solde minime, la quasi-totalité de cette somme a été octroyée aux sionistes à raison de

versements annuels de 250 à 310 millions de marks.

A ces sommes importantes, sont venues s'ajouter d'autres millions de marks en vertu d'accords de « coopération économique ». Ben Gourion a révélé le 24 mai 1966 que lorsqu'il était président du Conseil d'Israël, au cours d'une entrevue à New York en mars 1960, le chancelier Adenauer lui avait offert un prêt de 500 millions de dollars, échelonné sur dix ans.

Par ailleurs, un accord économique a été signé en mai 1966 entre Bonn et Tel Aviv. Cet accord prévoit notamment l'installation d'usines mixtes germano-israéliennes en Israël et le développement du système des télécommunications. D'un montant de 160 millions de dollars, l'accord stipule qu'il est uniquement utilisable pour la réalisation des projets acceptés par l'Allemagne Fédérale et placés sous son contrôle.

Les milliards de dollars des U. S. A.

Malgré leur grande importance, ces sommes-là sont cependant peu, comparées à celles en provenance des U.S.A. En effet, la plus grande partie des milliards nécessaires à la survie d'Israël est fournie, sous différentes formes, par les impérialistes yankees.

Tout d'abord, il y a les prêts octroyés à des titres divers. Par exemple, les sommes accordées à Israël par la Banque américaine d'Exportation et d'Importation. Il y a encore — et c'est loin d'être négligeable — les fonds que des Américains d'origine juive envoient en Israël et qui admis

dans leur grande majorité comme « dons de bienfaisance » sont exempts de tout impôt. A cela viennent s'ajouter « l'aide technique », les « surplus alimentaires », etc. Il faut également mentionner une autre source, très importante, d'apport d'argent frais dans les caisses de l'Etat fantoche. Il s'agit de la vente aux U.S.A. d'obligations de l'emprunt israélien. Pour sa part, le gouvernement yankee en a acheté pour la somme de 65 millions de dollars.

Analysant l'aide sans cesse accrue des U.S.A. à Israël, la revue égyptienne « Images » (n° 1974 du 8-7-1967) écrit : « La première

année d'existence d'Israël, les Américains lui offrirent 450 millions de dollars ; au cours de la seconde moitié de 1950, l'assistance américaine atteignit 350 millions de dollars, et ce fut ainsi chaque année, sans oublier les dons par centaines de millions offerts par des juifs américains à Israël » De son côté, un numéro de la « Pravda » d'août 1967, signale que les Etats impérialistes, et plus particulièrement les U.S.A. ont fourni à l'Etat d'Israël une aide économique dépassant 6.000 millions de dollars, sans compter l'aide fournie par les associations sionistes, et ce pour la seule période de 1960 à 1965.

Investissements massifs U. S. dans l'économie d'Israël

Mais l'impérialisme U.S. a trouvé un meilleur moyen encore pour assurer la survie de l'Etat israélien : investir massivement ses capitaux dans les affaires économiques d'Israël. Ainsi en 1958, les capitalistes yankees ont acheté 12

entreprises importantes. Notamment, ils ont acquis les parts du gouvernement de Tel Aviv dans les sociétés Zim, Wiplez et Wishovim. En 1960, c'est au tour de trois usines de taille de diamant de changer de propriétaires. En 1961,

les U.S.A. ont obtenu une première concession pour l'extraction de sels minéraux de la mer Morte et une seconde pour la prospection du phosphate dans le désert du Neguev. D'autre part, les impérialistes américains ont acheté les

usines de produits chimiques de Haïfa.

Cette situation est telle que Khaled Mohieddine a pu écrire dans « *Les Temps Modernes* » (N° 253 bis - juin 1967) : « *La part des monopoles américains dans les entre-*

prises du secteur privé israélien qui représentait 32,8 % est passée à 56 % en 1956 pour atteindre 73 % en 1957 ».

L'organe soviétique : « *Le Journal économique* » révèle quant à lui (août 1957) : « *Le montant des*

investissements étrangers dans l'économie d'Israël s'élève à environ 7 milliards de dollars ». Signalons que pour 1963 seulement, ces apports de capitaux extérieurs ont eu pour effet d'accroître de plus de 25 % le stock monétaire d'Israël.

La manne impérialiste continue à tomber

Cette manne impérialiste a continué à tomber plus importante que jamais, depuis juin 1967. Sur l'initiative des banques et des monopoles américains, 475 millions de dollars ont été collectés « *pour compenser les dépenses d'Israël dans les opérations militaires* ».

D'autre part, soixante dix milliardaires sionistes se sont réunis à partir du 9 août 1957, à Jérusalem

« *pour éviter l'effondrement de l'économie d'Israël* ». Les participants, venant de quatorze pays capitalistes, comprenaient : des banquiers et des industriels du pétrole, des produits chimiques, du bâtiment, des services publics et du marketing. Le groupe Rothschild était représenté par deux de ses dirigeants. Ces soixante-dix financiers devaient mettre à la disposition des caisses israéliennes

plusieurs centaines de millions de dollars.

Enfin, dans la seconde quinzaine de septembre 1967, le ministre des Finances d'Afrique du Sud a annoncé que le gouvernement de Prétoria « *allait lever spécialement les restrictions sur le transfert de fonds de façon à permettre l'envoi vers Israël de 2,5 millions de livres* ».

Avions, tanks, missiles impérialistes pour Israël

L'impérialisme n'assure pas la survie de l'Etat fantoche uniquement en déversant des milliards de dollars dans le gouffre israélien. Il assure aussi sa survie en octroyant son aide massive dans le domaine militaire. Depuis vingt ans, Israël vit en permanence sur le pied de guerre afin de se maintenir par la force sur les territoires palestiniens qu'il a volés à la Nation arabe et afin d'essayer de s'agrandir par de nouvelles conquêtes coloniales. Aux demandes israéliennes sans cesse accrues, l'impérialisme a répondu chaque fois au maximum.

Dès 1952, les U.S.A. signent un pacte militaire secret avec Tel Aviv (« *Journal Official* » israélien de mai 1961). De toutes les grandes puissances impérialistes, les armes affluent vers Israël. Cela va se

concrétiser en 1956 par l'attaque conjuguée des forces colonialistes franco-anglaises-israéliennes et leur défaite par l'armée égyptienne. L'aviation sioniste sera composée pour l'essentiel, pendant toute une période, par des escadrilles en provenance des usines Dassault.

Le 26 décembre 1959, Ben Gourion, alors président du Conseil d'Israël, annonce que son pays a demandé à l'Allemagne Fédérale de lui céder des armes « *relevant de la troisième dimension* ». C'est ainsi que la République Fédérale offre 200 chars « *Patton* ». Le 18 juin 1963, dans une interview à la « *Neue Rhein Zeitung* », le député social-démocrate ouest-allemand, Hans Merten, révèle que les troupes israéliennes s'entraînent au maniement des armes modernes en « *territoire de la R.F.A.* ».

Mais c'est en 1967, en vue de la prochaine attaque contre la Nation arabe, que l'impérialisme, principalement l'impérialisme U.S. va accroître l'envoi de matériel de guerre aux agresseurs sionistes. En février 1967, une transaction secrète est conclue entre Washington et Tel Aviv. Objet : la vente de bombardiers U.S. à Israël (« *New York Times* » du 20 mai 1967). Egalement en février 1967 : débarquement dans le port de Haïfa, d'armes et de tanks en provenance de la Grande-Bretagne. Entre mars et mai 1967, les U.S.A. font parvenir à Israël plus de 400 nouveaux chars et 250 nouveaux avions. Par ailleurs, ils fournissent des missiles sol-air « *Hawk* » et de l'équipement pour les forces armées de terre. De son côté, Bonn procède à la livraison de 20.000 masques à gaz aux sionistes.

Espions U.S., VI^e flotte et manœuvres yankees à l'O.N.U.

Parallèlement, les services d'espionnage yankees et ouest-allemands collaborent étroitement avec leurs collègues israéliens. Le journal des Syndicats soviétiques, « *Trud* », écrit le 14 juin 1967 : « *L'ensemble du réseau d'espion-*

nage américain dans le Proche-Orient a travaillé pour les services secrets israéliens lui fournissant l'information politique et militaire nécessaire ».

Par ailleurs, la VI^e flotte des U.S.A. croise en permanence en

Méditerranée orientale, menaçant sans cesse les côtes de la Nation arabe et assurant la couverture des côtes israéliennes. On connaît le rôle important qu'elle a joué lors de l'agression sioniste du 5 juin 1957 et les provocations aux-

quelles elle s'est livrée en septembre 1967 dans les eaux territoriales algériennes. Dans une interview au journal yankee « *U.S. News and World Report* », quelques jours avant l'attaque israélienne, Lévy Eshkol, président du Conseil d'Israël, devait déclarer que des responsables des milieux impérialistes U.S. lui avaient affirmé : « *Ne gaspillez pas votre argent. Nous sommes là. La VI^e flotte est là-bas* ».

Le soutien américain n'a pas non plus fait défaut aux assassins sionistes au cours de la session de l'O.N.U. qui a suivi l'attaque israélienne du 5 juin 1967. Là encore,

l'impérialisme U.S. a « mis le paquet » pour assurer la survie de l'Etat fantoche. Pressions, menaces, chantage sur les délégués et les pays d'Asie, d'Amérique Latine et d'Afrique se sont succédés pour essayer de les empêcher de condamner l'agression d'Israël. Un ministre asiatique des Affaires étrangères a déclaré que les pressions américaines étaient « *honteuses et indignes* », que son pays avait été menacé de voir l'aide économique américaine coupée s'il votait pour la résolution condamnant les sionistes. Un ambassadeur d'un pays africain a révélé que son gouvernement avait subi de très fortes pressions dans sa pro-

pre capitale qui allaient « *jusqu'au chantage le plus abject* ».

**

Tous les faits et les chiffres que nous venons de citer démontrent amplement que dans tous les domaines essentiels (financier, économique, militaire et diplomatique), Israël dépend exclusivement de l'impérialisme et en premier lieu de l'impérialisme U.S. C'est pourquoi, nous concluons : sans l'aide massive et incessante que lui apportent les forces de la contre-révolution, Israël ne possède pas la plus minime possibilité de survie.

Jean ALLEMAND.

LES KIBBOUTZIM

CES BASTIONS ARMÉS

DE LA LUTTE ANTI-ARABE

LA propagande israélienne présente les kibboutzim comme des « entreprises socialistes ». Voici ce qu'elle dit : la terre, les moyens de production sont la propriété commune des haverim qui y travaillent sous la direction de chacun d'eux à tour de rôle. Le salariat y est supprimé. Le principe communiste : « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins », libère chaque homme de toute

inquiétude : ni salaire, ni économie, ni compte en banque. Les enfants sont élevés en « petites républiques » et retrouvent leurs parents pour la détente... Le système a donné des résultats étonnants, disent encore les sionistes... Il a permis de transformer des déserts en terres fertiles par le travail des pionniers juifs, etc.

Il s'agit d'abord de l'exploitation de terres volées aux Arabes

En réalité, les kibboutzim n'ont rien à voir avec le socialisme.

Dès le début de la colonisation sioniste en terre de Palestine à la fin du siècle dernier, un capital considérable a été consacré à ce que le sionisme a appelé « l'achat » de propriétés terriennes ; en même temps que cet « achat », des moyens techniques importants étaient donnés aux « pionniers » jusqu'à ce que l'entreprise soit rentable. Les paysans arabes, victimes du féodalisme et du colonialisme étaient sans moyens. Ils durent « vendre » leurs terres pour une bouchée de pain quand elles ne leur furent pas confisquées au cours d'opération militaire de brigandage dites « opérations défensives ».

En 1901 avaient été créés la Banque coloniale et le Fonds national juif. Le 2 novembre 1917, la « Déclaration Balfour » promet la création du Foyer national juif. Le Fonds national juif fournissait des

emprunts à long terme pour le développement des kibboutzim et leur financement pendant trois ans. Ainsi apparaît la collusion du sionisme et de l'impérialisme, à l'époque l'impérialisme anglais, utilisant le kibboutz dans leur lutte anti-arabe.

Dès lors, l'on assiste à l'expansion puissamment financée des kibboutzim, véritables bastions militaires, protégés par l'armée anglaise. En un jour, des paysans arabes voient se dresser près de chez eux, une clôture de barbelés, des baraques et une tour d'eau. L'électricité est installée. Des travaux d'irrigation ont lieu dont seul le kibboutz ainsi imposé, bénéficie. Et peu à peu, le paysan arabe est spolié de sa terre.

Il est impossible bien évidemment que le socialisme puisse naître du vol de petits paysans, de l'attaque armée contre la Palestine au nom de la reconquête de la « Terre promise ».

Le pseudo socialisme des kibboutzim

Il est particulièrement frappant d'observer que si, au fur et à mesure des besoins d'implantation armée sur la terre palestinienne le nombre des kibboutzim a augmenté de 115 en mai 1948 à 230 en 1964, la proportion des haverim (copropriétaires du kibboutz) dans la population totale d'Israël déjà

très faible, a diminué de 7,5 % en 1947 à 3,3 % en 1963 et cela bien que l'immigration ait été très importante au cours de cette période.

L'un des arguments des « théoriciens » du kibboutz est que les haverim n'ont pas de salaire ce

qui les amène à parler de suppression du salariat. C'est une mystification car le kibboutz n'est pas autre chose qu'une entreprise d'exploitation capitaliste à forme plus ou moins coopérative. Suivant cette forme coopérative, le kibboutz achète ses matières premières et ses outils et il revend ensuite sa production sur le marché capitaliste. Une partie de la plus-value réalisée est distribuée aux haverim sous le nom d'« allocation ». Ce salaire déguisé faible au début en raison des besoins d'investissement s'est accru par la suite par le versement notamment de distribution d'une partie des bénéfices du kibboutz. Mais, pour prendre un exemple, qui oserait encore dire en France, que la « communauté Barbu » était une entreprise socialiste sans exploitation ?

Mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel est que, déjà depuis 1948 et de plus en plus, les kibboutzim se sont adjoints des usines dans lesquelles travaillent des ouvriers salariés en même temps qu'au sein même des kibboutzim existe une catégorie de travailleurs ouvertement salariés c'est-à-dire qui ne profitent pas comme les haverim de la coopération.

Les haverim — copropriétaires — exploitent leurs semblables... et osent parler de « fin de l'exploitation de l'homme par l'homme » ! Le revenu des usines exploitées par les kibboutzim constituait dès

1960 le 1/5 du revenu moyen des kibboutzim et était pour certains, déjà supérieur au revenu du travail des haverim.

Sur des points plus secondaires l'on remarque le même « relâchement » par rapport aux théories mystificatrices des « théoriciens » des kibboutzim : l'inégalité dans le travail des femmes et des hommes (en moyenne) s'accroît, le caractère formel et illusoire du principe des décisions prises « démocratiquement » en assemblée générale, devient de plus en plus évident avec la croissance de chaque kibboutz etc... Enfin, l'ancienne formule du kibboutz où la terre est « propriété commune » des familles est de plus en plus supplantée par le « moshav », village « coopératif » où les terres appartiennent à chaque famille, la vente et le service public étant seuls du domaine coopératif.

Pour résister au départ des jeunes et des « moins convaincus », le kibboutz enrichi s'équipe en éléments de confort, rejette tout ascétisme. Et Moshe Dayan déclare : « Les vieux idéaux socialistes n'ont tout simplement rien à voir avec le genre d'homme qui vit en Israël... »

Alors pourquoi le gouvernement israélien continue-t-il à protéger les kibboutzim, à financer l'installation de nouveaux kibboutzim ?

Les kibboutzim ont avant tout un rôle militaire anti-arabe

Les kibboutzim ont été avant tout un instrument de la conquête de la Palestine par Israël. Chaque kibboutz constitue un véritable camp armé. Les batailles locales contre les Arabes spoliés et révoltés, se sont rapidement généralisées. Ainsi s'est formée la haganah, l'armée sioniste, à laquelle chaque kibboutz « prêtait » des combattants, hommes et femmes, pour des services militaires successifs. La haganah comptait ainsi 60 000 combattants en 1943, appuyés sur les kibboutzim fortifiés. Les attaques de harcèlement atteignirent alors leur point culminant en 1946, avec l'attaque générale contre les moyens de communication. Les combattants sionistes fanatisés chassèrent les paysans arabes désarmés de leur village et se livrèrent à divers massacres.

Georges Friedmann dans son ouvrage : « Fin du peuple juif ? » rapporte cette position d'un sioniste H. Darin-Drabkin qui, dans son ouvrage « The other society » écrivait en 1962 : « Le kibboutz a frayé la voie au développement de l'agriculture juive. Les besoins aujourd'hui n'ont pas disparu, mais ils ont perdu de leur importance première. Néanmoins, dans ces mêmes perspectives, le kibboutz offre encore des avantages singuliers pour l'organisation des postes avancés d'Israël. Plus de 70 % des kibboutzim créés entre 1948 et 1959 l'ont été dans le Néguev ou en Galilée ».

La « Jeunesse combattante et pionnière », la Nahal recrute des combattants dans les mouvements

de jeunesse. Après un entraînement intensif de trois mois, ces jeunes soldats endoctrinés sont envoyés en groupe dans les villages agricoles frontaliers où ils sont particulièrement entraînés à la guerre de commandos. Certains, après le service militaire de deux ans et demi pour les garçons et deux ans pour les filles, restent au kibboutz. La Nahal a créé en sept ans, 15 villages frontaliers et fourni des réserves à 39 autres villages notamment dans les confins de la Jordanie, la pointe Sud de la mer Morte, Beer Menacha et Yotvata.

L'attaque du 5 juin 1967 contre les pays arabes a démontré une fois de plus la volonté d'expansion et d'annexion de l'Etat d'Israël. Une partie de la Jordanie, de la Syrie et de l'Egypte a été volée à la Nation arabe. Pour assurer l'implantation dans ces régions, trois kibboutzim ont été créés, l'un entre Jérusalem et Hébron en Cisjordanie, le second à Baniyas en Syrie, le troisième à Beit-Ha'arama au sud de Jéricho. De jeunes soldats de la Nahal se sont installés sur ces terres : ces kibboutzim nouveaux, ces soldats-paysans assureront, espèrent les gouvernants israéliens, l'annexion définitive de ces nouvelles terres volées aux Arabes.

Ainsi les kibboutzim se révèlent être une nouvelle fois, les bastions armés de la lutte anti-arabe, imposés et implantés de force pour assurer les spoliations et garantir les annexions.

Georges HENRY.

Une pseudo Centrale syndicale : La Histadrout

EN régime capitaliste, une Centrale syndicale ouvrière digne de ce nom a pour fonction d'organiser la lutte des travailleurs pour la défense de leurs intérêts et l'amélioration de leur situation. Dans le cas d'un syndicat de classe comme la C.G.T. en France, la lutte est également menée pour contribuer à la liquidation du système d'exploitation capitaliste.

La Centrale syndicale d'Israël, la Histadrout, est-elle une véritable Centrale syndicale ?

La Histadrout, une Centrale syndicale ? Non, un employeur !

Imagine-t-on la C.G.T. dans le rôle d'employeur de centaines de milliers de salariés, pour la plupart ses adhérents ?

Imagine-t-on dans le cadre du régime actuel, la C.G.T. propriétaire de Renault, des chantiers de constructions navales, d'une partie des industries sidérurgiques, métallurgiques, etc ?

Non, parce qu'il est impossible que la C.G.T. soit en même temps le propriétaire des usines, l'employeur et le défenseur des travailleurs qu'elle représente.

En Israël, pays capitaliste, la Histadrout, Centrale syndicale de ce pays prétend être le défenseur d'environ 90 % des salariés israéliens et en même temps l'employeur d'une grande partie de ces derniers.

En effet, la Histadrout détient la quasi totalité des moyens de production du secteur dit « **collectiviste** » ou encore de « **l'économie ouvrière** » ; secteur qui englobe l'ensemble des kibboutzim et de puissantes unités industrielles et commerciales.

En 1961, le Hevrat Ovdim, l'organisation de gestion des biens de la Histadrout, contrôlait près de 70 % des terres exploitées par les kibboutzim.

Dans la partie du secteur industriel contrôlé par la Histadrout, la « **Solel Boneh** », dont le chiffre d'affaires avoisine les 200 millions de dollars est, en Israël, la plus importante compagnie de construction portuaire, d'entreprises de bâtiment et de travaux publics. L'une de ses nombreuses ramifications, la compagnie industrielle « **Koor** », est spécialisée dans l'industrie lourde, la production de l'acier, la construction métallique, les équipements électriques, etc.

Les entreprises de la Histadrout exercent également leur activité dans de nombreux pays d'Asie, d'Afrique, d'Europe où elles construisent des ports, des tunnels, des aérodrômes.

Enfin on trouve à Tel Aviv, installée dans un somptueux immeuble, la « **Banque ouvrière** », la deuxième du pays qui est la banque de la Histadrout.

Dans les différentes branches du secteur dit « **collectiviste** » : agriculture, industrie, construction, transport, commerce, banque dont elle tient les leviers de commandé, la Histadrout employait en 1961 près de 180 000 personnes.

La Histadrout n'est donc pas, ne peut pas être une Centrale syndicale. En fait la Histadrout est un employeur, l'un des plus puissants employeurs de l'Etat d'Israël.

Où vont les profits de la Histadrout ?

Des coopératives de production et de consommation constituent l'armature du secteur « **collectiviste** » contrôlé par la Histadrout et son organisme financier, la Hevrat Ovdim.

Tout salarié adhérent à la Histadrout est automatiquement membre de la Hevrat Ovdim.

Chaque salarié membre de la Histadrout est donc censé être propriétaire des moyens de production détenus par la Hevrat Ovdim.

Qu'en est-il exactement ?

Où vont les profits fruits de l'exploitation par la Histadrout de centaines de milliers de travailleurs ?

Pour répondre on se heurte à une véritable conspiration du silence. A tel point que dans son livre : « **Fin du peuple juif ?** » Georges Friedmann déplore lui-même l'absence d'une étude complète de la Histadrout et fait la remarque suivante : « **Je ne sais pas si une telle étude pourrait actuellement être financée et surtout publiée** ».

Pourquoi tant de discrétion au sujet de la Histadrout notamment pour ce qui touche à la destination réelle de ses énormes profits ?

Aurait-on quelque chose à cacher ? Aurait-on à dissimuler des faits qui risquent de mettre bas la façade « **socialiste** » de la « **Centrale syndicale** » israélienne ? C'est le plus probable.

En attendant d'être mieux informé, il est cependant possible, avec les quelques éléments dont on dispose actuellement, de démystifier le contenu « **socialiste** » des activités de la Histadrout et, pour l'essentiel, d'être fixé sur l'utilisation de ses profits.

Où vont ces profits ? Les profits de la Histadrout servent à la constitution de « **sociétés mixtes** » en collaboration avec des capitaux privés et publics israéliens. Et les capitaux de la Histadrout s'associent fréquemment à part égale avec ceux du capital international.

Les salariés israéliens, notamment la minorité qui détient des actions dans les sociétés de la Histadrout recueillent sans doute quelques miettes des surprofits réalisés par leur syndicat employeur. Mais les capitaux de la Histadrout, ses combinaisons et alliances financières diverses intérieures ou extérieures profitent avant tout aux couches privilégiées israéliennes et servent leurs objectifs colonialistes.

La Histadrout est dirigée, utilisée par les dirigeants de l'Etat d'Israël, les réactionnaires et fascistes, Lévi Eshkol, Abba Eban, Moshe Dayan, etc... La Histadrout est une institution sioniste, un rouage essentiel de l'appareil d'Etat israélien, conçu dès l'origine comme instrument de gouvernement au service de la politique colonialiste de l'Etat d'Israël. Toutes ses activités, toutes ses ressources ne peuvent avoir d'autre objet que de servir Israël et sa politique expansionniste.

Pour tenter de camoufler une réalité contraire à certains mythes soigneusement entretenus, les propagandistes sionistes et leurs alliés recourent à la falsification. Ils attribuent à la Histadrout et à son secteur « **collectiviste** » une vocation et des vertus « **socialistes** ». Dans le but de brouiller les cartes ces laudateurs du

« **socialisme** » israélien mettent parfois sur le même plan : « **collectivisme** » israélien et socialisme soviétique. Selon eux, la nature du système de production, ses avantages et ses inconvénients seraient à peu près identiques dans les deux cas.

Alors qu'il s'agit de deux formes d'organisation économique non seulement différentes mais opposées. Dans les pays socialistes l'organisation et le produit du travail ne peuvent être utilisés pour servir des intérêts capitalistes privés nationaux et internationaux. En Israël, l'interpénétration des trois secteurs : public, privé « **collectiviste** » est telle que leur différenciation est formelle, le secteur dit « **collectiviste** » ayant une finalité capitaliste, voire impérialiste à l'égard des deux autres secteurs. D'autre part, contrairement à ce qui se passe en Israël avec la Histadrout, les syndicats soviétiques ne sont évidemment pas les employeurs de leurs adhérents. Ils veillent au respect des intérêts spécifiques de ces derniers et ils contribuent au renforcement de la société socialiste.

La Histadrout au service du colonialisme sioniste.

Après l'agression de juin 1967 contre l'Egypte, la Syrie, la Jordanie, le gouvernement israélien a dépêché en France une délégation de la Histadrout chargée de convaincre la C.G.T. du bien-fondé des positions d'Israël. Mais la C.G.T. ne s'est pas prêtée à la manœuvre. Un communiqué publié par « **Le Peuple** » du 1^{er} août 1967 signale que les représentants de la Histadrout n'avaient d'autre but que celui de justifier l'agression d'Israël contre les pays arabes.

Le communiqué de la C.G.T. a en effet souligné que les délégués israéliens : « **s'étaient surtout employés à justifier l'action de leur gouvernement** ». Qu'ils avaient estimé : « **que l'agression de 1956 conjointement avec la Grande-Bretagne et la France était juste et progressive** ». Au sujet de l'agression de 1967, les représentants de la Histadrout ont déclaré à la C.G.T. qu'ils considéraient « **légitime le déclenchement des hostilités par leur pays et qu'ils reprenaient entièrement à leur compte toute la politique de leur gouvernement y compris au sujet des territoires occupés** ». La C.G.T. a qualifié « **d'union sacrée** » l'entente qui va de la Histadrout « **jusqu'à Rotschild et au grand capital international** ».

La démarche entreprise par la Histadrout auprès de la C.G.T. tout comme l'analyse de son rôle en Israël et de son fonctionnement interne, confirment indiscutablement que cette pseudo Centrale syndicale ouvrière est toute entière au service du colonialisme sioniste, au service des Rotschild et du grand capital international dont en tout premier lieu évidemment, le capital yankee.

Christian GARCIA.

Israël
État
colonial
État
raciste

A part son lien vital avec l'im-périalisme et son inéluctable statut d'étrangère au Moyen-Orient, la personnification politique du colonialisme sioniste, à savoir, l'Etat des colons sionistes d'Israël, se caractérise essentiellement par trois traits :

- sa ligne de conduite raciste,
- son penchant à la violence,
- son attitude expansionniste.

Nous examinerons, plus particulièrement dans cet article, Israël en tant qu'Etat colonial, sa ligne de conduite raciste et l'utilisation de la violence qui en découle.

1) Le racisme

Le racisme n'est pas un trait acquis par l'Etat des colons sionistes. Il n'est guère non plus une caractéristique accidentelle ou passagère sur la scène israélienne, il est congénital, essentiel et permanent. Car le racisme est inhérent à l'idéologie même du sionisme et au mobile fondamental de la colonisation et de la création de l'Etat sioniste.

Tous les juifs constituent une seule nation ayant des caractéristiques nationales communes et un destin national commun disent les sionistes.

Selon la croyance sioniste, « l'assimilation » est considérée comme la perte de « l'identité juive » ; elle constitue le prélude à la « dissolution » et à « l'élimination » de la « nation juive ». L'auto-ségrégation est la riposte sioniste à « l'assimilation juive » ; car le sionisme estime que l'auto-ségrégation est l'unique chemin de la « rédemption », du « salut » et de « l'accomplissement » de la nation.

A la lumière de cette même logique, en vertu de laquelle le sionisme repousse, sans compromis, l'assimilation des juifs par des sociétés non-juives, le principe fondamental sioniste d'auto-ségrégation raciale conduit une partie des sionistes à prôner « la pureté de la race ».

L'idéal sioniste d'auto-ségrégation raciale exige, d'une exigence également impérative, le départ de tous les « juifs » des terres de leur « exil » aussi bien que l'éviction des non-juifs de la terre à « destination juive », à savoir la Palestine.

Selon les enseignements du sionisme, c'est seulement à cette condition d'auto-ségrégation complète que la « supériorité juive » pourrait enfin se manifester. Car le « Peuple élu de Dieu » ne pourrait atteindre son « destin spécial » que lorsqu'il sera regroupé et seul.

Ainsi, si l'Etat sioniste fut fondé aussi sur le fanatisme religieux, il le fut surtout sur ce racisme particulier qui était nécessaire à l'accomplissement du but que devait atteindre le sionisme pour fonder sa « nation », à savoir l'élimination du peuple arabe de la Palestine.

L'identification sioniste à une race donne lieu à trois corollaires : l'auto-ségrégation raciale, l'exclusivisme racial et la suprématie raciale.

Théodore Herzl écrivait dans son livre « L'Etat juif » (1896) que le mérite de la conservation des juifs en un seul peuple et en une race pure, revient aux lois du mariage qui « entravaient l'interférence des races ».

Aujourd'hui en Israël les mariages mixtes sont interdits comme en Afrique du Sud.

On trouve, à cet égard, une différence entre le colonialisme raciste sioniste et les autres formes habituelles du colonialisme et du racisme européens. Alors que les colonialistes anglais, français, etc. asservissaient les peuples pour les surexploiter, les colonisateurs sionistes s'isolèrent des Arabes en Palestine et ensuite les évincèrent de leur patrie.

Nulle part en Asie et en Afrique — ni même en Afrique du Sud et en Rhodésie — la suprématie de la « race européenne » ne s'est exprimée avec un zèle aussi passionné qu'en Israël, le but de cette conception étant l'exclusivisme racial et l'expulsion physique des populations « indigènes » au-delà des frontières de l'Etat des colons.

En 1919, Weizmann prévoyait la création d'une Palestine qui serait « aussi juive que l'Angleterre est anglaise ». En 1917 au moment de la « Déclaration Balfour », la population de la Palestine comprenait 700.000 habitants dont 644.000 Arabes et 56.000 juifs seulement. En outre, les Arabes possédaient à ce moment-là 97 % du territoire palestinien, alors que la minorité juive n'en possédait que 2 1/2 %.

Lorsque la Grande-Bretagne soumit la « Question palestinienne » aux Nations-Unies en 1947, les habitants d'origine juive ne possédaient que 6 % des terres. Ceci prouve, qu'en dépit de trente ans d'occupation britannique et d'encouragements continus à la colonisation sioniste, les Arabes pos-

2) Violence et terrorisme

L'habituel recours à la force, a été principalement dirigé contre les Arabes pour les organismes militaires ou paramilitaires de l'Etat des colons sionistes. L'existence des Arabes sur la terre convoitée par les sionistes constitue automatiquement la première et dernière cible de l'hostilité sioniste.

Avant et après sa naissance, l'Etat des colons sionistes eut re-

védaient encore en 1947, 94 % du territoire palestinien.

En 1948, la Palestine comptait 2.115.000 habitants dont 1.380.000 Arabes et 700.000 d'origine juive, c'est-à-dire qu'en dépit de trente ans d'immigration juive patronnée par le mandat britannique, les Arabes constituaient les 2/3 de la population au moment même de leur éviction du pays et de l'établissement de l'Etat d'Israël.

Mais depuis 1948, la situation a complètement changé. C'est ainsi qu'actuellement, la population est composée de plus de deux millions d'habitants venant des quatre points du globe, grâce aux efforts du sionisme mondial pour attirer ceux-ci sur une terre qu'ils n'avaient jamais vue.

Alors que cette infime minorité ne possédait guère plus de 2 1/2 % de l'étendue du pays en 1917, ni plus de 6 % en 1947, l'Etat d'Israël, en revanche, en est venu à contrôler, par la dépossession totale, les 4/5.

Le concept sioniste de la « solution finale » du « problème arabe » en Palestine, et le concept nazi de la « solution finale » du « problème juif » en Allemagne, contiennent essentiellement le même élément de base : l'élimination de l'indésirable élément humain en question. Mais si la création d'une « Allemagne sans juifs » fut poursuivie par le nazisme par des méthodes plus impitoyables et plus inhumaines que ceux utilisés par les sionistes pour la création d'une « Palestine sans Arabes », derrière ces différentes techniques, résidaient en revanche des desseins identiques.

Cours à la violence en tant que moyen de choix pour l'intimidation et l'éviction des Arabes de Palestine. Ainsi furent perpétrés les massacres du quartier de Katamon à Jérusalem, de Deir Yassin, Ain ez-Zaitoum et Salah ed-Din en avril 1948.

Le 9 avril 1948, soit cinq semaines avant l'entrée en Palestine des armées des pays arabes voisins, les sionistes organisèrent un

bain de sang à Deir Yassin, à l'ouest de Jérusalem. Au cours de cette affreuse tuerie deux cent cinquante hommes, femmes et enfants furent massacrés sur un total de quatre cent habitants. Des hommes faisant partie de l'organisation sioniste de l'Irgoun assassinèrent de sang-froid ces malheureux avec des grenades à main et à l'arme blanche. Après le massacre, les chefs de l'Irgoun proclamèrent, au cours d'une conférence de presse, leur volonté de poursuivre « *la lutte, l'invasion et l'occupation* ». Une fois leur forfait accompli, les hommes de l'Irgoun entassèrent dans des camions découverts un certain nombre de survivants et les transportèrent jusqu'à Jérusalem où ils les firent défilér dans les rues des quartiers juifs. Ces Arabes furent accueillis par des injures, des crachats et des jets d'ordures avant d'être remis aux autorités de l'armée britannique de la ville.

Jon Kimché, journaliste et écrivain sioniste, décrit cet épisode comme « *la plus grande fétrissure ayant entaché l'histoire juive* ». Dov Joseph, gouverneur israélien de Jérusalem à l'époque, qualifia cette tragédie d'« *agression délibérée et non provoquée* ». L'historien britannique Arnold Toynbee compara le massacre de Deir Yassin aux « *crimes commis contre les juifs par les nazis* ». Il ajouta : « *La responsabilité du sang versé le 9 avril à Deir Yassin incombe à l'Irgoun; la responsabilité des expulsions après 1948 incombe à Israël* ».

Depuis son établissement, l'Etat sioniste dirige sa violence aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur : contre les Arabes soumis à sa juridiction et contre les Etats arabes avoisinants.

Dans les territoires de la Palestine occupés par les sionistes, des massacres et d'autres outrages saccagèrent des villes et des villages arabes tels que Igrith (décembre 1951), Al-Tirah (juillet 1953), Abou Ghosh (septembre 1953), Kafr Kassim (octobre 1956) et Acre (juin 1965) qui furent les cas les plus abominables mais non les seuls du programme de haine raciale promu au rang d'une politique d'Etat et efficacement exécuté

par l'appareil officiel de l'Etat sioniste.

S'il fallait encore apporter une preuve supplémentaire du militarisme agressif et raciste des sionistes d'Israël, il suffirait de rappeler ce qu'ont fait les soldats réguliers israéliens, à la veille de l'invasion du Sinai le 29 octobre 1956, dans le village arabe de Kafr Kassim, tombé sous la tutelle des autorités israéliennes d'occupation.

Ce soir-là, une unité des forces frontalières israéliennes avait établi ses quartiers dans le village après avoir imposé un couvre-feu annoncé une heure seulement auparavant. Au moment où les villageois se présentaient aux portes du village, après leur journée de travail, ils furent accueillis par des rafales de mitrailleuses, qui provoquèrent la mort de cinquante et une personnes et en blessèrent treize autres.

Des pogroms à grande échelle furent entrepris contre la popu-

lation de Gaza et de Khan-Younis pendant la courte période de l'occupation sioniste de la région, dans le cadre de l'agression tripartite commise par l'Angleterre, la France et Israël contre l'Egypte en 1956.

Actuellement dans les nouvelles régions occupées par les sionistes depuis l'agression du 5 juin 1967, une répression féroce s'abat sur la population arabe coupable de soutenir la lutte des patriotes pour la libération de la Palestine. Les troupes d'occupation sioniste ont rasé des villages entiers en Cisjordanie dès les premiers jours de l'occupation et depuis elles dynamitent des maisons et procèdent à des exécutions sommaires et autres actes de violence pour intimider la population arabe.

Des dizaines de milliers de réfugiés palestiniens ont été expulsés une seconde fois et ont dû passer sur la rive est du Jourdain. Le sionisme n'a cessé de repousser toujours plus loin le peuple arabe pour installer à la place, ses colons.

3) Le sort des Arabes et des habitants d'origine juive dans l'Etat d'Israël

La minorité arabe palestinienne était au nombre de 270.000 avant le 5 juin. Ces Arabes sont sujets à la discrimination raciale. Ils sont confinés depuis 1948 dans des « *zones de sécurité* » régies par la loi martiale. Le système du sauf-conduit restreint rigoureusement leur liberté de se déplacer. La majorité de ces Arabes n'a pas la citoyenneté israélienne et ceux qui l'ont ne sont que des citoyens de second plan (catégorie B). L'accès des Arabes à l'enseignement est strictement réduit. Il leur est interdit de former des organisations ou partis politiques. Le droit de « *à travail égal salaire égal* » leur est refusé.

Ce qui confirme aussi le racisme de l'attitude sioniste, c'est que son hostilité raciale n'est pas dirigée uniquement contre les Arabes, mais qu'elle s'exerce jus-

qu'au sein des communautés juives elles-mêmes. Une telle conséquence est tout à fait naturelle. En effet, le propre du racisme, comme celui de l'impérialisme, c'est l'impossibilité de se limiter, une fois que le virus a pénétré dans une société donnée.

Les sionistes d'Europe (du rite Ashkenazim) et ceux d'Amérique contrôlent presque exclusivement les moyens de production et les pouvoirs de l'Etat. Ils essayent de dominer la société en répartissant ses revenus à leur plus grand avantage au détriment des sionistes orientaux (du rite Sephardim). Il y a quelques années une manifestation de « *juifs orientaux* » groupa vingt mille d'entre eux à Tel Aviv. Elle fut réprimée brutalement par la police. Le gouvernement a tenté d'atténuer la crise en créant des « *commis-*

sions d'enquête » qui n'ont pas tardé à suspendre leurs travaux sans la moindre justification.

*
**

Israël, Etat colonial, Etat raciste, tout le confirme. Le 28 octobre 1967, Lévi Eskhol, président du Conseil de l'Etat d'Israël a lancé un appel pour une immigration massive en vue de peupler ce qu'il a appelé le « *Grand Israël* ». « *Nous avons besoin d'un plus grand nombre de juifs en Israël* », a-t-il dit. « *La présence des juifs est nécessaire dans les zones de développement depuis longtemps établies en Israël* ». Puis il a ajouté que cette présence est éga-

lement nécessaire « *dans des régions où nous n'existons pas aujourd'hui mais qui ont des noms bibliques* ». « *Nous devons doubler notre nombre avant la fin du siècle* ». « *Dans le grand Israël d'aujourd'hui nous avons une population de trois millions huit cent mille habitants. Sur ce total, deux millions quatre cent mille sont des juifs et un million quatre cent mille des non-juifs* ».

M. Eskhol ne connaît pas l'existence du peuple arabe palestinien, il ne connaît que des « *non juifs* » se trouvant dans un « *Grand Israël* » dont les sionistes veulent élargir toujours plus les frontières.

Après les événements survenus depuis juin 1967, il faut être de

la plus mauvaise foi pour contester qu'Israël est un Etat colonial et raciste et qu'il est animé d'une volonté expansionniste digne de ses maîtres, les impérialistes yankees.

André DENIS.

Bibliographie : Le colonialisme sioniste en Palestine par Fayez A. Sayegh (Centre de recherche — l'Organisation de Libération Palestinienne — Beyrouth-Liban avril 1966).

Un bref aperçu de la question palestinienne par Al-Hakam Darwaza (Centre de recherche - L'O. L.P. — Beyrouth — Liban — novembre 1966).

Le fasciste Moshe Dayan et la clique Ben Gourion, Aban...

DANS le Palais du Parlement de Tel-Aviv (offert par la famille Rothschild) les députés israéliens se rattachent à quatorze formations politiques.

On pourrait croire à une très grande complexité de la vie politique israélienne, fondée sur une réelle diversité de tendances. La réalité est beaucoup plus simple : l'existence de nombreux partis bourgeois, phénomène que certaines « démocraties » bourgeoises, telle la France, connaissent bien, n'empêche pas que la coalition gouvernementale israélienne est, depuis vingt ans, d'une stabilité à toute épreuve.

Le principal parti, le Mapai, a fourni tous les premiers ministres (Ben Gourion pendant treize ans, Moshe Sharett pendant deux ans, Lévi Eshkol depuis 1963) (1).

Le Mapai se prétend parti de gauche, socialiste, travailliste, ce qui ne l'empêche pas d'être aussi fermement antisoviétique que pro-impérialiste. Il a soutenu l'impérialisme français en Algérie, il soutient l'impérialisme américain au Vietnam, il a été l'organisateur de l'agression de 1956 contre l'Egypte en accord avec les impérialistes anglo-français.

Le Mapai tire sa force de son maintien constant au gouvernement et du contrôle qu'il exerce sur la Centrale « syndicale » Histadrouth (organisation dont Ben Gourion a été un des fondateurs puis le secrétaire général).

Même après la scission du Mapai (qui a donné naissance au parti Rafi), le « Front Ouvrier » qui comprend le Mapai et une organisation très proche,

l'Ahdout Ha'avoda) conserve quarante-cinq députés au Parlement (qui en comprend cent vingt).

Dans le sillage du Mapai, se place le Mapam qui se prétend encore plus socialiste, et aussi partisan de la « coexistence pacifique entre les classes », et qui entre dans la coalition gouvernementale lorsqu'elle a besoin de lui, et reste à l'extérieur lorsque le Mapai lui préfère d'autres alliés. Malgré ses slogans internationalistes, le Mapam est ni plus ni moins sioniste que les autres partis. En 1956 il a soutenu à fond l'attaque contre l'Egypte et a même organisé ensuite des manifestations pour réclamer l'annexion du territoire de Gaza.

Le Mapam qui, sur le plan intérieur, est un petit parti (huit députés) trouve son véritable rôle à l'extérieur des frontières d'Israël. Grâce à sa phraséologie gauchiste et sa prétention à la pureté socialiste, il est chargé de séduire les intellectuels de « gauche » en particulier dans les pays européens, et de leur faire accepter la politique sioniste. On doit reconnaître que le Mapam dans cette entreprise enregistre quelques succès.

Dans le numéro spécial des « Temps Modernes » (« Le dossier du conflit israélo-arabe » — deuxième trimestre 1967) il est significatif que sept articles aient été écrits par des responsables du Mapam alors qu'aucun ne prétend traduire l'opinion du Mapai.

Meir Yari, secrétaire général du Mapam depuis 1948 (il se présente comme un « marxiste sioniste ») dans son article « Vers la coexistence pacifique et progressiste de l'Etat d'Israël et des pays arabes » commence par constater qu'« un élément se dresse

obstinément sur la voie des pourparlers entre nous et les pays arabes : c'est l'Égypte, et dans une certaine mesure également, la Syrie ». Pour Meir Yari, la solution est facile à trouver : Israël doit s'efforcer de diviser les pays arabes en concluant pour commencer, une entente avec la Jordanie.

Ce curieux homme politique de « gauche » parle dans le même article (p. 607) de l'« organisation philanthropique que dirigeait le baron de Rothschild... »

Les petits bourgeois de « gauche » qui croiront encore après tout cela au « socialisme israélien » y auront vraiment mis beaucoup de bonne volonté !

Ils auront aussi, bien entendu, oublié de s'apercevoir que les partis « socialistes » israéliens siègent au gouvernement avec les partis du Front national religieux (Mizrahi et Hapoël Mizrahi, 14 %, des électeurs, dix-sept députés) représentants du plus pur cléricisme rabbinique. Cela ne les gêne nullement car tous les partis sionistes (du Mapam au parti conservateur Hérouth) sont membres de l'Agence juive qui est dans le monde l'élément coordinateur de toutes les forces du sionisme et dont les liaisons avec l'impérialisme américain sont évidentes. L'Agence juive est bien la véritable direction politique d'Israël. Et l'argent du Fonds national juif qui finance en partie l'économie d'Israël est le bienvenu pour tous ces partis sionistes. Pour vivre et faire vivre leur presse — le plus souvent quotidienne — il ne leur est pas nécessaire d'encaisser beaucoup de cotisations.

L'Etat d'Israël peut ainsi s'offrir le luxe d'une multiplicité de partis politiques. Rien à craindre : la liaison est bien assurée, le Mouvement sioniste mondial, l'Agence juive, le Fonds national juif y veillent. Ils veillent également au maintien de la domination des rabbins. La présence au gouvernement des partis religieux est pour eux une garantie : les lois religieuses et les lois civiles se confondent. Même si des discussions ont pu se produire sur la question des mariages mixtes ou sur la nourriture servie sur les paquebots, ce sont toujours les rabbins qui ont eu le dernier mot.

Le parti Hérouth, ouvertement d'extrême-droite est en principe dans l'opposition. Il a toujours dans son programme l'occupation de la Cisjordanie. Cela a valu à son chef M. Begin, un poste de ministre à la veille de l'agression contre la Jordanie, l'Égypte et la Syrie en 1967.

Les « Libéraux Gahal », « Agouda Israël », « Paalé Agouda Israël », « Libéraux indépendants » ont quelques députés chacun. Ils ne se démarquent de la coalition gouvernementale que sur des questions mineures.

Il faut toutefois mettre à part le parti Rafi, né d'une scission dans le Mapaï, opérée par des hommes comme Ben Gourion, Moshe Dayan, Shimon Perès, qui ont toujours représenté le sionisme le plus dur.

Opposition de droite, bien sûr ; mais le fait que Moshe Dayan, le général fasciste qui avait conçu

et conduit la guerre contre l'Égypte en 1956 soit revenu au gouvernement, comme ministre de la Défense, quelques jours avant l'agression israélienne de 1967, montre bien la nature de cette « opposition ».

C'est au Congrès du Mapaï en 1963 que Moshe Dayan, a commencé à critiquer les mœurs politiques des partis traditionnels, du Mapaï en particulier. Il voit comme un luxe inutile les considérations idéologiques dont les partis israéliens parent leur politique. Il propose simplement de débarrasser Israël du vieux mythe : l'esprit « pionnier » et le « socialisme ». Il ne voit aucun inconvénient à ce que certains israéliens s'enrichissent sans limite. Il ne croit qu'à la « technique » et à l'« efficacité » : « casser des pierres, cela est fait mieux et moins cher par des machines que par des pionniers ». Soucieux seulement de la réussite, il veut aller droit au but, sans s'encombrer de traditions dépassées. Et le but unique, c'est la préparation de la guerre contre les pays arabes. Sa doctrine tient en peu de mots : l'ennemi est le peuple égyptien ; les Israéliens ne doivent compter que sur leur armée.

Shimon Perès, dirigeant du Rafi, qui fut ministre de la Défense après Moshe Dayan parle (« Les Temps Modernes », p. 507) d'« un conflit d'ordre quasi biologique » avec les Arabes.

Attaquer les pays arabes avant qu'ils ne se soient renforcés, donner la priorité à l'achat d'armes modernes, tel est le programme du parti Rafi qui croit depuis sa création à l'inévitabilité de la guerre contre les pays arabes. Pendant deux ans le Rafi a traité l'équipe au pouvoir d'incapables mettant en danger la sécurité d'Israël. Lévi Eshkol en a tiré les enseignements puisqu'il prit Moshe Dayan comme ministre avant d'attaquer les pays arabes. Ne devait-il pas déclarer le 9 juillet 1967 que l'« entrée du général Dayan dans le cabinet a amélioré le moral de la population ».

Pour la population israélienne foncièrement réactionnaire et raciste, Moshe Dayan, vainqueur de la bataille du Sinaï de 1956 est le symbole de la croisade contre les pays arabes. Dans son ouvrage : « Le journal de la campagne du Sinaï » (1956), Moshe Dayan, qui n'a pas oublié de soigner son propre personnage, développe comme Hitler l'avait fait dans « Mein Kampf » quelques thèmes simples que l'on retrouve presque à chaque page :

— Mépris du combattant égyptien (p. 214) : « Les tenants (égyptiens) d'une batterie antichars, qui n'avaient pas détalé — il y a des exceptions à toutes les règles — ont ouvert le feu »).

— Exaltation du combattant israélien, qui serait un super-soldat. Exaltation en particulier de l'esprit « para » (p. 133) : « Le nombre relativement élevé de morts, et très réduit de prisonniers chez l'ennemi... est dû à la technique de combat utilisée par nos parachutistes et non pas du tout à la résistance des égyptiens ») ou (p. 88) « La brigade de parachutistes est faite de volontaires et elle attire les meilleurs, les plus idéalistes parmi nos jeunes. Leur dureté implacable dans l'action peut

faire illusion, mais en fait elle masque une intégrité et une abnégation sans limites ».

— Idée de la nécessaire « punition » des Arabes : actions de représailles avant la campagne du Sinaï. 26 septembre 1956 : « L'objectif a été atteint, le fort (Hasan) complètement démoli, toutes les positions arabes emportées. Les pertes de l'ennemi s'élèvent, pour autant qu'on le sache jusqu'à présent, à 39 tués et 12 blessés ». Et pour raser les villages à la dynamite Moshe Dayan n'a pas son pareil !

Le parti Rafi apparaît donc comme le parti de la lutte froidement organisée, contre les Etats arabes, comme le fer de lance de la politique sioniste, comme l'expression la plus exacte du sionisme.

Rompant avec le jeu politique des partis traditionnels tel le Mapaï, il s'appuie essentiellement sur l'armée et sur les jeunes générations (les sabras, c'est-à-dire les jeunes générations nées en Israël descendant essentiellement d'immigrants venus des pays capitalistes d'Europe) moins attachés que la génération précédente au conservatisme religieux et rejetant les mystifications politiques qui voudraient faire croire au « socialisme » israélien ou à l'esprit « pionnier ». A ce mysticisme, les « sabras » préférèrent le cynisme bien propre aux pratiques fascistes.

Au cours des dernières années, les difficultés économiques d'Israël et le chômage ont été des atouts supplémentaires pour le parti Rafi : l'idée de l'« espace vital » et des « frontières naturelles » (le Jourdain et le Canal de Suez) est sous-jacente.

**

Depuis l'agression israélienne de juin 1967, une tendance à la fusion de certains partis se fait jour en Israël. Rien ne s'y oppose en pratique puisque leur ligne politique est identique ; pour la même raison, il ne faut attendre aucun changement d'une telle fusion.

Le parti Rafi dont l'objectif essentiel est d'entraîner les autres formations politiques dans la guerre contre les Etats arabes, poursuit son action.

Dès mai 1963 Ben Gourion et Moshe Dayan avaient prévenu le peuple israélien que de grandes « épreuves » l'attendaient plus dures encore que la « guerre d'indépendance ou la campagne du Sinaï ».

Comme le montre le retour de Moshe Dayan au gouvernement le parti Rafi a joué son rôle de boulet pour le déclenchement de l'agression contre les Etats arabes et pour la conduite de cette guerre éclair, conforme aux idées de Moshe Dayan, et qui a abouti à l'occupation par l'armée israélienne d'immenses territoires arabes. Et ce n'est pas par hasard que Moshe Dayan lui-même a été chargé d'administrer les territoires occupés.

Les déclarations soi-disant intempestives de Moshe Dayan sur l'intention d'Israël d'annexer tel ou tel territoire peuvent être ensuite démenties avec plus ou moins de vigueur par Eshkol ou Eban (ou reprises par eux) ; elles sont des étapes dans l'action du général fasciste contre les peuples arabes. Et Dayan ne passe guère de jours sans rappeler aux Israéliens que la guerre contre l'Egypte sera à reprendre sous peu.

Avec l'arrivée du parti Rafi sur le devant de la scène politique, le sionisme découvre encore mieux son véritable visage. C'est que l'existence de l'Etat d'Israël est de moins en moins acceptée par les peuples arabes en lutte pour leur émancipation. Le conflit se durcit.

La fascisation d'Israël qui accompagne cette évolution n'est pas une preuve de force.

Les armées de Moshe Dayan ont conquis des milliers de kilomètres carrés ; les armées d'Hitler avaient conquis des territoires bien plus étendus... On sait ce qu'il advint d'elles !

Marcel DEBELLEY.

(1) A la suite de la mort de Lévi Eshkol, c'est Mme Golda Meïr, également du Mapaï qui a pris la fonction de premier ministre en Israël.

LES CAMPS DE RÉFUGIÉS PALESTINIENS

Réponse à la réactionnaire revue "L'Arche"

HAUTS lieux de la misère du peuple arabe, témoignages vivants de la monstruosité de l'entreprise sioniste, les camps de réfugiés palestiniens ont aussi une autre signification politique.

Regroupement des populations arabes chassées de leur pays, ces camps manifestent le refus d'un peuple victime du pire colonialisme de cesser d'être; refus d'abord de s'émietter, de se disperser, de se désintégrer en s'intégrant à d'autres Etats fussent-ils frères. Les Palestiniens en restent entre eux ont su éviter, eux, la « diaspora » à laquelle les Israéliens les vouaient. On peut dire que si la Palestine arabe n'existe plus en tant qu'Etat elle reste, par ses camps, un corps constitué.

Mais ceux-ci ne sont pas uniquement l'affirmation organisée de la nation palestinienne, ils sont aussi la forme sociologique qu'a prise la protestation de ce peuple contre son expatriation et son expropriation.

Cette signification du camp palestinien, la propagande bourgeoise impérialiste et sioniste s'efforce de la masquer. Ce lui fut facile jusqu'à l'agression sioniste de juin 1967. Elle était même arrivée à escamoter de la conscience des peuples d'Europe le crime qu'Israël avait perpétré contre la nation palestinienne dix-neuf ans durant.

La tâche est moins aisée aujourd'hui, on s'en rend compte à la lecture du numéro de septembre 1967 de la revue réactionnaire « L'Arche », bon exemple de cette infecte propagande sioniste. On y polémique encore un peu sur le nombre réel des réfugiés palestiniens : « La majeure partie des décès dans cette population n'a pas été enregistrée... dans le but de gonfler des chiffres qui puissent servir d'arme psychologique... ». On ose mettre en cause l'intégrité « des fonctionnaires internationaux qui grâce à ce gonflement d'effectifs ont pu retenir à leur bénéfice des subventions non distribuées ». Mais en fin de compte, Israël auquel se réfère la revue met en doute lui-même l'honnêteté de ses propres statistiques puisque, les confrontant avec celles de l'organisme international d'aide aux réfugiés, il y

ajoute un chiffre intermédiaire qu'il baptise « approximation ».

Nadia Blokh, de la même revue, plus habile peut-être, s'attaque au vrai problème : les camps. « Les camps de réfugiés ! Eh bien ! la première chose à savoir c'est que ces camps n'existent pas, qu'il n'y a pas de camps ». L'argumentation est subtile : les camps n'existent pas, ce sont des villages que rien ne distingue des autres villages arabes si ce n'est qu'ils sont plus propres et moins pittoresques !

Ce que Nadia Blokh s'attendait à voir dans sa vision d'« Israélienne développée » c'était sans doute quelque chose d'intermédiaire entre le bidonville et le dépôt de mendicité. Comment des arabes pourraient-ils s'en sortir et subsister !

La vérité c'est que le prétendu « village » peut comporter vingt-cinq mille réfugiés comme à Mehatta ; que celui de Aybat Jaber (cité dans un autre article de la même revue) en regroupe cinquante mille ; que ces villages sont parfois si voisins que la densité de la population dans la bande de Gaza (350 km) atteint le chiffre effarant de mille cent cinquante personnes au kilomètre carré ; un département français : l'Indre-et-Loire — département à villages pourtant — compte dix-huit mille habitants de moins alors qu'il est dix-huit fois plus étendu.

Non, les réfugiés ne vivent pas dans des villages, mais bien dans des camps. Une longue étude serait nécessaire pour écrire leur histoire. Lorsque les réfugiés arrivèrent, ils étaient dans une grande misère. Ils campèrent sur des terrains vagues ou s'abritèrent dans des grottes ou dans des immeubles abandonnés. C'est le plus souvent à partir des emplacements qu'ils avaient choisis que se constituèrent et s'implantèrent les camps. Il serait faux de penser que ceux-ci sont une création de l'U.N.W.R.A. Ce ne fut que le 8 décembre 1949 que l'O.N.U. créa l'Office de Secours et des Travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine. Or, on peut dater précisément du 9 avril 1948 — date du massacre de Deir Yassin par les sionistes — le début de l'exode palestinien auquel la guerre israélo-arabe à partir de mai 1948, donna une ampleur gigantesque. Quand

l'U.N.W.R.A. fut mise en place en 1950, des camps étaient déjà constitués depuis plusieurs mois. L'U.N.W.R.A. n'est pas d'ailleurs un organisme totalement extérieur au peuple palestinien ; il ne comporte que cent cinquante fonctionnaires internationaux pour onze mille fonctionnaires locaux pour la plupart palestiniens. En un sens, l'U.N.W.R.A. est un organisme imposé à l'O.N.U. par la pression des Palestiniens organisés.

Si Nadia Blokh trouve en 1967 à certains camps un aspect de village, elle omet de dire que jusqu'en 1955 la plupart des réfugiés vécurent sous tentes. Ce sont eux qui par la suite ont construit des huttes en pisé puis des cases en matériaux durs, l'U.N.W.R.A. en fournissant le toit. Mais une pièce unique de neuf mètres carrés pour une famille de cinq personnes est-elle une habitation normale ? Si des écoles, des dispensaires fonctionnent, l'ensemble des équipements n'en reste pas moins très insuffisant. Il n'y a d'eau que dans les bâtiments administratifs. Les rations alimentaires qui ne sont d'ailleurs pas généralisées (elles ne profitent qu'à quatre cent soixante-dix mille personnes) sont très maigres et permettent seulement de survivre... et de « proliférer » ose cyniquement ajouter un des rédacteurs sionistes de « L'Arche ». Survivre ! Voilà la victoire des Palestiniens qui gêne tant Israël.

**

La présence des camps de réfugiés, leur permanence, leur proximité, voilà ce qui était insupportable pour l'Etat sioniste. La carte d'implantation des camps est révélatrice. Sur les cinquante-sept camps contrôlés par l'U.N.W.R.A. avant la nouvelle agression de juin 1967, trente-deux sont distants de moins de soixante kilomètres des frontières de l'Etat sioniste, seize d'entre eux de moins de vingt kilomètres. Ce qui représente trois cent cinquante mille réfugiés sur les quatre cent soixante mille organisés en camps. Ceux-là avaient choisi de camper le plus près possible de leurs terres comme pour être plus rapidement prêts à les reprendre à leurs spoliateurs.

La signification patriotique et politique des camps palestiniens n'est nullement infirmée par le fait que tous les réfugiés ne vivent pas dans les camps, que certains sont émigrés. N'oublions pas d'ailleurs que ceux fixés en Cisjordanie par exemple se sentaient encore un peu chez eux puisque cette province était palestinienne. D'autre part, il est compréhensible que selon le marché de l'emploi, il a fallu quelquefois s'installer près du lieu de travail, ne serait-ce que pour fournir des subsides complémentaires aux éléments de la famille restés dans les camps. Mais il est remarquable en tous cas que, alors que les camps de réfugiés sont ordinairement destinés à disparaître, le pourcentage d'habitation en camp est en constante progression dans les pays d'accueil

puisque'il est passé de 30 % en 1949 à 34 % en 1962 puis à 39 % au 1^{er} janvier 1967.

Les conséquences territoriales de la guerre de juin 1967 ont modifié considérablement les données du problème des réfugiés, la signification politique de ces camps, leur rôle.

Une page d'histoire est tournée. Ces réfugiés dont Israël contestait le nombre, ces camps dont il feignait de ne pas voir l'originalité propre, les voilà pour leur plus grande part (sept cent cinquante mille habitants soit 28 camps) à l'intérieur des frontières du nouvel Israël, donc directement aux prises avec lui. A cela il faut ajouter le chiffre des populations arabes des pays nouvellement occupés : cent dix mille à Gaza, trois cent vingt mille en Cisjordanie, quelques dizaines de milliers en Syrie ainsi que les trois cent mille Palestiniens qui vivaient dans les précédentes frontières d'Israël. Si l'on déduit de ces chiffres les quelques trois cent soixante mille nouveaux réfugiés qui, à l'issue de la guerre de juin 1967, ont quitté les territoires envahis par Israël, c'est une « minorité » arabe de près de un million deux cent mille hommes qui se trouve immédiatement et quotidiennement confrontée à deux millions deux cent mille Israéliens. La guerre encore présente à l'extérieur se déroule d'ores et déjà et se déroulera de plus en plus à l'intérieur des frontières d'Israël. Même l'emploi du terrorisme sioniste, tel qu'il a encore été pratiqué à Qalqyia, à Latrun, n'a pas suffi à faire fuir une masse de réfugiés comparable à celle de 1949. Et des dizaines de milliers à peine chassés, réclamaient leur retour une semaine après leur expulsion. Les incidents du pont Allenby, la comédie jouée par Israël alors, reste encore dans toutes les mémoires.

Cet Etat est par nature une colonie de peuplement, il lui faut donc pour vivre faire le vide. Or, il ne peut plus ni chasser, ni exterminer ce million d'Arabes « indésirables » qui font obstacle à une immigration massive de sionistes dont Israël a pourtant le plus grand besoin pour réaliser l'empire raciste dont rêvaient Herzl et Weizmann.

**

Israël ne peut résoudre le problème auquel il s'affronte.

La misère qui sévit dans les camps de réfugiés palestiniens condamne irrémédiablement l'Etat raciste et tous ses serviles défenseurs. Et une fois encore, l'opération concentrationnaire se retourne contre ses auteurs : le camp devient un foyer de résistance, un foyer de lutte contre l'ennemi abhorré.

Jean-Pierre PROVINS.

LA COMPLICITÉ DES SOI-DISANT COMMUNISTES D'ISRAËL

IL existe en Israël, depuis la scission du Parti communiste en août 1965, deux groupes politiques qui se réclament du communisme. Le premier, conduit par Meir Vilner, est le seul reconnu par le mouvement communiste international et sa politique a reçu en particulier l'appui de la direc-

tion du Parti communiste français. Sous une attitude apparemment critique d'opposition à la politique de la clique Eshkol, Dayan, Rabin, etc... le parti de Vilner pratique en fait, comme nous allons le démontrer, une politique de complicité dans la mesure où il s'oppose aux justes revendications

des représentants de la Nation arabe.

Le second qui se réclame aussi du communisme, dirigé par Moshe Sneh, pratique ouvertement la collaboration avec les dirigeants militaristes d'Israël et couvre d'une phraséologie pseudo-marxiste leurs entreprises d'expansion coloniale.

Le groupe Vilner : sa complicité consiste à vouloir à tout prix la survie d'Israël

La ligne politique du groupe Vilner est motivée par son effort pour maintenir le statu quo, c'est-à-dire pour qu'Israël, base d'agression de l'impérialisme, vive contre la volonté des peuples arabes.

Le Parti dirigé par Vilner « défend une politique conforme

à l'internationalisme prolétarien et aux véritables intérêts du peuple israélien » écrivait « L'Humanité » du 20 juin 1967. « Nous entendons souvent déclarer que l'Etat d'Israël est une création illégitime et n'a aucun droit à l'existence. Nous rejetons catégoriquement ces affirmations. L'Etat d'Israël est

aujourd'hui entré dans les faits » écrivait Vilner dans l'article qu'il a donné à la revue « Les Temps Modernes » (N° 253 bis, juin 1967, p. 653).

Vilner n'est pas Sneh. Il condamne l'agression de juin 1967 comme il condamnait celle de 1956. Il se présente en partisan

dé la non-intervention dans les affaires des Etats arabes, particulièrement des régimes progressistes de Syrie et d'Egypte. Il se déclare partisan résolu de la paix. Mais quel est l'objectif final de la politique pseudo-marxiste qu'il défend, politique qui convient si bien aux pacifistes et aux opportunistes ?

« Une politique qui consiste à s'appuyer sur les impérialistes est une politique de suicide... La guerre de Suez et du Sinaï a montré que la politique chauvine et impérialiste mène à l'aventure et met en danger notre existence même » écrit encore Vilner dans son article des « Temps Modernes » (p. 641).

Avec assez de clairvoyance, les dirigeants du soi-disant Parti communiste d'Israël, comprennent que le réveil révolutionnaire de la Nation arabe, les provocations militaires et la politique de conquête d'Israël

rapprochent le moment d'un conflit décisif qui ne pourra aboutir qu'à la victoire totale des peuples arabes et à la disparition d'Israël. Dès lors, seule la modération, préconisent-ils, peut donner une chance de survie à Israël.

Mais en défendant ainsi le droit à l'existence d'Israël, le groupe Vilner se fait inévitablement le complice de tout ce qu'entreprennent Israël et l'impérialisme. En effet, toute défense de l'Etat d'Israël, dans son existence même, étant données les conditions historiques de sa formation, de son soutien politique, économique, financier par l'impérialisme, qui a seul assuré sa survie matérielle, est nécessairement l'acceptation de sa politique d'agression et de conquête depuis 1948 jusqu'à 1967.

On ne peut condamner l'usage de la canonniers tout en se prononçant pour sa présence. Cette

attitude d'aveuglement complice n'est pas celle d'un communiste, mais du petit bourgeois qui ne condamne pas le fait mais seulement ses excès.

D'autant que, en critiquant l'agressivité d'Israël, prétendre à une évolution de sa politique vers la neutralité est pure démagogie. Quel sens peuvent en effet avoir les affirmations suivantes :

« Israël doit cesser de dépendre des Etats-Unis et des autres puissances impérialistes... Nous demandons une politique de neutralité et de non-participation aux intrigues des magnats impérialistes du pétrole et des armements contre les peuples arabes » ? (Interview de Vilner par Max Léon « L'Humanité » du 9 août 1967).

Il est absurde et hypocrite de réclamer qu'Israël ne soit plus un instrument de l'impérialisme alors que c'est sa raison même d'être, qu'il a été fondé de toutes pièces à cet effet.

Le groupe Vilner se fait l'adversaire des peuples arabes en prenant parti pour les « droits nationaux d'Israël »

Pour le parti dirigé par Vilner le cas des réfugiés arabes de Palestine constitue un problème qui mérite une solution négociée. Mais il ne s'agit pas de restituer aux Palestiniens leurs terres : le but de la tractation serait d'indemniser les Palestiniens ou de leur offrir du travail en Israël, selon les cas, en échange de quoi les Etats arabes reconnaîtraient officiellement Israël.

« Les milieux réactionnaires veulent persuader l'opinion que reconnaître les droits du peuple arabe de Palestine signifie nier les droits du peuple Israélien ; nous avons une opinion inverse ; c'est là précisément le moyen d'obtenir la reconnaissance des droits d'Israël ». (« Temps modernes », p. 648).

Cette politique de chantage propose donc tout d'abord que les Etats arabes entérinent la

spoliation des territoires palestiniens par Israël en reconnaissant l'existence de celui-ci dans ses frontières de 1949 :

« Israël doit essayer de parvenir à un accord mutuel afin de convertir les lignes provisoires d'armistice en frontières définitives, conformément au droit des peuples à l'auto-détermination » (« T. M. » p. 657).

Vilner peut-il oublier que ces frontières sont celles de la conquête par l'armée et les organisations sionistes fascistes (Stern, Irgoun) ? Si auto-détermination il y a, alors Israël pourrait aussi bien faire reconnaître les frontières de son occupation de juin 1967 : le Jourdain et le Canal de Suez.

Proposer un accord mutuel entre Israël et les Etats arabes, c'est-à-dire entre l'agresseur et l'agressé, entre Israël et le peu-

ple palestinien, c'est-à-dire entre l'opresseur et l'opprimé, le voleur et le volé, est une des tactiques de l'impérialisme visant à la capitulation officielle des peuples arabes devant l'état de fait. C'est pourquoi le nationalisme arabe exige la disparition d'Israël, se refuse à toute discussion possible sur la reconnaissance de ses frontières. Le nationalisme révolutionnaire intransigeant et conséquent est pour un peuple en butte à l'impérialisme l'un des plus grands ferments révolutionnaires. Tout ce qui vise à affaiblir cette intransigeance nationale est donc un acte de complicité avec l'impérialisme. C'est bien la position de Vilner.

Mais celui-ci ne s'en tient pas là :

« Les Etats arabes pourraient considérer cette première étape comme une base et reconnaître

au peuple israélien le droit à l'auto-détermination, le droit à la navigation dans le Canal de Suez et dans les détroits de la mer Rouge ; ils pourraient mettre fin au boycott économique et politique d'Israël et également chercher à conclure un accord à propos des rivières qui coulent à la fois en Israël et dans les Etats arabes » (« T. M. », p. 658).

En d'autres termes, Vilner propose purement et simplement que les Etats arabes abandonnent les armes les plus efficaces dont ils disposent lorsque la lutte ouverte ne leur est pas possible. L'unité économique des pays arabes, liée au boycott d'Israël, est une stratégie dont les dirigeants arabes essaient de perfectionner l'orga-

nisation, car elle entre dans la perspective de la formation d'une Nation arabe suffisamment puissante pour résister définitivement à l'intervention de l'impérialisme et se débarrasser de ses laquais. Prétendre les amener à renoncer à cette stratégie montre une alliance de fait avec l'impérialisme.

En conclusion, une politique qui marchandise la reconnaissance par les Etats arabes de l'existence d'Israël et de ses prétendus droits, se trouve en complication avec le sionisme et l'impérialisme contre les aspirations des peuples arabes à reconquérir tous leurs territoires, encore aux mains des puissances coloniales et à réaliser l'union de la Nation arabe ; elle s'oppose

par là même, et en accord à nouveau avec l'impérialisme, à la lutte pour une société socialiste que les éléments les plus révolutionnaires des peuples arabes ont déjà engagée.

Ce ne saurait être en aucun cas la politique de vrais communistes. Les partisans de Vilner ne peuvent prétendre à ce titre. Un véritable communiste en Israël ne doit pas, ne peut pas se reconnaître israélien. Il est palestinien ; il s'intègre au mouvement révolutionnaire de la Nation arabe ; il lie son sort à celui des masses spoliées, opprimées par l'impérialisme ; il lutte contre la structure même, l'existence même de l'Etat qui en incarne la violence permanente.

Le groupe Moshe Sneh : des ennemis des peuples arabes

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, le groupe Sneh qui se dénomme : « **Parti communiste d'Israël** » n'est pas reconnu par le mouvement communiste international. Mais jusqu'en 1965, Sneh représentait soi-disant lui aussi, le communisme en Israël. Entre le groupe Sneh et le groupe Vilner il y a aujourd'hui des différences mais ils ont ceci de commun qu'ils sont pour l'existence d'Israël. Le groupe Sneh n'est en définitive que la caricature du groupe Vilner. Contre ces soi-disant communistes, la lutte doit être claire et sans concession aucune.

Dans le numéro des « **Temps Modernes** » déjà cité, Moshe Sneh s'exprime juste avant Meir Vilner. Son article s'intitule : « **Sortir du cercle vicieux de la haine** ».

Lorsque Moshe Sneh envisage la formation de l'Etat d'Israël, il ne retient intentionnellement que la période de lutte contre la Grande-Bretagne et la considère comme une guerre de « **libération nationale** », un combat « **anticolonialiste** » évitant évidemment de mentionner l'aide que l'impérialisme U. S. donnait déjà aux sionistes de

Palestine. Outre que cette position est exactement l'inverse de la vérité — à savoir qu'Israël est bien au contraire une création coloniale — elle se fonde sur l'idée d'une réalité du peuple juif, sans laquelle il ne saurait y avoir de nation. Or cette croyance mythique en l'existence d'un « **peuple juif** », d'une « **race juive** » constamment maintenue malgré la dispersion — croyance mythique que ne désavoue pas le groupe Vilner — est l'un des thèmes majeurs de la propagande sioniste.

Il en est une autre : la revendication de la Palestine. Sneh ne s'étend pas sur la longue histoire de l'implantation en Palestine des colons au service du sionisme et de la colonisation occidentale. Mais il justifie en une seule phrase toute cette entreprise : « **La Palestine est la patrie historique du peuple juif** » (p. 613).

Le peuple juif n'existe plus, la nation juive a disparu depuis deux millénaires ; la Palestine est depuis des siècles une partie intégrante de la Nation arabe. Mais la religion judaïque prêche encore, selon la Bible, que son Dieu lui a promis un pays

s'étendant de l'Euphrate au Nil. La référence historique ici n'est donc en fait qu'une tradition religieuse, réactivée par le sionisme au 20^e siècle pour les besoins de sa politique.

Toujours dans le même article, Sneh, défenseur de la « **nation** » juive, s'en prend au nationalisme arabe, et plus particulièrement palestinien. Il ne s'est pas trouvé, écrit Sneh, de force politique palestinienne pour « **assumer la charge du pouvoir sur le secteur arabe après l'évacuation des troupes britanniques** » (p. 621). S'ils n'ont plus la Palestine, les Palestiniens n'ont donc qu'à s'en prendre à eux-mêmes ! Et Sneh rappelle que l'Union Soviétique a reconnu l'Etat d'Israël à sa naissance. Il l'enjoint de modérer le nationalisme arabe, au nom de la politique soviétique de « **coexistence pacifique** ». Il croit bon à ce sujet de dénoncer ce qu'il ose appeler : « **l'anti-marxisme du Parti communiste chinois** ».

Il est vrai que l'article de Sneh s'orne de quelques critiques contre le gouvernement israélien trop sensible, dit l'auteur, aux pressions des pays impérialistes !

Mais depuis, le même gouvernement a ordonné et conduit l'agression de juin 1967 contre la Syrie, l'Egypte, la Jordanie.

Et Moshe Sneh a oublié ses griefs pour applaudir sans la moindre réticence à la guerre de conquête.

« L'Etat d'Israël a la justice de son côté dans la lutte de 1967, comme il l'avait dans la lutte de 1948 ». (Déclaration du 19 juin 1967 au journal « Le Monde » — Edition du 20 juin).

Dans la même déclaration, Sneh propose la création d'un Etat palestinien, à partir des territoires conquis ; un Etat qui serait une sorte de néo-colonie sous influence et contrôle israéliens, et qui servirait de « tampon » entre Israël et les Etats arabes, c'est-à-dire qui formerait en fait une nouvelle base d'agression. Ben Gourion, Dayan, etc... ont fait exactement les mêmes propositions.

Mais il faut aussi signaler cette interview de Shmouel Mi-

kounis, secrétaire général de ce soi-disant « Parti communiste d'Israël » — le parti de Moshe Sneh — au « Monde » du 8 novembre. Mikounis s'y flatte de l'appui que son organisation trouve auprès des Partis communistes hollandais, norvégien, suédois, suisse, américain, canadien et même... roumain. Puis il signale qu'en France « Le groupe qui publie le quotidien communiste en langue yiddish Naïe Press (la Nouvelle Presse) est avec nous, puisque des articles de nos camarades sont publiés dans son organe ». Or, les 28 et 29 octobre, se tenait à Paris la 23^e conférence annuelle des amis de « Presse Nouvelle » et Etienne Fajon, membre du Bureau Politique du Parti communiste français y prononçait un long discours (« L'Humanité » du 30 octobre). Fajon y parle des juifs comme il parlerait des Français, des Allemands, des Russes... Il ne prononcera le mot arabe qu'une fois pour dire « les voisins arabes ». Selon lui, l'existence d'Israël est tout à fait

justifiée et aucune critique ne sera faite aux amis de Sneh et Mikounis.

*
**

Les peuples arabes ont entrepris un combat sans merci et qui n'aura de cesse qu'avec la disparition d'Israël. Le peuple palestinien refuse catégoriquement le partage de son pays parce qu'il récuse le principe même de la spoliation de tout ou partie de son territoire. Dans ce combat contre Israël, contre le sionisme et l'impérialisme, les peuples arabes et leur avant-garde se trouvent être naturellement des adversaires résolus des soi-disant communistes d'Israël qu'ils appartiennent au groupe de Vilner ou au groupe de Sneh. Et encore une fois nous disons : il n'y a d'autre position de principe pour un communiste que le combat pour la disparition d'Israël.

Jean-Claude SAGE.

LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE DES PEUPLES ARABES

DANS son ouvrage : « La philosophie de la révolution », Gamal Abdel Nasser se souvenant de son expérience de la guerre contre Israël de 1948 écrit : « J'étais alors officier d'état-major du 6^e régiment affecté à la défense de ce secteur. Je rôdais dans les décombres des maisons effondrées sous le feu de l'ennemi et je me laissais emporter par mon imagination bien au-delà de cette région... Parfois cependant je m'arrachais à mes pensées et me voyait défendant ma maison, mes enfants, oubliant mes illusions, les capitales, les Etats, les nations et l'histoire. Cela m'arrivait quand, marchant au milieu des ruines je rencontrais quelques uns des enfants de ces réfugiés tombés dans les embûches du siège, après la perte de leur maison et de leurs biens. Je me souviens d'une fillette qui avait presque le même âge que ma fille... poussée par la faim et le froid, je la voyais sortir bravant le danger et la fusillade aveugle, en quête d'une bouchée de pain ou d'un haillon. Je me disais toujours : « Il se peut que cela arrive à ma fille ». J'avais la certitude que ce qui arrivait à la Palestine pouvait, peut encore arriver à tout pays de cette zone tant qu'il se résignera aux conditions

et aux forces qui le régissent actuellement... Il était évident que l'impérialisme était la plus marquante de ces forces. Israël même n'était que le nouveau né de ces forces » (1).

Quelques années après cet épisode, le 23 juillet 1952 exactement, l'organisation des « Officiers Libres » dirigée par Gamal Abdel Nasser, entraînait l'Egypte dans un mouvement révolutionnaire sans précédent qui allait donner naissance au premier Etat arabe indépendant. L'Egypte avait secoué les conditions et les forces qui la maintenaient sous la tutelle impérialiste. Mais son avant-garde révolutionnaire le savait déjà par expérience : lutter pour l'Egypte indépendante c'était lutter aussi pour la Palestine, c'était s'engager dans le combat contre l'existence d'Israël, ce « nouveau né » de l'impérialisme en terre arabe.

..

Lutter contre l'existence d'Israël et faire disparaître Israël est la tâche impérieuse de celui qui combat pour la Nation arabe. C'est cette autre

vérité qui s'est imposée au mouvement révolutionnaire arabe à mesure de son développement et des succès qu'il remportait contre l'impérialisme.

Israël se dresse comme une barrière entre les pays arabes. Il est une entrave majeure à leur unité. Tant qu'Israël subsistera la Nation arabe ne pourra pas se constituer.

Une nation qui s'étendrait de l'Atlantique au golfe arabe! C'est là le moyen de retrouver sa personnalité, sa culture, ses traditions; c'est là le moyen de se placer du fait de ses richesses et de son travail, au rang des grandes puissances. La victoire révolutionnaire du peuple égyptien en juillet 1952 avait ouvert la voie au combat qui permettra d'atteindre ces objectifs. Elle avait ouvert la voie, une voie dans laquelle s'est maintenant engagée toute l'avant-garde révolutionnaire arabe certaine dans ce domaine de représenter la volonté, les aspirations de tout le peuple arabe quelle que soit la région où il demeure.

Après l'Égypte, l'Algérie qui a conquis son indépendance, la Syrie qui a également conquis son indépendance, puis l'Irak et le Yémen associent étroitement la lutte pour l'indépendance nationale et la lutte pour la Nation arabe.

Plus se développe la lutte contre Israël et contre l'impérialisme et plus se renforce la volonté d'atteindre le but suprême : redonner son unité à la Nation arabe ou plus exactement la recréer sur des bases nouvelles, les bases sur lesquelles se fondent les sociétés progressistes du monde moderne.

Il est vrai qu'Israël loin de perdre du terrain s'est encore agrandi à l'issue d'une guerre de rapines en volant en juin 1967, de nouveaux territoires à l'Égypte, à la Jordanie, à la Syrie. Israël pavoise mais son inquiétude et celle de tous les sionistes qui le soutiennent, sont faciles à déceler. C'est qu'en effet, les « victoires » d'Israël loin d'arrêter le mouvement révolutionnaire arabe, loin d'arrêter la lutte pour la Nation arabe, donnent à ceux-ci des justifications nouvelles et donc des dimensions nouvelles.

L'erreur de l'impérialisme et de ses créatures c'est d'analyser avec les critères d'autrefois le résultat de tel ou tel succès remportés sur un peuple qui veut se libérer de toute tutelle impérialiste, de toute exploitation. Autrefois, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale. Jusqu'à cette date en effet, l'impérialisme était si fort et les peuples si divisés que tout succès de la réaction, que tout succès du fascisme et du colonialisme se transformait pour le peuple vaincu, en véritable désastre. Mais aujourd'hui où en sommes-nous ?

L'Égypte a vaincu l'impérialisme anglais.

La Syrie puis l'Algérie se sont libérées de la tutelle impérialiste française.

Cuba a vaincu l'impérialisme américain.

Le Vietnam qui a déjà vaincu l'impérialisme français est certain de sa victoire sur l'impérialisme américain.

Tout n'est plus qu'une question de temps pour les peuples engagés dans le combat contre toute domination impérialiste et toute exploitation.

La permanence de la révolution arabe est la garantie que la Nation arabe est en voie de constitution. Que cette révolution ne puisse être vaincue confirme bien que la Nation arabe verra le jour.

**

Lutter contre l'existence d'Israël c'est lutter pour le socialisme, pour l'instauration du socialisme de l'Atlantique au golfe arabe.

Il est aisé de constater que ce sont les États arabes engagés dans la construction du socialisme qui sont à l'avant-garde du combat contre Israël, du combat pour la destruction d'Israël.

L'Algérie, l'Égypte, la Syrie... A Alger comme au Caire, comme à Damas, l'on est convaincu qu'Israël n'est rien d'autre qu'une province américaine, une province de cet impérialisme yankee qui rêve de dominer éternellement le monde et qui se croit investi du pouvoir d'empêcher l'extension du socialisme.

Comment le socialisme peut-il se construire et se développer dans les pays arabes tant que l'impérialisme U.S. conservera, par le truchement d'Israël, une forteresse au sein de la Nation arabe ?

Tous les pays arabes n'ont évidemment pas fait leur révolution. Tous les pays arabes ne sont pas engagés dans la construction du socialisme. La bourgeoisie nationale et les féodaux — toutes classes exploiteuses autochtones dont l'impérialisme entretient naturellement la présence — sévissent encore dans nombre de territoires du Maghreb et du Moyen-Orient. Mais comment ces pays pourront-ils longtemps résister à l'attrait que constituent pour les peuples qui les habitent, les réalisations socialistes de l'Algérie, de l'Égypte, de la Syrie ? Comment pourraient-ils éviter de pratiquer une politique d'hostilité à l'égard d'Israël ?

L'essentiel c'est l'existence d'États socialistes dans le monde arabe. Tout est transformé et tout sera de plus en plus transformé par ces premières et indestructibles victoires.

La guerre de brigandage du mois de juin 1967 avait pour objectif essentiel de détruire les régimes socialistes d'Égypte et de Syrie, celui d'Algérie ne devant pas tarder à disparaître dans une pareille perspective.

Quel échec pour l'impérialisme ! Non seulement les régimes socialistes arabes n'ont pas été balayés mais ils se sont renforcés et leur audience s'est accrue. Elle s'accroîtra parce que l'unité révolution-

naire arabe est en marche et que les Etats socialistes en sont les meilleurs artisans. L'unité révolutionnaire est en effet l'arme principale des peuples arabes. Contre l'impérialisme, contre Israël, l'unité doit être absolue. C'est la condition pour résister. C'est la condition pour remporter de nouvelles victoires.

La construction du socialisme est une tâche longue et difficile, particulièrement longue et difficile dans les pays qui ont été victimes d'une terrible exploitation colonialiste. On leur a pillé leurs richesses. On les a volontairement maintenus dans un état de sous-développement total. On a partout systématiquement appliqué l'analphabétisme faisant ainsi prendre au peuple un retard considérable dans les connaissances techniques. Tout cet héritage doit être balayé pour créer les conditions favorables à la construction du socialisme.

Mais quoi de mieux que le socialisme ? Le peuple est enfin maître de ses destinées. Il retrouve sa dignité. Il a conscience de travailler pour lui. Il a conscience de créer un avenir nouveau pour ses enfants. Les individus se transforment. La fraternité devient une pratique réelle, une pratique de la vie quotidienne.

Pour les frères palestiniens, les peuples arabes étaient prêts à mener le combat contre Israël. Mais si ce combat est nécessaire aussi pour donner naissance à la Nation arabe et pour créer la société socialiste dans tout le monde arabe, alors la lutte contre Israël prend une justification et une dimension nouvelles. Il faut détruire ce bastion impérialiste et reprendre cette partie du territoire arabe.

Lutte pour la Palestine, lutte pour la Nation arabe, lutte pour le socialisme se confondent et elles se confondront de plus en plus.

**

La lutte révolutionnaire des peuples arabes s'accompagne naturellement d'un renforcement des liens avec tout le camp socialiste. Derrière Israël, il y a l'impérialisme U.S. or, le camp socialiste ne s'affronte-t-il pas maintenant à cet ennemi qui livre la criminelle guerre que l'on sait contre le peuple vietnamien ? Un même ennemi, un même combat.

Les peuples arabes ont besoin du camp socialiste et le camp socialiste a besoin des peuples arabes. C'est la grande fraternité des peuples contre les régimes d'exploitation qui trouve là, une fois de plus, son application.

Mais les peuples arabes doivent convaincre les Etats socialistes et particulièrement ceux d'Europe, que la lutte contre Israël ne s'arrêtera qu'avec la

disparition d'Israël. Ils les convaincront par les faits ; ils les convaincront par leur intransigeance qui ne laisse à Israël aucun espoir de se voir jamais reconnu par les pays arabes.

L'Algérie, l'Egypte, la Syrie sont donc plus révolutionnaires, sur la question d'Israël, que l'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie ou la Pologne par exemple ? Oui, elles sont plus révolutionnaires et l'on peut s'expliquer une telle situation (se l'expliquer dans le but de la transformer) que si l'on juge du processus de la révolution mondiale et non du processus de telle ou telle révolution particulière.

Chacun sait que depuis une vingtaine d'années, la révolution progresse essentiellement dans les vastes empires coloniaux d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine. C'est donc naturellement dans ces territoires que la combativité et l'intransigeance révolutionnaires des peuples et de leur avant-garde, se manifestent le plus.

Nous disons bien : c'est donc naturellement dans ces territoires que la combativité révolutionnaire se manifeste le plus. En effet, n'est-ce pas une évidence qu'aucun peuple, aucun Etat socialiste si avancé soit-il, n'a le droit de s'arroger à tout jamais la conscience révolutionnaire la plus élevée ou la qualité révolutionnaire la plus parfaite ? La complexité du processus de la révolution mondiale (révolution vraiment commencée avec la Révolution d'Octobre 1917) oblige à beaucoup de modestie, oblige surtout à respecter les volontés révolutionnaires des peuples qui mènent les plus durs combats et se préparent à apporter de nouvelles et capitales victoires au camp socialiste.

**

Quels sont les rapports entre le socialisme tel qu'il est pratiqué dans les pays arabes et le marxisme ? La question vaut d'être posée car suivant la réponse l'unité entre Etats socialistes, l'unité entre forces révolutionnaires peut apparaître plus ou moins profonde, plus ou moins solide.

Mais tout d'abord qu'est-ce que le marxisme ? Le marxisme n'est pas une idéologie, n'est pas une philosophie, ni même une « méthode pour l'action ». Le marxisme est la science de la révolution socialiste, une science qui exige d'être pratiquée par tout le peuple et qui sert exclusivement les intérêts du peuple.

N'est-ce pas là ce que réalise, ce que pratique le mouvement révolutionnaire arabe ? Le peuple a ses traditions, ses besoins, ses capacités... Sa partie la plus révolutionnaire est la petite paysannerie. C'est aussi chez elle que l'attachement à la personnalité arabe est le plus développé. Le marxisme

pour remplir son rôle n'a pas à s'« adapter ». Il s'enrichit tout simplement de ce que la révolution arabe, les peuples arabes lui apportent. Mais il est vrai qu'il y a l'Islam, la religion islamique dont on ne peut nier qu'elle servit d'arme contre le colonialisme et sa religion catholique dominatrice. Pour construire le socialisme, la science l'emporte nécessairement sur la religion car la science seule peut résoudre les vastes problèmes que pose la construction du socialisme; la science seule peut libérer l'immense énergie révolutionnaire que possède le peuple, cette immense énergie que l'impérialisme s'était évertué à détruire.

Tout milite donc pour renforcer le potentiel révolutionnaire du peuple arabe et son alliance avec le

camp socialiste et les forces révolutionnaires mondiales.

L'impérialisme dispose de puissants moyens. Israël ne manque pas de soutiens et la perfidie ne lui fait pas défaut. Mais c'est la révolution arabe qui l'emportera. C'est Israël qui sera détruit.

Michèle MESTRE.

(1) Gamal Abdel Nasser : « La philosophie de la révolution ». L'Egypte révolutionnaire et socialiste. Editions « Le Communiste ».

L'UNITÉ ÉCONOMIQUE ARABE

LE monde arabe s'étend de l'Atlantique au golfe arabe et de la Méditerranée à l'Océan indien et au Sud du Soudan. Il fut divisé arbitrairement, principalement au cours des 19^e et 20^e siècles, par les différentes puissances coloniales, en un grand nombre de territoires et d'enclaves aux contours mal définis. C'est sur la base de ce morcellement que des Etats ont été créés. Mais, malgré les divisions, le monde arabe a une unité réelle fondée sur la communauté de langue, de culture, de traditions et d'aspirations à recréer la Nation arabe.

Couvrant une superficie de 10 623 897 kilomètres carrés, le monde arabe regroupe une population supérieure à 105 millions d'habitants (chiffre de 1966). Les différentes régions qui le composent sont à l'heure actuelle :

Quatorze Etats indépendants : République Algérienne Démocratique et Populaire, Royaume d'Arabie Saoudite, République Arabe Unie, République d'Irak, Royaume Hachémite de Jordanie, Etat du Koweït, République Libanaise, Royaume de Lybie, Royaume du Maroc, République Mauritanienne, République du Soudan, République Arabe Syrienne, République Tunisienne, République Arabe Yéménite.

Les territoires d'Arabie sous domination de l'impérialisme britannique : Aden, qui doit accéder incessamment à l'indépendance, Hadramout, Dhofar, Royaume d'Oman, Qatar, la Côte des Pirates et les îles Bahreïn, les territoires sous domination espagnole : Ifni, Sahara Occidental, Rio de Oro, les territoires palestiniens occupés par les sionistes.

C'est le Soudan qui s'étend sur la plus grande superficie : 2 463 000 kilomètres carrés. Ce sont les îles Bahreïn qui détiennent la plus petite superficie : 552 kilomètres carrés. La République Arabe Unie a la population la plus nombreuse : 30 050 000 habitants (en 1956). Qatar, avec seulement une trentaine de mille habitants, est la région la moins peuplée.

Une agriculture aux nombreux traits communs

En dehors de la partie extrême orientale où l'agriculture est, à l'heure actuelle, quasiment nulle, le monde arabe possède d'importantes ressources agricoles en continu développement. Si l'on excepte les vignobles im-

posés par les colons français en Algérie et en Tunisie, les différentes régions arabes ont de nombreuses cultures communes. C'est ainsi que l'immense majorité de ces territoires est productrice de céréales dont les principales sont le blé et l'orge, sans compter le millet, le maïs, le sorgho et le riz (R.A.U. et Iraq). Le Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie) ainsi que le Liban cultivent l'olivier. L'Algérie, l'Arabie Saoudite, l'Iraq, la Lybie, le Yémen sont de gros producteurs de dattes. Le tabac est cultivé principalement en Iraq mais aussi en Algérie, en R.A.U., au Liban, en Syrie. L'Arabie Saoudite, la R.A.U., le Maroc, l'Iraq, la Syrie, et le Soudan produisent du coton en importantes quantités. On trouve des agrumes en Algérie, en Arabie Saoudite, au Liban, au Maroc, au Yémen. Le monde arabe est également producteur de café, de thé, de sucre et l'Algérie suite à la colonisation française est un important producteur de vin.

Il existe aussi des traits communs en ce qui concerne le cheptel : moutons et chèvres (plusieurs dizaines de millions), ânes, mulets, chameaux, bœufs. A cela il faut ajouter les pêcheries de thons, sardines et anchois en Algérie, Libye et Maroc.

Une industrie aux possibilités immenses

L'industrie de ces territoires est loin d'être aussi développée que celle des anciennes puissances coloniales du fait d'ailleurs de ces mêmes puissances. Toutefois, la future économie de la Nation arabe possède déjà de sérieux atouts. A l'Ouest, le Maghreb contient les gisements de phosphates les plus importants du monde. Au centre, la R.A.U. détient le quasi-monopole mondial du coton à longues fibres avec 40 à 50 % de la production totale du globe. Enfin la région orientale possède 50,2 % des réserves terrestres de pétrole et la production du monde arabe a atteint en 1965, 411 millions de tonnes, soit plus de 25 % de la production pétrolière mondiale.

Les peuples arabes sont également possesseurs d'autres richesses. Ainsi des mines de fer, de charbon, de plomb sont exploitées en Algérie, au Maroc, en Tunisie. Par ailleurs, les industries chimiques se développent en Arabie Saoudite, en R.A.U., en Iraq ; l'industrie textile est en cours de croissance en Syrie, en R.A.U., au

Soudan, en Arabie Saoudite : la fabrication du ciment est développée dans de nombreuses régions : R.A.U., Iraq, Arabie Saoudite, Liban, Maroc, Soudan, Syrie, Tunisie. Quant à l'Algérie, elle est engagée dans un processus de développement rapide de secteurs industriels essentiels.

La lutte pour l'unité économique arabe

Les différentes organisations qui dirigent l'avant-garde des peuples arabes se sont attachées depuis plusieurs années à la lutte pour la réalisation de l'unité économique arabe, unité d'une importance vitale pour l'avenir et le développement de la Nation arabe.

Le chemin pour une unité économique arabe viable et efficace est long et encombré d'énormes difficultés. Mais que le problème soit posé, que des études soient entreprises, qu'un combat soit mené pour cet objectif est essentiel. Ainsi se renforce l'action anti-impérialiste, ainsi se développe le combat pour la Nation arabe.

En 1935, le ministère de l'Economie de la République Arabe Syrienne publiait une brochure intitulée : « *L'unité économique arabe. Ses significations et ses objectifs* ». Nous y lisons entre autres :

« La coordination des économies des pays arabes au sein d'une unité économique rend ces pays plus forts sur le plan international pour tenir tête aux pays industrialisés et développés, et aussi aux autres groupements économiques dans le monde. La création d'un marché arabe immense au sein de l'unité économique permettra à ce marché d'obtenir les meilleurs prix et les meilleures conditions pour l'achat de matières premières et du matériel d'équipement qui sont importés de l'étranger. La création d'une enceinte douanière unique pour tous les pays arabes permettra aux différentes branches de l'industrie nationale de tenir tête à la concurrence étrangère. »

Sous l'égide de la Ligue des Etats Arabes se sont constitués les organismes suivants : le Conseil arabe d'unité économique dont l'objectif est l'abaissement des tarifs intérieurs et la coordination des tarifs extérieurs, la liberté de déplacement des ouvriers et des capitaux, l'adoption d'une politique économique commune ; la Banque arabe pour le développement, le Conseil du Marché commun arabe.

Lors du Séminaire sur le socialisme dans le monde arabe qui s'est tenu à Alger du 22 au 28 mai 1937, la question des relations économiques entre pays arabes et des pays arabes avec l'étranger a été longuement débattue. Des points de vue divergents se sont affrontés et il a été constaté que l'unité économique entre pays arabes et aussi entre pays du Maghreb ne progressait pas comme il faudrait. Mais la position de tous les représentants de l'avant-garde socialiste arabe a été unanime : la lutte pour l'unité économique arabe et la lutte pour le socialisme dans le monde arabe ne

peuvent être dissociées. C'est ainsi que dans le communiqué final adopté par le Séminaire l'on peut lire : « *Tous les débats du Séminaire ont mis en valeur un point commun important à savoir que le caractère fondamental du mouvement de la révolution arabe est d'être radicalement opposé à la fois à l'impérialisme, à la féodalité, à la classe capitaliste et au morcellement de la patrie arabe... En réalisant la liquidation de la féodalité par une réforme agraire radicale et le développement économique total par la mise des moyens de production entre les mains des masses laborieuses, la transformation socialiste ouvre un vaste champ à l'exercice démocratique du pouvoir... Cela place la cause de l'Unité arabe également entre les mains des masses seules à même de lui donner un contenu démocratique et socialiste* ».

Lutte contre l'impérialisme et alliance avec les Etats socialistes

La lutte pour l'unité économique arabe a trouvé son prolongement dans l'action pour que soit définie une politique économique commune des pays du « Tiers Monde ». C'est à Alger que s'est tenue en octobre 1967 la conférence du groupe des « 77 » qui, à l'issue de ses travaux, devait adopter un document important dit « *Charte d'Alger des pays en voie de développement* ». Dans ce document toutes les questions économiques relevant du commerce international sont étudiées et des solutions sont apportées dans la perspective que les pays du « Tiers Monde » s'unissent afin de faire face à la politique hégémonique des pays impérialistes. Et, autre événement extrêmement important : appel est fait aux pays socialistes d'Europe orientale afin qu'en aucun domaine ils ne bénéficient dans leurs échanges économiques avec les pays du « Tiers Monde », de leur supériorité. Au contraire, dit la « *Charte d'Alger* », les pays socialistes doivent aider, en vrais amis, les pays du « Tiers Monde » à sortir de leur sous-développement.

*
**

L'unité économique arabe ne trouvera sa réalisation qu'après que l'impérialisme et son instrument, l'Etat d'Israël, auront été totalement éliminés de la Nation arabe. Avant que cet objectif soit atteint, le chemin à parcourir est donc encore long. Mais les peuples arabes qui luttent contre l'impérialisme et pour le socialisme savent combien il est important pour eux de poser les jalons d'un combat qui se déroule nécessairement sur de multiples fronts. Le monde arabe est une réalité que le colonialisme n'est pas parvenu à détruire. Maintenant que la lutte pour la Nation arabe a pris un cours irréversible, c'est dans tous les domaines, y compris dans le domaine capital des problèmes économiques, que les peuples arabes affirment leur présence et leur compétence.

Le pétrole arabe dans la bataille

« **L** E pétrole arabe dans la bataille », c'est sous ce titre que le journal « Le Progrès égyptien » des 22, 23, 24 juin 1967 écrivait :

« Les pays arabes livrent aujourd'hui une guerre considérée comme étant la plus sacrée de toutes celles qu'ils ont mené jusqu'ici. Ils affrontent un ennemi féroce pétri de ruse et de félonie : Israël, créé par l'impérialisme au cœur de la Nation arabe pour l'empêcher de parfaire son indépendance et son unité et permettre en même temps à l'impérialisme de jouir des biens de cette Nation... Il est un fait patent qu'il existe cent millions d'Arabes et deux millions d'Israéliens. Mais l'impérialisme et le sionisme disposant de ressources illimitées en armes, en équipement, en matériel, etc... ont tenté d'établir un équilibre entre la puissance des Arabes et celle des Israéliens au Moyen-Orient. L'impérialisme ne s'est formé cette conception que parce que les pays arabes recèlent des richesses, et principalement du pétrole dont les réserves dépassent toutes les prévisions. »

L'importance du pétrole arabe

Effectivement, le pétrole arabe représente une valeur immense que l'impérialisme s'est appropriée et qu'il veut conserver à tout prix.

A l'heure actuelle, la richesse pétrolière mondiale se concentre dans quatre régions principales : les U.S.A. qui restent le premier pays producteur, consommateur et importateur de pétrole ; l'Union Soviétique qui occupe la deuxième place dans la production mondiale ; le Venezuela, premier pays exportateur en tonnage actuel et le Moyen-Orient où gisent plus des deux tiers des réserves mondiales connues de pétrole, réserves principale-

ment réparties dans quatre pays : le Koweït, l'Arabie Séoudite, l'Iran et l'Irak.

Le seul Koweït — grand comme deux départements français moyens — renferme à lui seul le quart des réserves mondiales de pétrole, soit davantage que n'en possèdent l'U.R.S.S. et les U.S.A. réunis. Au rythme actuel de production, les réserves actuelles de pétrole — les réserves connues — dureront en moyenne quarante ans. Mais cette moyenne n'est que de dix ans pour les Etats-Unis contre cent dix-huit ans pour le Moyen-Orient.

Hors de ces quatre régions pétrolières majeures, on a trouvé depuis une dizaine d'années, des gisements importants en Afrique du Nord et en Afrique Noire. L'Algérie et la Lybie apparaissent déjà comme la cinquième grande région pétrolière du monde. La Lybie est un réservoir aussi important que l'Arabie Saoudite. Quant à l'Egypte elle se place parmi les pays producteurs et exportateurs de pétrole.

Ainsi la Nation arabe avec ses deux tiers de réserves mondiales de pétrole représentant 31,9 milliards de tonnes, possède une richesse que l'on peut évaluer au minimum à 638 000 milliards d'anciens francs français. Ces chiffres donnent une idée des intérêts en jeu et de la puissance que posséderont les peuples arabes quand ils auront récupéré totalement les richesses de leur pays.

L'Europe a un besoin impérieux du pétrole arabe

Nous lisons encore dans l'article du « Progrès égyptien » déjà cité :

« L'Europe compte pour son approvisionnement en pétrole brut sur les pays arabes, dans la proportion de 70 % de ses besoins et les Etats du Marché Commun dans la proportion de 80 %. Quant à la seule Angleterre, 85 % de ses besoins pétroliers en 1966 et qui s'élevèrent à 70,5 millions de tonnes furent de provenance arabe. »

L'Europe occidentale en effet, ne possède que 0,7 % des réserves mondiales de pétrole. Elle en a produit en 1965, 1,4 % mais elle en a consommé 25 %. Sa faible production décline tandis que sa consommation augmente. Ainsi aucune région du monde ne dépend autant du pétrole importé. Or, aucune région du monde n'accroît sa consommation à un taux aussi rapide, accroissement atteignant 13,5 % par an en moyenne depuis cinq ans.

Tous les pays capitalistes d'Europe occidentale ont un besoin impérieux du pétrole arabe. Ainsi s'explique leur politique agressive à l'égard des peuples arabes engagés dans le combat pour l'indépendance nationale et pour le socialisme. Ainsi s'explique le soutien qu'ils donnent à l'Etat d'Israël. Et, rappelons à ce propos la politique pratiquée en 1956 par le gouvernement « socialiste » de Guy Mollet ou celle que poursuit de nos jours le gouvernement « socialiste » de M. Wilson. Les partis bourgeois soi-disant « socialistes » ne sont pas moins réactionnaires à l'égard des peuples arabes que les partis de droite bourgeois.

La lutte du peuple arabe pour se réapproprier ses richesses pétrolières

La lutte des peuples arabes pour la reconstitution de la Nation arabe est inséparable de la lutte pour la réappropriation des richesses pétrolières. C'est un combat long et difficile mais ce combat est engagé et les impérialistes le savent bien. Et s'ils parviennent encore à créer des divisions entre les pays arabes, s'ils parviennent à conserver leur influence là où dominant des régimes à leur solde, ils n'empêcheront pas la prise de conscience de grandir et le combat anti-impérialiste de se développer.

Au cours du Séminaire sur le socialisme arabe qui se tint à Alger du 22 au 28 mai 1967, une importante séance fut consacrée à la lutte des peuples arabes pour la réappropriation de ses richesses pétrolières. Le remarquable rapport de M. Abdallah Tariki, membre de la délégation socialiste d'Arabie Saoudite et expert des questions pétrolières révéla le haut niveau de connaissance et la combativité de l'avant-garde révolutionnaire arabe sur ces questions cruciales. « Le coût moyen d'extraction par baril est de 7 cents, déclara M. Tariki. Placé au Moyen-Orient le dollar rapporte 150 cents. Les investissements dans les pétroles arabes sont donc les placements les plus avantageux, surtout lorsqu'on sait qu'un dollar « placé » aux Etats-Unis ne rapporte guère plus de 7,5 cents. Au Koweït, après retenue des frais de production et autres, après versement des royalties, le bénéfice net par dollar rapporte aux compagnies 75 cents ».

C'est l'Algérie qui à ce jour pratique la politique pétrolière anti-impérialiste la plus avancée. Sous le titre : « Contre le colonialisme pétrolier », le journal algérien « El moudjahid » du 27 mai 1967 écrivait : « L'Algérie est résolue à mettre fin à cette exploitation

Pour les U.S.A. aussi le pétrole arabe est capital

Les Etats-Unis ne sont pas moins intéressés que l'Europe à la possession du pétrole arabe.

En effet, les réserves américaines de pétrole ne pouvant combler la consommation que pour dix ans, il est indispensable que les puits de pétrole arabe restent la possession des hommes des trusts.

L'industrie pétrolière est par ailleurs une source de profits considérables, profits d'autant plus considérables pour les U.S.A. qu'ils ont pratiquement en main le Cartel International du Pétrole. Dans un rapport publié en 1952, la Fédéral Trade Commission donnait les informations suivantes : sept groupes internationaux, représentant chacun des centaines de filiales, contrôlent 80 % environ du pétrole international, de la production à la consommation. Ces groupes privés sont : la Standard Oil New Jersey (première puissance industrielle et financière du monde), la Royal Dutch Shell, la Texas Oil Co, la Standard Oil of California, la Gulf Oil Corporation, la Socony Mobil Oil, la British Petroleum Co. Précisons que sur ces sept groupes cinq sont américains, un est anglais, un anglo-hollandais et que l'ensemble contrôle les 4/5 de la production pétrolière mondiale.

Les immenses avantages que l'impérialisme américain tire du pétrole arabe expliquent l'aide que celui-ci donne à Israël et sa décision de tout mettre en œuvre pour maintenir sa domination dans ce secteur du monde.

(l'exploitation du pétrole arabe par le Cartel) et mène en ce sens une politique pétrolière que M. Tariki, expert en la matière a lui-même qualifiée de « révolutionnaire par excellence ». Cette politique conçoit la richesse pétrolière comme un double instrument : d'une part en tant que facteur pour l'amélioration d'une économie indépendante, et d'autre part comme moyen de promouvoir l'édification socialiste. C'est-à-dire notamment qu'il est indispensable d'utiliser cette richesse exclusivement au bénéfice du peuple et pour l'émancipation économique du pays. Il va de soi que le Cartel tente sans discontinuer de s'y opposer. Mais l'Etat algérien mène une lutte persévérante, en exigeant notamment d'intervenir à tous les niveaux de l'industrie pétrolière, après avoir rejeté le concept de ce monarque qui perçoit simplement les royalties. »

Les peuples arabes engagés dans le combat pour l'indépendance et pour le socialisme ont entrepris la lutte pour retrouver toutes leurs richesses et en premier lieu leurs richesses pétrolières.

Il ne s'agit de rien moins pour l'Etat producteur de pétrole que de recouvrer le pouvoir de décision et de contrôle sur ces biens du peuple. Ainsi pourront être récupérés des bénéfices légitimes et développée une industrie qui servira les intérêts de la nation productrice.

Les peuples arabes ont entrepris la lutte pour le pétrole dont ils ont l'heureux avantage de posséder d'immenses réserves. Quelles que soient les difficultés et l'âpreté du combat, cette lutte portée par les masses populaires arabes aboutira à l'expropriation des exploités colonialistes du Cartel.

Michel LAURENT.

Israël ne ressuscitera pas le peuple juif

LE peuple juif a disparu en l'an 135, après la défaite de Bar Kokhba qui succomba dans sa forteresse de Meggido sous les coups des légions romaines levées par les gouverneurs de Judée, de Syrie et du légat de Bretagne, Julius Severus dépêché par l'empereur Hadrien pour mater définitivement la révolte. Révolte qui devait être la dernière, et qui devait effacer de l'histoire, la nation judéenne.

Désormais, sans territoire, déportés, soumis à l'arbitraire de l'Eglise catholique, sans langue ni culture commune, les juifs définis en tant que tels du fait de leur adhésion à une religion déterminée, vont former des communautés d'individus dont le lien essentiel restera la religion.

Ce sont donc des communautés religieuses qui survivront pendant vingt siècles. Une certaine unité apparente de leur destin historique les fera définir par certains comme étant un peuple unique dispersé. Cette conception antiscientifique et antihistorique sera défendue d'abord par l'Eglise et ses théologiens (à travers la notion de peuple déicide) et par les éléments les plus rétrogrades des communautés religieuses juives. Ceux-ci confèrent généralement d'ailleurs à la notion de peuple juif, un sens plus mystique que nationaliste.

Cette conception du « peuple juif » va retrouver un regain d'actualité avec un double phé-

nomène propre au XX^e siècle : le nazisme produit d'une forme monstrueuse d'expansionisme capitaliste et le sionisme, expression d'un « nationalisme » sans nation, d'une idéologie inspirée par les puissances impérialistes, qui tente de s'imposer à des communautés dissimilaires dont le seul lien reste une religion commune.

Dans son livre « **Fin du peuple juif ?** », Georges Friedmann situe la « renaissance » du peu-

ple juif en Israël, admettant parfaitement l'extinction des communautés juives dispersées dans le monde par assimilation ou par émigration.

Nous allons nous attacher à démontrer en suivant les grandes étapes de l'histoire du peuple hébraïque puis judéen et enfin des communautés religieuses juives que la thèse concernant l'existence ou la renaissance du peuple juif sont sans fondement scientifique.

Période hébraïque et judéenne

Cette période s'étend de la conquête de la Palestine par les tribus hébraïques (— 1600) à la destruction du deuxième Temple de Jérusalem par les légions romaines de Titus (70) et l'écrasement de la révolte de Bar Kokhba par l'empereur Hadrien en 135. La période hébraïque ne manifeste guère d'originalité dans le Moyen-Orient de l'Antiquité après une période de guerre inter-tribale, un pouvoir central va s'instaurer à Jérusalem, sous la double direction d'un roi et de la caste sacerdotale au faite de sa puissance.

Cette période historique, quant au contenu religieux, peut se caractériser par un double aspect : d'une part un culte essentiellement pastoral, à l'image des pratiques de l'ensemble du peuple hébreu, les semailles, les moissons, les solstices, les premières floraisons sont au-

tant de manifestations religieuses. D'autre part, cette même religion glorifie, soutient les hauts faits d'armes des tribus hébraïques perpétuellement en actions guerrières, passant de la défense à l'offensive. Ces tribus sont soutenues par les prêtres et par le « Roi des Armées dont la dextre porte une épée pointée sur Jérusalem ».

Avec l'instauration et le schisme des royaumes de Juda (capitale Jérusalem) et d'Israël (capitale Samarie), ce sont deux conceptions qui s'affrontent sur la primauté de la religion ou de la puissance royale. Le royaume d'Israël partisan de la forme autocratique disparaîtra après sa destruction par Salmanasar, roi de Babylone. Le royaume de Juda, Etat théocratique bicéphale (Roi et Grand Prêtre) sera détruit par Nabukodonosor et sa population déportée. C'est

la fin de la royauté de droit divin et la fin de la prêtrise tribale. Des leaders continuateurs du « prophétisme » vont prendre la relève.

Puis une partie des exilés vaincus revient dans son pays d'origine (- 537). C'est

alors qu'avec l'autorisation de Cyrus, roi des Perses, et sous la direction d'Esdras et d'Ezra le Scribe (Ha-Sopher), l'Etat hébreu reconstitué (la Judée) va servir aux Perses de marche avancée de leur empire, et d'arme directement dirigée contre l'Egypte pharaonique en pleine

décadence. Une dynastie nouvelle va tenter de s'installer mais en fait la stabilité restera précaire et d'Ezra à Bar Kokhba c'est une longue suite de guerres opposant les Judéens aux Egyptiens, aux Phéniciens, aux Grecs et enfin aux Romains.

La disparition du peuple juif

Il nous est impossible d'étudier en détail ces périodes, sachons seulement que les Judéens opposèrent une grande résistance au colonialisme de Rome.

Par ailleurs, dès cette époque, la disparition des adeptes de la religion juive dans le bassin méditerranéen commencera à devenir effective et la religion tribale proprement dite à déperir. En effet, du fait même de cette dispersion, les Judéens tout en se sentant solidaires du pouvoir central et tout en payant tribut à Jérusalem vivaient au rythme des populations autochtones avec lesquelles ils se mêlaient de plus en plus et dont ils adoptaient la langue et les coutumes. Cette tendance centrifuge trouvait son expression au sein du peuple hébreu demeuré en Judée. Sa division en Saduccéens et Pharisiens reflétait cette nouvelle réalité sociale.

Si les Saduccéens tentaient dérisoirement de maintenir la pompe sacerdotale, et les privilégiés des aristocraties « temporelles » et « spirituelles », les Pharisiens amorçaient la première adaptation à la situation nouvelle, et tentaient de dégager du Pentateuque (probablement écrit sous Ezra) un code de vie réglementant l'existence des Hébreux de Judée et surtout des Judéens disséminés.

La chute de Jérusalem en 70, l'écrasement des révoltes des juifs de Crète et de Cyrénaïque, l'anéantissement des derniers soubresauts des « zélotes », réunis autour de Bar Kokhba vont sonner le glas du peuple juif et de la nation juive.

Désormais, seules des communautés religieuses subsisteront sans terre commune, ni langue commune. L'hébreu est devenu depuis l'an - 100 une langue de culte, à peine comprise par les

fidèles des synagogues. L'araméen en Irak, plus tard le judéo-arabe en Afrique du Nord, le ladino (ou judéo-espagnol), dans le sud balkanique et au Proche-orient, le yiddish (ou judéo-allemand) en Europe centrale et orientale, eux-mêmes présentant de nombreuses variantes d'un pays à l'autre, vont consommer l'atomisation en petites communautés culturelles et historiquement distinctes de ce que fut le peuple judéen. Seul le lien religieux va subsister entre ces communautés qui vont se trouver placées du fait du régime féodal et de l'Eglise catholique dans une situation économique et sociale très particulière. La notion de peuple va jusqu'à s'effacer de la liturgie moyenâgeuse, les textes parlant dès lors d'assemblée (kahal) plus souvent que de nation (àm) comme cela se passait dans la période précédente.

Les communautés religieuses juives du Moyen-Age à la Révolution française

Durant la période qui voit l'instauration du christianisme en Europe, le judaïsme va connaître une sclérose de plus en plus grande de sa structure. Par ailleurs, dans cette société, l'adepte de la religion juive se voit confiné économiquement dans un rôle d'intermédiaire. Ajoutons que du fait des relations qui persistent entre les différentes communautés religieuses juives dispersées sur le continent européen et de l'attitude de la société à leur égard, ces communautés ont pour rôle économique d'être pourvoyeurs de marchandises et prêteurs d'argent. Leur fonction est donc essentiellement mercantile.

Suivant les lois définies par l'Eglise catholique, les adeptes de la religion juive se voient refuser le droit d'acheter des terres et de se livrer au travail de celles-ci.

C'est l'époque des persécutions antijuives le plus souvent directement commandées par l'Eglise catholique comme ce fut le cas par exemple à Ravenne en 512 ou à Tolède en 612. Les Croisades vont jalonner l'Europe de bûchers et de pogromes : au XI^e siècle, les juifs sont massacrés à Verdun, Metz, Spire, Worms, Cologne, Mayence, Prague. Au 12^e siècle les juifs de York en Angleterre, après une longue résistance, vont se suicider col-

lectivement pour échapper au bûcher ou à la conversion forcée. A Londres, Stafford, Lincoln, les ghettos flambent et en France du Berry à l'Aquitaine et au Languedoc, les massacres s'étendent et les bûchers s'allument. Enfin au XIII^e siècle, Troyes, Paris, Nuremberg et Francfort connaissent leur autodafé et les juifs sont expulsés d'Angleterre. Au XIV^e siècle, les juifs sont bannis de France, un progrome éclate à Bruxelles. Au XV^e siècle, les juifs d'Espagne, de Nuremberg, de Cologne, de Strasbourg sont bannis et un édit confirme l'expulsion définitive des juifs du royaume de France. Enfin le XVI^e siècle con-

naît les progromes de Lisbonne et l'expulsion des juifs de Naples, de Gênes et de Venise.

Ces persécutions, ces expulsions, empêchent toute assimilation, freinent tout enracinement dans le pays, transformant en « sans terre » permanents, en « personnes déplacées », toute une catégorie d'individus. Le résultat en est que les fidèles de la religion juive partent là où une vacance sociale leur permet une certaine insertion et où une communauté religieuse juive, même faible, est prête à les accueillir.

Autant de pays, autant de rites, autant d'adaptation de la religion, de la culture, de la langue au milieu socio-culturel ambiant, autant aussi de « groupements d'originaires », forces d'inertie contre l'assimilation, autant enfin de tentatives d'attachement à des valeurs culturelles dépassées par les événements.

Expulsés d'Espagne où ils ont durant les siècles d'occupation mauresque puis chrétienne connu un âge d'or, où poètes, théologiens, magistrats, savants et commerçants formaient l'ossature d'une communauté florissante et assimilée, les juifs de cette région d'Europe partent au Moyen-Orient et dans quelques grands ports européens comme Bordeaux, Amsterdam et Hambourg-Altona. Ceux-là conserveront leur castillan d'origine devenu aujourd'hui le ladino actuellement parlé par les ténants de la religion juive du Sud balkanique et du Proche-Orient.

Ceux qui quittent l'Angleterre, la France, l'Allemagne (ils conserveront de ce dernier pays l'allemand médiéval devenu le yiddish) gagnent la Pologne, l'Europe orientale et l'Empire tsariste. Toujours séparés arbitrairement de la population, ils formeront encore une fois une masse de marchands, d'usuriers, de colporteurs, de petits banquiers assurant un rôle intermédiaire à la fois entre les différentes classes sociales et entre la Pologne et les manufacturiers d'Europe occidentale.

♦♦

Au XVIII^e siècle l'énorme majorité des juifs européens habi-

te les confins orientaux de l'empire austro-hongrois et les marches occidentales de l'Empire tsariste où ils végètent dans une misère physique et sociale totale. Quelques communautés religieuses vivent plus ou moins tolérées sur les bords du Rhin et dans les Etats allemands. La France les a bannies par trois fois, mais quelques noyaux survivent en Alsace, en Lorraine, à Bordeaux, à Bayonne et dans le Comtat Venaissin. Leur situa-

tion sociale est fort différente maintenant qu'ils ne représentent plus qu'une très faible quantité d'individus. Assurant les métiers les plus décriés en Alsace, ils sont parfaitement intégrés par la bourgeoisie bordelaise, et jouissent du privilège d'être « Juifs du Pape » dans les villes de Carpentras, Cavaillon, Avignon et Pont-Saint-Esprit ; mais dans ces villes, comme à Rome, leur situation reste proprement médiévale.

De la Révolution française à la création de l'Etat d'Israël

La diffusion des idées portées par la Révolution française de 1789, la montée du libéralisme bourgeois en Europe occidentale vont entraîner dans les cinquante premières années du XIX^e siècle, l'émancipation légale des partisans européens de la religion juive.

Cette émancipation, c'est-à-dire la reconnaissance au droit à une catégorie de la population de vivre selon ses coutumes religieuses, tout en s'intégrant socialement et politiquement, va très rapidement entraîner un processus accéléré d'assimilation. Cette assimilation va s'accompagner dans l'Europe bourgeoise et libérale d'un recul important de la religion juive et des structures communautaires.

La destruction des murs du ghetto et cela se fit très souvent lors de la progression des troupes napoléoniennes comme ce fut le cas à Rome, va donner le coup de grâce à des structures religieuses et sociales datant souvent de plus de cinq siècles. Nous pouvons affirmer, et aucun historien ne le conteste actuellement, qu'à la fin du XIX^e siècle, le judaïsme était pratiquement mort en Europe occidentale. Les rares synagogues étaient vidées de leurs « fidèles », l'hébreu était le plus souvent abandonné lors des cultes au profit de la langue commune, les offices religieux eux-mêmes étaient une pâle copie des cultes catholiques ou protestants, et les langues dialectales (yiddish-alsacien, ju-

déo-provençal ou judéo-italien) disparaissaient pour ne plus jamais renaître. Les plus orthodoxes des rabbins, tels S. R. Hirsch à Francfort, Netter à Nancy ou Debré à Paris étaient eux-mêmes dans l'obligation de composer avec l'assimilation. Enfin la fréquence des mariages mixtes ou des conversions spectaculaires (Heine en parle comme d'un « passeport pour la bonne société ») activent le dépérissement des dernières communautés encore existantes.

Dans les dernières années du XIX^e siècle, nul ne parle de « peuple juif » et encore moins de « nation juive », mais dans les rares cas où l'attachement à la religion subsiste, les juifs se définissent comme des « Allemands de confession mosaïque », des « Français israélites », des « Anglo-juifs » ou des « Italiens de religion hébraïque ».

Et, en même temps pourtant, cette période de la fin du XIX^e siècle verra la naissance du mouvement sioniste. Pour ce qui concerne l'analyse présente, signalons que le sionisme qui est une tentative de création d'un Etat juif sur un territoire volé aux Palestiniens, et destiné à drainer tous les « juifs » du monde, va puiser ses racines dans les masses religieuses et petites bourgeoises déclassées d'Europe orientale. En effet, quoi qu'en disent les sionistes, ce ne sont guère parmi les socialistes que les sionistes recrutèrent en Ukraine, en Pologne et en Autriche-Hongrie, mais chez les éléments les moins intégrés à leur

pays d'origine. Le sionisme ne rencontra en fait qu'un écho négatif parmi les communautés juive d'Europe occidentale qui subsistaient, hormis l'adhésion de rares intellectuels, tel Max Nordau en Allemagne et Bernard Lazare en France.

C'est dans ce contexte d'assimilation qu'à partir du début du XX^e siècle, la misère populaire, les lois antijuives de l'Empire tsariste, les pogromes, la loi sur les zones obligatoires de peuplement juif (bande s'étendant en fait de la Baltique à la Mer Noire) commencent à vider le réservoir d'Europe orientale. Ici, du fait des structures féodales, le processus d'assimilation est faible et ne touche qu'une frange d'intellectuels, de rares paysans de religion juive isolés de

toute communauté, et les éléments ouvriers les plus révolutionnaires. Dans ces régions de l'Est européen la langue et la culture yiddish manifestent encore une vigueur certaine, et la religion demeure toute puissante. Ici, les rabbins et les dignitaires des communautés peuvent lancer l'anathème majeur contre leurs collègues d'Europe occidentale auxquels ils ne reconnaissent plus la qualité de « juif », ce qui somme toute est logique.

Cette immigration va prendre de l'ampleur à partir de 1905 (après le pogrome de Kichinev) et va s'accélérer avec la montée du fascisme en Pologne, en Roumanie et en Hongrie. Après la première guerre mondiale, l'Europe centrale et occidentale

verra arriver, venant des ghettos d'Europe orientale toute une population misérable. Le fascisme menace l'Europe entière ; cette population n'aura pas le temps de s'assimiler puisque bientôt les nazis procéderont à son extermination systématique. Le juif est alors l'ennemi pour cette forme monstrueuse de l'impérialisme. Mais qu'est-ce que le juif ? La seule définition du juif que purent formuler les « théoriciens » du national-socialisme fait appel à l'appartenance à une religion donnée, le judaïsme, d'un des grands parents. La honteuse politique du Vatican au cours de cette terrible période a prouvé une fois de plus combien sont réels les liens qui unissent la société d'exploitation impérialiste et l'Eglise catholique.

Israël ne ressuscitera pas le peuple juif

Israël se veut « Etat juif », « Etat de tous les juifs ». Or l'étude des mouvements de population en direction du « Foyer national juif » puis d'Israël montre que seuls partirent vers cette région, de 1890 à 1945, des petits bourgeois de l'Est européen, et des victimes du nazisme, réduites en 1945 à l'état de « personnes déplacés ». A partir de 1948, ce sont les immigrants les moins évolués politiquement et les plus religieux en provenance des pays arabes qui ont rejoint Israël.

Sur quelle notion repose la qualité de juif suivant l'Etat d'Israël ? Quand il fallut définir il y a quelques années, le concept de juif, il fallut faire appel à la notion talmudique qui indique qu'est « juif celui qui est né d'une mère juive ». Seule l'enclave papale du Vatican repose sur de telles assises religieuses.

En Israël, l'originaire d'Orient, d'Afrique du Nord ou des Indes est un citoyen de seconde zone. Il est pour les maîtres européens du pays, le shaor « le noir », le « nègre ». L'Etat raciste d'Israël, l'Etat fantoche d'Israël n'a fait qu'illustrer d'une manière encore plus frappante, la disparité des communautés religieuses juives et la

disparition de fait du peuple juif.

Chaque fois que les communautés juives ne furent pas en butte aux persécutions ou au maintien dans les conditions de citoyens de seconde zone, leurs membres s'assimilèrent et perdirent de ce fait leur définition de juif. L'exemple le plus frappant de cette vérité historique est celui de la communauté juive de Chine disparue par assimilation à la fin du XVIII^e siècle.

Seuls parlent de « peuple juif » les sionistes racistes et colonialistes et les religieux juifs les plus obscurantistes.

Dans la longue histoire de l'humanité il est incontestable que la religion n'a jamais constitué une base suffisante à l'existence d'un peuple ; d'une nation. En ce XX^e siècle, où science et religion s'affrontent et où la science l'emporte sans cesse sur tout ce qui relève de l'irrationnel et du mysticisme, comment oser prétendre fonder un « Etat judaïque », un Etat où le « peuple juif » disparu depuis plus de deux mille ans, retrouverait ses origines constitutives ?

Les sionistes des pays impérialistes d'Europe occidentale ou des U.S.A. ne comptent pas que

des hommes et des femmes d'origine religieuse juive. C'est qu'en effet, le sionisme étant un racisme, un colonialisme recruté indifféremment de la religion. Quant aux sionistes de religion juive de ces pays impérialistes ils sont trop assimilés, c'est-à-dire trop anglais, allemand, américain, français pour perdre leur nationalité et gagner la terre d'Israël. Leur attachement à l'Etat fantoche procède d'une option politique qui se dénomme : racisme anti-arabe.

L'Etat d'Israël est l'ultime tentative de l'impérialisme de se maintenir dans l'Orient arabe. Ce n'est pas une telle opération colonialiste qui ressuscitera le peuple juif.

Jacques ARTAUD.

Bibliographie : Guy Fau : « Le Dossier juif » — G. Friedmann : « Fin du peuple juif ? » — Scholem : « La kabbab et sa symbolique » — J. Isaac : « Genèse de l'antisémitisme ». — A. Léon : « Conception matérialiste de la question juive ». — A. Fageon : « Les Juifs en Egypte ». — L. Doubnov : « Histoire juive ». — J. P. Sartre : « La question juive ».

MAIS QU'ADVIENDRA-T-IL

DES HABITANTS D'ISRAËL ?

EN réclamant la disparition de l'Etat d'Israël le peuple palestinien et l'ensemble des peuples arabes ne visent nullement à la destruction physique des hommes et des femmes qui vivent actuellement sur cette terre usurpée. Ce qu'ils veulent c'est que l'Etat qui représente et tente de perpétuer cette usurpation disparaisse et que naisse un Etat palestinien administré par des Palestiniens au profit du peuple palestinien.

Ce que veut aussi l'ensemble des pays arabes c'est que disparaisse cette enclave étrangère dont la création et le maintien ont pour but de faire obstacle à l'aspiration séculaire des peuples arabes à leur unité.

Réfutant une fois de plus les fausses déclarations que la propagande sioniste lui avait prêtées, Ahmed Choukeiri, président de l'Organisation de Libération de la Palestine, déclarait le 14 octobre 1967 : « *Nous n'avons jamais déclaré que nous voulions exterminer les juifs de Palestine. Ce que nous ne reconnaissons pas c'est la formation d'un Etat sioniste sur notre territoire.* ».

La revue « *El Djeich* », organe de l'Armée Nationale Populaire Algérienne, dans son numéro d'octobre 1967 reproduisait une déclaration d'« *un groupe d'intellectuels arabes de Paris constitués en comité de défense de la révolution* ». On peut y lire :

« *Création coloniale et agent de l'impérialisme, l'Etat d'Israël ne peut subir de la part des mouvements de libération et des mouvements révolutionnaires arabes, d'autre sort que l'élimination. Ce problème du refus que nous opposons au principe de l'existence d'Israël, problème qui constitue par excellence la tarte à la crème des confusionnistes qui nous ont offert, ces jours-ci, le spectacle que l'on sait, mérite quelques explications. Convaincus qu'Israël est un fait colonial et qu'il représente l'un des ennemis moyen-orientaux de la révolution mondiale, nous ne pouvons qu'aller jusqu'au bout de notre raisonnement et affirmer qu'un*

fait de ce genre ne peut faire l'objet d'aucun marchandage. Mais le fait dont nous parlons c'est l'Etat israélien et non la communauté humaine au nom de laquelle il parle et agit. Malgré la nature coloniale du peuplement israélien, nous ne recherchons a priori que la destruction de la structure politico-militaire qui fait d'Israël une injustice et un danger. Et nous sommes à l'aise pour dire que, en tant qu'Arabes de gauche, nous sommes prêts à tout faire pour rechercher avec les juifs de Palestine le moyen le plus honnête et le plus progressif de leur permettre une insertion réelle dans le devenir du Monde arabe.

Nous avons reproduit cette longue citation car elle résume avec beaucoup d'exactitude la position constante des peuples arabes et de ceux qui soutiennent leur juste cause sur la nécessité de la disparition de l'Etat d'Israël.

**

Après le napalm du Sinai, le dépeuplement forcé de la Cisjordanie occupée par les troupes israéliennes, le coup de force de Jérusalem et l'annexion de fait de territoires appartenant à l'Egypte, la Syrie et la Jordanie, il devient difficile aux sionistes et à leurs alliés d'accuser les Arabes de vouloir se livrer au « *génocide d'Israël* ».

Lorsqu'on est convaincu comme nous le sommes, du caractère artificiel de l'Etat d'Israël et de l'inévitabilité de sa disparition, il devient nécessaire de répondre à la question suivante : que deviendront les actuels habitants de cet Etat fantoche lorsque les Palestiniens auront récupéré leur patrie ?

Seront-ils comme le dit la propagande sioniste « *jetés à la mer* » ?

Nous avons déjà eu l'exemple des « *pièds noirs* » d'Algérie. Ils sont pour la plupart partis d'Algérie sans que le peuple algérien les y oblige. Ils sont partis parce que trop d'entre eux étaient coupables de crimes contre le peuple algérien et que dans leur ensemble ils ne pouvaient supporter que le peuple algérien, ayant secoué le joug colonial, devienne maître chez lui.

Cependant au lendemain de la victoire du peuple palestinien le problème ne se posera pas en Israël exactement de la même manière qu'il se posa en Algérie quand le peuple algérien fut victorieux.

C'est qu'en effet Israël est une terre de peuplement colonial d'un type particulier puisque contrairement à ce qui se passa dans les autres pays colonisés, les colons usurpateurs chassèrent de Palestine la quasi totalité des habitants.

L'autre particularité de l'Etat colonial d'Israël réside dans la diversité des origines nationales de ses habitants.

Actuellement la population d'Israël est composée à peu près pour moitié d'habitants originaires d'Europe et d'habitants originaires des pays arabes auxquels il faut ajouter une petite quantité d'habitants venus de Turquie, d'Iran, etc...

Les Israéliens d'origine européenne, bien qu'en minorité, sont les vrais seigneurs du pays. Ils se considèrent comme les représentants de la « *civilisation occidentale* » et traitent ceux qu'ils appellent eux-mêmes « *orientaux* » comme des citoyens de seconde zone.

Ces derniers qui ne jouissent pas effectivement du même statut que les originaires d'Europe se voient confinés dans les exploitations les plus défavorisées où les conditions de vie sont particulièrement pénibles. Ils fournissent 90 % du contingent de chômeurs d'Israël et seulement 5 % du nombre total des étudiants.

Par contre c'est presque exclusivement dans les rangs des Israéliens originaires des pays d'Europe que se recrute le haut personnel politique, administratif, judiciaire et militaire. C'est cette fraction de la population israélienne qui a forgé cet Etat colonialiste et qui tente par tous les moyens d'en assurer le maintien voire même l'extension.

Parmi les moyens employés pour atteindre ce but figure en bonne place l'utilisation de l'aide fournie par l'impérialisme américain. Car si la couche politiquement et économiquement dominante de la population israélienne est d'origine européenne, elle est avant tout l'expression en terre arabe, des intérêts et des visées expansionnistes de l'impérialisme américain. Ce n'est d'ailleurs qu'à ce prix qu'elle peut, et à titre tout à fait provisoire, maintenir encore l'existence de cet Etat colonial.

Pour cette partie de la population israélienne, la libération de la Palestine ne peut que sonner irrévocable-

ment l'heure du départ. Quant au lieu où elle se rendra signalons que sur les 122 453 habitants d'Israël qui, entre 1948 et 1960 abandonnèrent ce pays (chiffre donné par le sioniste Chouraqui dans son livre « *L'Etat d'Israël* »), les services d'immigration du Canada et des U.S.A. révèlent qu'une grande partie de ces « *désenchantés* » de l'expérience en « *terre promise* » trouvèrent refuge en Amérique du Nord. Pourquoi ce qui fut valable pour les uns ne serait-il pas valable pour les autres ? Pourquoi l'impérialisme U.S. ne recueillerait-il pas ceux qui servent si bien ses intérêts au Moyen-Orient ?

La victoire des peuples arabes et celle du peuple palestinien ne pourra laisser aucune place dans la patrie retrouvée à ces colons d'origine européenne et d'obédience américaine qui en sont les maîtres provisoires. Mais par contre, évidemment, cette victoire permettra de régler entre arabes le devenir des arabes de confession juive.

N'est-ce pas là d'ailleurs la position du mouvement de libération de la Palestine qui a toujours proclamé que la lutte pour la libération de la Palestine était une lutte anti-colonialiste, anti-impérialiste, c'est-à-dire essentiellement une lutte entre Arabes et colons israéliens d'origine européenne au service de l'impérialisme U.S. ?

Dans la déclaration des intellectuels arabes publiée par « *El Djeich* », déclaration que nous avons déjà citée, nous lisons : « *Mais nous n'avons non plus aucune hésitation à dire que les juifs qui se comportent en colons à l'instar des ultras de toutes les colonisations, s'identifiant obstinément avec Israël, seront combattus jusqu'au bout, avec toutes les implications que cela peut comporter et que nous voudrions éviter. Nous posons donc le problème de la lutte contre Israël en termes d'opposition résolue à un fait d'ordre politique qui est l'Etat israélien mais nous n'ignorons pas qu'une lutte de cette nature peut comporter des conséquences terribles comme toutes les guerres. Le chantage au génocide ne peut être pris au sérieux dans ces conditions ou alors aucune lutte révolutionnaire ne serait concevable* ».

Effectivement, la guerre révolutionnaire a ses impératifs et ce n'est pas en criant au génocide alors qu'on est soi-même bourreau, que l'on peut changer le comportement des combattants qui luttent pour l'indépendance de leur pays. Le nazisme a exterminé des millions d'hommes et de femmes d'origine ou de confession juive. Mais cela ne donne aucun droit aux juifs d'Israël qu'ils soient d'origine européenne ou arabe de se conduire comme des nazis à l'égard des peuples palestinien, égyptien, syrien.

Ceux qui auront commis des crimes paieront leurs crimes. Et de toutes façons, il faudra bien que la Palestine renaisse et que les usurpateurs s'en aillent.

Mathias CORVIN,

L'AIDE DES ÉTATS SOCIALISTES

OU LA RÉPARATION DE L'ERREUR DE 1947

LES données qui suivent ne peuvent prétendre faire le bilan complet de l'aide des pays socialistes en particulier du plus puissant d'entre eux, l'U.R.S.S., aux pays arabes. Mais elles montrent la progression de cette aide d'une importance politique capitale pour l'avenir de la lutte anti-impérialiste. L'intensification de cette aide va de pair avec l'extension de la révolution dans la Nation arabe, révolution dont l'objectif fondamental est la cons-

truction de la société socialiste.

On peut classer l'aide des Etats socialistes d'Europe, de la Chine et même de Cuba aux Etats arabes, en quatre catégories principales : 1) Prêts et livraison de matériel et de machines pour la création d'unité de production moderne. 2) Envois d'experts, formation de cadres. 3) Initiatives de solidarité à des moments particulièrement critiques. 4) Aide militaire.

1) Prêts et livraison de matériel

En 1957, la République Syrienne et l'U.R.S.S. signent un accord prévoyant la construction de grands barrages, d'ouvrages d'irrigation, d'usines d'engrais chimiques, d'un large réseau de chemin de fer reliant les régions agricoles de Syrie au port de Lattaquié.

En 1958, l'U.R.S.S. accorde un prêt de 130 millions de livres égyptiennes à la R.A.U. pour la réalisation de la première tranche du barrage d'Assouan.

En 1963, l'Algérie bénéficie pour le développement de son agriculture d'un prêt de 50 milliards d'A.F. par l'U.R.S.S. et d'un prêt de 25 milliards par la République Populaire de Chine.

En 1965, l'U.R.S.S. prend en charge la seconde partie de la réalisation de l'aciérie d'Hélouan près du Caire. Les Soviétiques accordent leur aide pour de grands travaux de recherches minières, pétrolières, la construction d'usines d'équipement et d'outils agricoles et envoient de l'équipement pour l'arsenal d'Alexandrie. D'autre part, en juin 1965, suite à la visite de Chou En-laï en R.A.U., la Chine Populaire accorde à ce pays des prêts dispensés d'intérêt.

En 1967, la Tchécoslovaquie participe au nouveau projet industriel d'Assouan en R.A.U. L'U.R.S.S. aide à la mise en fonction d'une grande aciérie à Annaba et à la construction d'une usine pour le traitement du plomb et du zinc dans l'Ouest algé-

rien. L'U.R.S.S. livre également 200 000 tonnes de blé à l'Algérie. Des négociations ont lieu entre l'Algérie et la Tchécoslovaquie pour la fourniture d'un important laminoir à la République algérienne. La République Démocratique Allemande livre-

ra 60 000 métiers à tisser à la R.A.U. Une usine de ciment sera mise en chantier dans la région de Bagil au Yémen avec l'aide de l'U.R.S.S. qui d'autre part octroie un crédit pour la fourniture d'équipement et de matériaux.

2) Envois d'experts et formation de cadres

Pour ne prendre que 1967 où cette aide s'est particulièrement accrue, il faut signaler :

L'envoi en Algérie de soixante-dix-huit spécialistes soviétiques du pétrole; l'arrivée au Caire d'une importante délégation d'experts des questions pétrolières pour examiner l'exécution de l'accord conclu entre la R.A.U. et l'U.R.S.S. Un groupe d'experts bulgares étudie en Syrie les possibilités de

création d'une industrie pétrochimique. Une mission technique agricole chinoise effectue des recherches agricoles et hydrauliques dans les Aurès, puis dans la région d'Annaba en Algérie. Quarante-vingt jeunes Algériens partent pour l'U.R.S.S. pour y suivre des études d'ingénieurs qui dureront six ans. Vingt-trois experts Soviétiques arrivent en Syrie pour contribuer au développement de la République syrienne.

3) Initiatives de solidarité à des moments particulièrement critiques

En 1963, Cuba fait don de sucre à l'Algérie.

En 1967, la République Populaire de Chine fait don de 150 000 tonnes de blé à la R.A.U. Le Comité d'organisation de la jeunesse d'U.R.S.S. fournit une

aide matérielle de 150 000 roubles aux mouvements de jeunesse de la R.A.U. et de la Syrie, victimes de l'agression impérialo-sioniste. L'association des coopératives agricoles d'U.R.S.S. fait don de 100 000 roubles aux coopératives de la R.A.U.

4) Aide militaire

En février 1955, l'Egypte doit faire face à une nouvelle agression israélienne à Gaza. Le 27 septembre de la même année, le président Nasser annonce pour la première fois l'achat d'armes à la Tchécoslovaquie. C'est le commencement du rapprochement entre les Etats arabes et les Etats socialistes d'Europe. Notons qu'à cette époque se développait la guerre de libération du peuple algérien. En juillet 1956, après la décision du gouvernement égyptien de nationaliser le Canal de Suez, Anglais et Français croient pouvoir bloquer le trafic en rappelant les pilotes de la Compagnie. Dès septembre, des pilotes soviétiques remplacent les pilotes des pays capitalistes et laissent progressivement la place aux pilotes arabes qu'ils ont aidé à former.

En novembre de la même année, la réaction ferme de l'U.R.S.S. venant soutenir la lutte héroïque des combattants égyptiens, contribue à l'arrêt de l'agression franco-anglo-sioniste et oblige les agresseurs à retirer leurs troupes.

Par la suite, l'intervention politique de l'U.R.S.S. aide la Syrie à repousser un complot des U.S.A. contre son indépendance, et décourage, en 1958, une tentative d'agression américaine contre la jeune République irakienne. La même année, l'U.R.S.S. soutient les peuples du Liban et de la Jordanie qui exigent le départ des troupes anglaises et américaines qui avaient pénétré sur leurs territoires.

Dès la proclamation de l'indépendance de l'Algérie, un navire soviétique chargé de vivres fut le premier à entrer dans le port d'Alger. Fait très important, les pays socialistes ne suivent pas la

direction du Parti communiste français dans ses calomnies contre le Conseil de la Révolution de la République algérienne après le 19 juin 1965. Aux cérémonies du 1^{er} novembre 1965 à Alger (puis à celles de 1966 et 1967) pour la célébration du XI^e anniversaire de la Révolution, deux délégations soviétiques, l'une militaire conduite par le maréchal Zakharov, chef d'état-major de l'Armée Rouge, l'autre civile, sont présentes. Assistent également des délégations de Bulgarie, R. D. A., Tchécoslovaquie, Roumanie et une délégation militaire de la République Populaire de Chine. Le président Ho Chi Minh envoie un message de félicitations. Pendant le défilé, quatre « Mig 21 », neuf « Illyouchine 28 », sept « Antonov » survolent la ville.

Aussitôt après l'agression de juin 1967, l'Union Soviétique a aidé la R.A.U. et la Syrie à reconstituer leur potentiel militaire. Cette rapide politique de soutien militaire est un avertissement aux sionistes et à l'impérialisme U.S. et le moyen d'aider les pays du Moyen-Orient arabe à récupérer les territoires volés par Israël; la restauration de la Palestine implique évidemment que les peuples arabes disposent d'un solide et moderne matériel militaire.

Le 10 juillet 1967, l'amiral Molotchov, commandant de la flotte soviétique arrivée dans les ports d'Alexandrie et de Port-Saïd déclarait : « Je suis heureux d'annoncer que la flotte soviétique en visite à Alexandrie comprend des unités de lance-fusées entièrement disposées à coopérer avec vos forces armées pour repousser toute agression ». Par ailleurs, signalons que le 15 septembre de la même année, deux

destroyers, deux sous-marins, un dragueur de mines, un remorqueur et un ravitailleur soviétiques mouillaient dans le port d'Alger. Cette arrivée faisait suite à la violation par la VI^e Flotte yankee des eaux territoriales algériennes le 7 septembre 1967.

L'aide militaire des pays socialistes d'Europe aux peuples arabes se manifeste également par l'envoi d'instructeurs et de spécialistes pour l'entraînement des troupes, l'organisation de la défense, la forma-

tion de techniciens, de pilotes pour l'aviation. On peut noter dans ce domaine les faits suivants : une délégation militaire bulgare conduite par le vice-amiral Ornanov se rend en Syrie en juillet 1967. Une délégation militaire soviétique séjourne au Yémen en août et septembre 1967. En septembre 1967, une délégation militaire soviétique arrive à Khartoum pour aide militaire et assistance technique à l'entraînement des forces armées soudanaises.

Réparer l'erreur de 1947

Par cette politique, il est indiscutable que l'Union Soviétique commence à réparer la grave erreur qu'elle a commise en 1947 à l'égard des peuples arabes.

En 1947 en effet, l'Union Soviétique vota à l'O.N.U. en faveur de la création de l'Etat d'Israël en justifiant ce vote par une argumentation que l'histoire a tout à fait infirmée. Rappelons à ce propos quelques déclarations particulièrement graves prononcées à l'époque (c'était du temps de Staline) par des responsables soviétiques.

Le 14 mai 1947, Gromyko déclare à la séance plénière de l'O.N.U. : « Il est un fait incontestable : les populations de Palestine se divisent en deux peuples, les Arabes et les Juifs, et chacun de ces deux peuples a des racines historiques dans ce pays. La Palestine constitue donc leur patrie... Le fait qu'aucune puissance occidentale n'ait été capable de garantir les droits élémentaires du peuple juif, ni de le défendre contre les persécutions des bourreaux fascistes, explique la volonté des Juifs de créer leur propre Etat. Refuser de tenir compte de ce désir et nier la légitimité du droit à le voir réaliser serait une injustice ».

Le 21 novembre 1948, le délégué soviétique Q.V. Kirilov déclare à la séance du Comité politique de l'Assemblée générale de l'O.N.U. : « Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne doivent se résigner à admettre la création de l'Etat d'Israël dont le droit à l'existence est légitime ». Et Kirilov ajoutera encore : « Comme d'autres Etats avant lui, Israël est né d'un combat armé pour la conquête de la liberté et de l'indépendance ».

A cette époque, signalons aussi que les dirigeants du Parti communiste français n'étaient pas en reste pour justifier la création de l'Etat d'Israël. C'est ainsi que Florimond Bonte pouvait écrire dans les « Cahiers du communisme » en juillet 1948 : « Le partisan grec, le soldat de l'Armée populaire chinoise, le combattant espagnol, les démocrates du Vietnam, les patriotes indonésiens, les résistants hindous sont des compagnons de lutte des soldats de la Haganna ». Les combattants vietnamiens étaient assimilés aux émules de Bugeaud, Gallieni et compagnie !

Enfin signalons que le délégué soviétique au Conseil de Sécurité, V. Tarassenko ira jusqu'à déclarer :

« Il est clair que le problème de l'immigration en Israël est un problème strictement intérieur. Le Conseil de Sécurité n'a ni qualité, ni autorité pour limiter les droits d'un Etat souverain ». Or, évidemment, plus il y avait d'émigrants en Israël plus se créaient les conditions qui allaient permettre aux sionistes de déposséder totalement le peuple arabe palestinien de sa patrie.

Une pareille erreur n'a été possible de la part d'Etats socialistes que parce qu'ils ont en définitive, ignoré ou voulu ignorer, les justes droits des peuples arabes et la valeur de leur lutte anti-impérialiste, de leur lutte révolutionnaire. Rappelons-nous à ce propos, les massacres de Constantine en 1945 et comment les ministres communistes du gouvernement français d'alors (gouvernement dirigé par de Gaulle) couvrirent ce honteux crime.

**

Aujourd'hui, la situation a été transformée par les victoires révolutionnaires des peuples algérien, égyptien, syrien et les combats héroïques des peuples palestinien, yéménite, etc... Venant s'ajouter à la lutte du peuple vietnamien, du peuple cubain et de tous les autres peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine qui mènent le combat anti-impérialiste, la lutte révolutionnaire des peuples arabes est une contribution essentielle à la défense et au renforcement du camp socialiste.

Les liens entre pays arabes et pays socialistes dont au tout premier chef, la puissante Union Soviétique, ne peuvent que se renforcer. Et, comme le demandent les dirigeants révolutionnaires des peuples arabes, ces liens doivent être ceux qui unissent de vrais amis c'est-à-dire que les Etats socialistes les plus avancés doivent faire preuve d'un désintéressement absolu. C'est ainsi que dans la résolution, dite « Charte d'Alger des pays en voie de développement » adoptée par la Conférence des « 77 » le 24 octobre 1967, des paragraphes spécifiques ont été consacrés au commerce des pays du « Tiers Monde » avec les Etats socialistes déjà fortement industrialisés. Les propositions concrètes définies à ce propos dans cette « Charte » partent des principes suivants : les pays du « Tiers Monde » ne peuvent rester sous-développés ; ils comptent avant

tout sur eux-mêmes pour changer l'ordre qui leur a été imposé par le colonialisme; une ère nouvelle doit s'ouvrir dans les relations économiques internationales; les pays socialistes avancés doivent leur accorder des concessions qui favorisent une rapide évolution de leur situation économique.

**

La réparation de l'erreur de 1947, une réparation totale, implique évidemment que tous les Etats socialistes reconnaissent le caractère artificiel, le caractère colonialiste de l'Etat d'Israël et qu'ils admettent que la tâche principale à réaliser dans ce secteur du monde où l'impérialisme a tant d'intérêts c'est la restauration de la Palestine.

Seuls les peuples arabes sont qualifiés pour déterminer les objectifs de leur combat. Seuls ils savent

par quelles exigences passe la défense de leurs intérêts.

Pour tous les peuples arabes, Israël est une enclave colonialiste dans la Nation arabe. Il faut détruire cette enclave colonialiste qui porte atteinte non seulement à la révolution arabe mais aussi à la révolution mondiale.

L'importante aide que les Etats socialistes d'Europe et particulièrement l'U.R.S.S. apportent aux pays arabes ne peut aller qu'en se développant. Elle contribue et contribuera de plus en plus à faire échec au sionisme et à l'impérialisme; elle est un élément décisif pour la création de la Nation socialiste arabe de la Méditerranée au golfe arabe.

Maurice LIONNET.

LA PALESTINE RENAÎTRA

« **L**A Palestine est une partie du monde arabe limitée à l'ouest par la Méditerranée, au nord par le Liban, à l'est par la Syrie et le Jourdain, est au sud et au sud-ouest par la mer Rouge et la péninsule du Sinaï. Sa superficie est de 27 024 kilomètres carrés. Elle constitue un prolongement naturel de la Syrie et fut pour cette raison souvent désignée comme la « Syrie du sud ». Cette définition des frontières de la Palestine a été donnée par l'Organisation de Libération de la Palestine. Le peuple palestinien et son avant-garde ont évidemment compétence pour dire quelles sont les limites réelles de leur pays.

La région du Moyen-Orient dont fait partie la Palestine est située à l'intersection des continents européen, africain et asiatique. L'occupation de la Palestine par les sionistes et l'ampleur du soutien que leur accorde l'impérialisme témoignent de l'importance politique, économique et stratégique de cette contrée.

Les sionistes contestent aux Palestiniens le droit à leur patrie. Ils n'ont pas hésité à chasser un million d'entre eux en 1948. Mais la Palestine appartient légitimement aux Arabes. Les Arabes de Palestine sont les descendants des peuples qui, au cours de sa longue histoire, ont vécu dans ce pays. C'est au VIII^e siècle que les Arabes conquièrent la Palestine, et depuis lors la population s'est arabisée dans sa très grande majorité et a adopté la religion islamique. Depuis le XV^e siècle jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, la Palestine fut dominée par les Turcs et fut partie intégrante de l'Empire ottoman. Pendant tout le temps de la domination ottomane les Palestiniens conservèrent leur personnalité ethnique et nationale. Les Palestiniens avaient leurs représentants au gouvernement central de l'empire, à Stamboul.

Au début du XX^e siècle, lorsque l'empire ottoman touchait à sa fin, la revendication de l'indépendance nationale se développa en Palestine. En 1908, le mouvement des « Jeunes Turcs » admit que la Palestine représentait un pays autonome. Quand la guerre de 1914 éclata, la Grande-Bretagne en lutte contre la Turquie promit l'indépendance aux Palestiniens. Certes, les Britanniques rusaient et ils se firent octroyer un mandat sur la Palestine par la Société des Nations dans le but de retarder l'échéance de l'indépendance. On sait qu'ils introduisirent les sionistes en Palestine pour entraver la liberté du peuple de ce pays. Mais tout ceci ne fait que souligner la réalité de la revendication d'indépendance des Palestiniens, tour à tour opprimés par l'empire ottoman et par l'impérialisme britannique.

Quant à la revendication des sionistes à l'égard du territoire palestinien elle n'est pas fondée puisqu'elle ne repose en fait que sur une interprétation mystique de la Bible.

**

La légitimité de la revendication d'indépendance nationale du peuple palestinien est attestée par la résistance farouche qu'il opposa dès 1920 aux impérialistes britanniques et aux colonisateurs sionistes.

La Grande-Bretagne s'était empressée de nommer pour premier haut-commissaire en Palestine un homme dévoué à la cause du sionisme, Herbert Samuel. Il rédigea dès 1920 un décret qui ouvrit toute grande la porte à l'immigration sioniste. Il prit également des mesures pour faciliter l'acquisition des terres par les immigrants.

La résistance du peuple palestinien ne se fit pas attendre. De violentes manifestations éclatèrent aussitôt à Jérusalem et dans d'autres villes arabes.

Dans les campagnes, la lutte par les armes opposait déjà les colons sionistes aux paysans arabes. Les troupes britanniques réprimèrent les Palestiniens, faisant ainsi couler le sang de nombreux martyrs arabes dans la lutte qu'ils entreprenaient pour la sauvegarde de leur patrie. Cette répression n'arrêta pas le mouvement de résistance puisqu'en 1921 la population arabe se souleva de nouveau. Ce soulèvement atteint alors une telle ampleur que Londres dépêcha sa première « commission d'enquête ».

Dans les années qui suivirent le peuple palestinien ne cessa de lutter contre la double oppression qu'il subit alors, britannique et sioniste. Au mois d'août 1929 des rencontres sanglantes se produisirent partout en Palestine. Pour lutter plus totalement contre leurs ennemis, les Arabes ne tardèrent pas à adopter des mesures de boycottage à l'encontre des produits anglais et sionistes.

En octobre 1933, des émeutes éclatèrent, provoquées par l'expulsion des travailleurs arabes des terres récemment acquises par les sionistes. Devant l'ampleur croissante du danger anglo-sioniste la résistance arabe prit une forme nouvelle en 1936. Des commandos disciplinés et bien armés affrontèrent les troupes britanniques plusieurs mois durant. Une grève générale de cent soixante-quatorze jours fut observée par les Arabes. La lutte reprit en 1937 et ne connut plus d'interruption jusqu'en 1939. A cette époque, les Britanniques confrontés au problème de la guerre avec l'Allemagne hitlérienne, et voulant s'assurer leur ravitaillement en pétrole au Moyen-Orient, déclarèrent dans un « Livre Blanc » qu'ils limiteraient l'immigration sioniste, envisageant la création d'un Etat palestinien. Les Britanniques contraints de tenir compte de la résistance acharnée du peuple de Palestine se voyaient donc contraints à un certain recul.

C'est dans ce contexte que les sionistes mirent en avant officiellement leur prétention de créer un Etat entièrement contrôlé par eux et qu'ils s'attaquèrent dès 1944 aux troupes anglaises. La Grande-Bretagne avait dès l'origine utilisé le sionisme pour maintenir sa domination sur les Arabes. Mais sa créature sioniste, soutenue désormais par l'impérialisme américain, entendait jouer son propre rôle. En 1947, l'Angleterre annonça sa décision de se retirer de Palestine. Elle soumit alors le problème palestinien à l'O.N.U., qui décida une partition de la Palestine, 56 % du territoire palestinien devant revenir au futur Etat d'Israël. Cette mesure était d'autant plus arbitraire que les sionistes ne possédaient en fait qu'une faible partie du territoire qui lui était attribué (moins de 10 %). Sur ce territoire, près de la moitié de la population était composée d'Arabes. Dès l'annonce du plan de partage, fin novembre 1947, le soulèvement arabe fut général. Guérilla dans les campagnes, guerre civile dans les villes, la résistance palestinienne à la spoliation fut totale, héroïque. Les troupes britanniques quant à elles se réfugièrent dans une hypocrite neutralité.

C'est à ce moment que les sionistes commirent les crimes les plus barbares. Devant le refus des Arabes d'accepter la colonisation qu'on voulait leur

imposer, des groupes terroristes attaquèrent les villes et les villages arabes, assassinant sauvagement leur population. Des milliers d'hommes et de femmes furent tués impitoyablement. Parmi de nombreux exemples de barbarie, un nom, Deir Yassine — témoigne de l'ampleur des sacrifices consentis par le peuple palestinien à cet instant crucial de l'histoire de sa dépossession. Le 9 avril 1948, deux cent cinquante habitants du village de Deir Yassine furent massacrés, hommes, femmes et enfants mêlés. Pour les Arabes ce nom à la même résonance qu'en France, Oradour-sur-Glane.

En quelques semaines — du début du mois d'avril au 14 mai 1948 — le quart de la population arabe (250 000 personnes) prit le chemin de l'exil.

Le but de la terreur sioniste était double : pousser les Arabes à s'expatrier, et occuper avant la fin du mandat britannique la plus grande superficie du territoire palestinien.

Le 15 mai 1948 prit fin le mandat britannique. Le même jour les sionistes créèrent l'Etat d'Israël. Seule l'intervention armée des pays arabes empêchera l'Etat fantoche d'occuper entièrement la terre palestinienne. Mais ce n'était que partie remise puisqu'à la faveur de multiples agressions les sionistes parvinrent rapidement à occuper 77 % du pays, chassant l'immense majorité de la population arabe.

Ainsi les sionistes soutenus par l'impérialisme américain étaient parvenus à leur fin. A ceux qui en Europe oublient aujourd'hui le peuple palestinien dépossédé et sont prêts à l'oublier définitivement il faut dire : votre position procède de la plus totale négation des faits et du plus honteux néocolonialisme : le peuple palestinien a été chassé de sa patrie et injustement abandonnée même par les forces progressistes qui auraient dû naturellement le soutenir.

**

A la suite des événements de 1948, un million de Palestiniens se trouvèrent exilés, vivant dans le plus complet dénuement. Seuls deux cent mille Arabes restèrent sur leur sol natal où ils vivent sous des lois d'exception.

Le peuple palestinien ne pouvait se résigner à l'usurpation de sa patrie. Cependant la lutte s'avérait difficile. L'ennemi était puissamment soutenu par l'impérialisme. La résistance nationale s'était soldée par une totale défaite. Les armées des pays frères avaient été vaincues. Par ailleurs la création de l'Etat d'Israël décupla l'immigration dans les années qui suivirent. De 700 000 en 1948, la population sioniste passa assez rapidement à 2 000 000 d'individus.

Les années 1950 furent marquées par des actes de résistance qui furent souvent spontanés. Cette forme de l'action de résistance populaire ne saurait être sous-estimée car elle exprimait l'irréductibilité du peuple palestinien. Des organisations de combat devaient tout naturellement naître et exprimer le refus des Palestiniens de se laisser déposséder.

der de leur patrie. Nous nous arrêterons ici sur l'organisation qui est actuellement devenue la plus représentative et qui a engagé la lutte armée contre l'Etat usurpateur d'Israël le 1^{er} janvier 1965 : il s'agit d'El Fath (1).

Avant d'en arriver à cette décision historique, El Fath dû franchir un certain nombre d'étapes. Dès l'automne 1959 cette organisation faisait paraître le premier numéro de son bulletin « Notre Palestine », où était lancé un appel à tous les Palestiniens engagés dans les différents partis arabes, leur demandant de se consacrer désormais exclusivement à leur patrie et de prendre en quelque sorte leur propre sort en main. Dès cette époque El Fath traça la perspective de la lutte populaire armée. Plus récemment El Fath affirmait solennellement que son but est « la restauration de l'Etat palestinien indépendant et démocratique dont tous les citoyens, quelle que soit leur profession, jouiront de droits égaux ». Cet objectif passe nécessairement par la destruction de l'Etat sioniste.

Dans le combat pour l'unité palestinienne, il faut citer l'attitude exemplaire d'El Fath, qui, en janvier 1969, organisa au Caire une Conférence à laquelle étaient conviés tous les mouvements de résistance. Sept d'entre eux y répondirent et se sont engagés à coordonner leurs efforts.

Les usurpateurs israéliens, incapables de venir à bout du peuple palestinien, font pression sur les pays arabes voisins pour les amener à « prendre des mesures » contre l'activité des patriotes palestiniens. Aux avertissements se conjuguent des bombardements et autres actes de guerre contre les pays arabes. La Jordanie et l'Egypte sont journellement attaquées et le Liban a vu une partie de son aviation commerciale détruite au sol. Cette tactique n'a malheureusement pas été sans effet puisqu'on a assisté en novembre 1968 à des repréailles contre des Palestiniens en Jordanie, et en avril 1969 au Liban. Cependant l'immense majorité de la population soutient la lutte des patriotes palestiniens, et tout indique au reste que les sionistes font la guerre

à la Nation arabe toute entière. C'est ainsi que Yasser Arafat a pu déclarer (« Jeune Afrique », 6-5-68) : « En vérité c'est l'expansion d'Israël qui entraînera l'extension de la guerre de libération à tous les pays limitrophes des territoires occupés. Et ce sera pour défendre leur existence ».

Depuis l'agression du 5 juin 1967, la résistance palestinienne s'est considérablement accrue. La population arabe vivant en territoires occupés est maintenant importante. La résistance à l'occupation a pris de ce fait une grande ampleur : grèves, boycott, sabotages, actions de partisans se succèdent journellement. Les Palestiniens repliés dans les pays arabes participent eux aussi activement à la lutte en organisant des opérations de commandos : des objectifs économiques et militaires sont attaqués sans répit. L'insécurité règne de plus en plus pour les sionistes. La répression la plus aveugle s'abat sur la population arabe. Cependant les sionistes ne parviendront pas à faire abdiquer le peuple palestinien. La défaite infligée aux sionistes à Karamé le 21 mars 1968 a démontré que les patriotes arabes avaient maintenant la capacité de vaincre.

A l'heure actuelle les peuples opprimés engagés dans la lutte ne songent nullement à déposer les armes. Ils savent que la victoire viendra couronner leur combat. El Fath peut légitimement affirmer : « La lutte du peuple palestinien comme celle du peuple vietnamien et des autres peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine fait partie du processus historique de libération des peuples opprimés contre le colonialisme et l'impérialisme. » Telle est la dimension historique du combat pour la Palestine. C'est pourquoi on peut affirmer avec force : oui, la Palestine renaîtra.

Paul COURBET.

(1) Pour cette 3^e édition nous avons naturellement actualisée cette partie de l'article concernant la résistance palestinienne.

LES SEPT POINTS D'EL FATH

Comité Central 14 janvier 1969

1^o Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath est l'expression du peuple palestinien et de sa volonté de libérer son territoire de la colonisation sioniste afin de recouvrer son identité nationale.

2^o Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath ne lutte pas contre les juifs en tant que communauté éthique et religieuse. Il lutte contre Israël expression d'une colonisation basée sur un système théo-

cratique raciste et expansionniste, l'expression du sionisme et du colonialisme.

- 3° Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath rejette toute solution qui ne tienne pas compte de l'existence du peuple palestinien et de son droit à disposer de lui-même.
- 4° Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath rejette catégoriquement la résolution du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967 et la mission Jarring qui en est issue. Cette résolution ignore les droits nationaux du peuple palestinien. Elle passe sous silence l'existence de ce peuple. Toute solution soi-disant pacifique qui ignore cette donnée fondamentale sera, par conséquent, inévitablement vouée à l'échec. En tout état de cause, l'acceptation de la résolution du 22 novembre 1967 et de toute solution pseudo politique, par une partie quelconque, ne lie aucunement le peuple palestinien

déterminé à poursuivre sans merci sa lutte contre l'occupation étrangère et la colonisation sioniste.

- 5° Le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath proclame solennellement que l'objectif final de sa lutte est la restauration de l'Etat Palestinien Indépendant et Démocratique dont tous les citoyens, quelle que soit leur confession, jouiront de droits égaux.
- 6° La Palestine faisant partie de la Patrie Arabe, le Mouvement de Libération Nationale Palestinienne Fath œuvrera pour que l'Etat Palestinien contribue activement à l'édification d'une société arabe progressiste et unifiée.
- 7° La lutte du peuple palestinien comme celle du peuple vietnamien et des autres peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine fait partie du processus historique de libération des peuples opprimés contre le colonialisme et l'impérialisme.

TOUS LES PEUPLES DU BASSIN MÉDITERRANÉEN SONT PARTICULIÈREMENT CONCERNÉS

DANS les premiers jours du mois d'octobre 1967, une délégation du Parti communiste italien rencontra à Alger une délégation du Front de Libération Nationale. Chacune des deux délégations comprenait d'importants représentants du P.C.I. et du F.L.N. A l'issue de la rencontre, un communiqué commun fut adopté, communiqué dont nous extrayons l'important passage suivant :

« Les deux délégations considèrent que l'agression israélienne contre les peuples arabes ne peut être considérée isolément à d'autres faits, tel que le coup d'Etat en Grèce, et n'est qu'un moment d'une pression plus générale des forces réactionnaires et d'agression conduites par l'impérialisme américain, qui menacent tous les peuples de cette zone du monde. C'est pourquoi elles pensent qu'il est indispensable de faire face à ces menaces en unissant de la manière la plus solide et efficace la lutte des peuples arabes pour la défense de leur indépendance et pour le progrès social à la lutte de la classe ouvrière et des forces démocratiques pour la paix, le progrès, la liquidation du Pacte Atlantique et la fin de la politique des blocs militaires. Les deux délégations jugent, à cet égard, qu'il est toujours plus nécessaire de renforcer les rapports de collaboration déjà établis entre toutes les forces progressistes et anti-impérialistes, et de développer ces rapports même en des formes nouvelles, en prenant des initiatives adéquates. Les deux délégations ont exprimé leur entière solidarité avec la lutte héroïque du peuple vietnamien contre l'agression américaine ».

N'aurait-il pas été normal, naturel, qu'un tel accord, qu'un tel communiqué soit également adopté par la direction du Parti communiste français ? La France autant que l'Italie est une puissance méditerranéenne ; le mouvement communiste français a autant si ce n'est plus même de raisons que le mouvement communiste italien, d'entretenir d'étroits rapports politiques avec le mouvement révolutionnaire algérien. Mais s'il est impensable actuellement que la démarche du Parti communiste italien soit

reprise par le Parti communiste français, c'est que la direction de ce dernier, déformée par un esprit paternaliste et il faut bien le dire, chauvin, conteste au peuple algérien capacité et conscience politiques véritables.

**

Unissant trois continents, l'Europe, l'Afrique et l'Asie, la Méditerranée a toujours été au centre de problèmes politiques, économiques et militaires de premier ordre.

C'est par la Méditerranée que sont passées toutes les grandes expéditions coloniales destinées à juguler les peuples d'Afrique et d'Asie. C'est par la Méditerranée que revenaient vers les métropoles les marchandises volées et le surprofit colonial. Le percement du canal de Suez donna un élan nouveau à l'impérialisme colonialiste. La Méditerranée eut alors deux visages suivant que l'on regardait les côtes européennes ou les côtes d'Afrique et d'Asie : au Nord, les pays riches, les pays exploités. Au Sud et à l'Est, les pays pauvres, les pays enfoncés dans la nuit coloniale.

La tranquillité de l'impérialisme dans cette région du monde commença à être mise en cause à la fin de la deuxième guerre mondiale lorsque s'installa en Russie, le pouvoir des Soviets. Non que l'U.R.S.S. fut exactement une puissance méditerranéenne mais elle atteignit facilement à la Méditerranée par la mer Noire et les détroits du Bosphore et des Dardanelles. Il ne faut jamais oublier que l'impérialisme U.S. sortit irréversiblement de sa politique dite « isolationniste » en avril 1917, c'est-à-dire au moment où se créaient dans la Russie en pleine révolution, les conditions qui allaient donner définitivement le pouvoir à la classe ouvrière. Il était temps que les navires de guerre américains viennent se poster aux points stratégiques du secteur méditerranéen !

Après la deuxième guerre mondiale, l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Yougoslavie pour ne parler que de ces Etats qui ont une ouverture sur la Méditerranée, deviennent des pays socialistes. Et sans l'intervention criminelle de l'impérialisme britannique, le peuple grec lui aussi, se donnait un pouvoir socialiste.

Nouvelle épreuve donc pour les puissances impérialistes et une épreuve qui était loin d'être la dernière puisque quelques années plus tard, événement incroyable a priori, les peuples arabes entrant dans le cycle révolutionnaire, donnaient naissance à l'Egypte indépendante. 23 juillet 1952 : le Conseil de la Révolution prend le pouvoir ; le « roi » Farouk, protégé par l'Ambassadeur des Etats-Unis est embarqué sur un bateau qui lui permettra de rejoindre ses bailleurs de fonds. 26 juillet 1956 : le Canal de Suez devenu enfin propriété égyptienne, est nationalisé.

Aujourd'hui, le monde arabe compte de nouveaux Etats socialistes : l'Algérie, la Syrie. Partout de l'Atlantique au golfe arabe, la lutte révolutionnaire est engagée. Au Sud même de la Péninsule Arabique, à la sortie de la mer Rouge, la République Yéménite et Aden se libèrent de la tutelle impérialiste.

C'est une transformation absolue qui s'opère ; un mouvement qui conteste à l'impérialisme sa domination sur le bassin méditerranéen et tend à donner aux peuples les plus concernés, le contrôle de l'une des plus importantes et des plus décisives voies maritimes internationales de trafic et d'échanges.

**

Devant une pareille mutation, un pareil danger pour lui, l'impérialisme ne reste pas sans réaction.

La VI^e flotte U.S. croise en permanence en Méditerranée. Elle se permet de violer les eaux territoriales des pays libres, telles celles de l'Algérie en particulier. De ses porte-avions sont partis en juin 1967, les bombardiers qui pour servir la politique expansionniste d'Israël, ont attaqué l'Egypte, la Jordanie, la Syrie.

Le coup d'état fasciste en Grèce a été réalisé avec la bénédiction de l'impérialisme américain et de l'impérialisme britannique. Chypre est dominée par eux et elle constitue avec nombre d'autres îles de la Méditerranée orientale, des plates-formes d'agression super-armées, super-militarisées.

Face à ces manœuvres et aux menaces qu'elles engendrent, la vigilance et la politique de fermeté

s'imposent naturellement. C'est pourquoi avec juste raison, la flotte militaire soviétique croise elle aussi maintenant régulièrement en Méditerranée. Elle est accueillie en amie dans le port d'Alger. Elle s'arrête à Alexandrie et à Port-Saïd où le peuple lui réserve de magnifiques manifestations d'amitié.

Ce sont évidemment les peuples de la partie orientale du bassin méditerranéen qui sont les plus directement concernés actuellement par la politique agressive de l'impérialisme et de son agent principal au Moyen-Orient, Israël. Leur lutte révolutionnaire ne s'arrêtera pas quelles que soient les menaces de la VI^e flotte américaine. L'impérialisme U.S. n'est pas invincible. Israël n'est pas installé pour toujours sur les territoires volés par le sionisme. L'action héroïque du peuple vietnamien et ses succès sont là pour prouver que l'ennemi peut être, doit être vaincu, que la révolution peut l'emporter, doit l'emporter.

Quant aux peuples de la partie occidentale du bassin méditerranéen, comment resteraient-ils insensibles à ce qui se passe et à ce qui se prépare en Méditerranée ?

Evidemment le peuple algérien manifeste la plus grande vigilance et il est prêt à prendre tous les risques pour libérer la Palestine et les territoires égyptien, jordanien, syrien occupés par Israël.

Le peuple français est si hostile à l'impérialisme U.S. que le gouvernement gaulliste a cessé ses livraisons d'armes à Israël à la suite de la guerre de juin 1967. Les récriminations réactionnaires des Lecanuet, Guy Mollet et autres Mitterand contre cet embargo n'ont trouvé aucun écho parmi les travailleurs français. Toute relance de l'agression impérialiste et sioniste renforcera l'opposition du peuple à la politique hégémonique des U.S.A. et d'Israël.

D'étape en étape, les peuples du bassin méditerranéen prennent conscience des intérêts communs qui les unissent et des liens qui se sont constitués entre eux depuis des millénaires. Les rapports de sujétion, de domination seront supprimés ; des rapports d'amitié, d'égalité tels ceux existant entre les Etats socialistes d'Europe et les Etats socialistes du Maghreb et du Moyen-Orient seront établis. Contre le même ennemi, l'impérialisme, qui toujours ramène la guerre et les pires désastres dans cette partie du monde, l'unité se fera.

Israël alors ne pèsera pas lourd. Il ne survit que grâce au soutien de l'impérialisme. Il périra si se dressent contre lui les forces révolutionnaires des pays d'Europe, d'Afrique et d'Asie pour qui naturellement la Méditerranée est un secteur politiquement, économiquement et militairement vital.

LA SOLUTION POLITIQUE ...

ET LA SOLUTION MILITAIRE

IL peut sembler étrange que je m'entretienne cette semaine — et probablement pour d'autres fois à venir — de la guerre et de ses probabilités alors que des tentatives sont déployées à New York — où se tient la 22^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies — pour trouver une solution politique à la crise du Moyen-Orient !

Cela, à première vue, peut paraître en effet assez étrange. Mais, en y regardant de plus près, on constaterait que cela est naturel ou pour employer un terme plus précis, cela rentrerait plus dans la nature des choses.

Car il y a une différence entre les deux expressions. Le mot « naturel » pourrait être synonyme de volonté. Tandis que le terme « la nature des choses » suggérerait que la solution militaire nous a été imposée. Solution que nous ne pouvons ignorer si si nous avons tant soit peu de volonté !

Voici ce que je veux dire exactement : il se pourrait bien que nous ne soyons pas contre la solution politique en ce qui concerne la crise du Moyen-Orient et l'élimination des séquelles de l'agression du 5 juin de sinistre mémoire. Mais la solution politique qui nous est proposée est l'une des deux suivantes :

— Quelque chose dans le genre des propositions du Président yougoslave Josef Broz Tito lesquelles constituent une tentative assez raisonnable.

— Quelque chose dans le genre des propositions du Président amé-

ricain Lyndon Johnson auxquelles il faudrait ajouter les autres propositions de son délégué aux Nations Unis, Arthur Goldberg. Ces propositions ne peuvent constituer en aucune sorte, une tentative de solution.

La Conférence de Khartoum

La Conférence au « Sommet » de Khartoum n'a pas écarté la probabilité d'une solution politique. Mais elle a conditionné cette solution aux quatre points précis suivants : Pas de reconnaissance d'Israël — pas de pourparlers avec Israël — pas de paix avec lui — la cause palestinienne est du ressort du peuple palestinien.

Mais les conditions du Président américain Lyndon Johnson et celles de l'ennemi israélien sont destinées à nous être imposées du moins dans leur plus grande partie.

Ce qui nous conduit à constater que, quels que soient les résultats des tentatives déployées actuellement à New York autour de la solution politique et ses possi-

bilités, il y a une grande différence entre les « résolutions » et les « solutions » proprement dites. C'est-à-dire que les tentatives à New York peuvent aboutir à une « résolution raisonnable » mais cette résolution ne peut être transformée automatiquement en une « solution raisonnable » sans le consentement des parties intéressées directement dans le conflit qui agite actuellement le Moyen-Orient.

C'est ce que je voulais dire en établissant une différence entre ce qui peut paraître naturel et ce qui rentre effectivement dans la nature des choses. Ainsi la guerre ne pourra être évitée non pas parce qu'elle est une chose naturelle, une chose que nous désirons pour elle-même mais parce qu'elle découle de la nature même des choses. Sauf si nous consen-

tions à abdiquer toute volonté.

Les deux considérations suivantes augmentent encore la gravité de la situation.

La première considération a trait à l'ennemi et à sa victoire, victoire rapide qui lui a tourné la tête, qui l'a rempli d'orgueil et l'a plongé dans un état d'euphorie tel qu'il lui est devenu impossible de regarder les vérités en face surtout en ce qui concerne le lointain avenir.

La seconde considération a trait à la Nation arabe et à la défaite qu'elle a subie. Elle a été, incontestablement. Mais nous devons établir une différence entre deux genres de défaite :

— La défaite cruelle. C'est celle que nous avons subie.

— La défaite écrasante. Nous ne l'avons certainement pas affrontée.

Et quand je dis cela je ne suis pas le jouet d'un leurre ou de mon imagination. En effet, l'histoire proche nous donne des exemples de la défaite écrasante, défaite que nous n'avons pas affrontée. Ainsi nous ne sommes pas dans la situation où se sont trouvées par exemple, la Belgique, la Hollande et la Norvège, pays qui ont été submergés en quelques heures par les soldats de l'armée hitlérienne et qui n'avaient d'autre choix que de mettre bas les

armes et non d'accepter le cessez-le-feu.

De même, nous ne sommes pas arrivés à la situation de l'Italie, de la France, du Japon ou de l'Allemagne elle-même, pays qui ont été obligés d'accepter la capitulation inconditionnelle. Tous ces Etats, au cours de la seconde guerre mondiale — dont les événements ne semblent pas près d'être oubliés — ont dû consentir à faire face à la « *défaite écrasante* » et mettre bas les armes sans condition. Quant à nous, nous avons fait face à une défaite cruelle. Nous avons accepté le cessez-le-feu ce qui est autre chose que la capitulation pure et simple.

L'occupation des territoires arabes

Nous devons ajouter une chose particulièrement importante qui a conduit à une situation explosive : c'est que par suite de la défaite cruelle que nous avons subie, des territoires de trois Etats arabes se trouvent actuellement sous occupation militaire ennemie. Fait inacceptable et dont la solution ne peut être longtemps différée. Résultat : le Moyen-Orient qui était absorbé par un premier problème est maintenant plongé dans deux problèmes explosifs.

— Un problème fondamental, à savoir le problème palestinien qui a dominé les événements du Moyen-Orient durant les vingt dernières années.

— Un problème occasionnel, à savoir l'occupation des territoires de trois Etats arabes par suite de la défaite cruelle subie au cours de six jours au mois de juin 1967. C'est ce que nous appelons maintenant la crise du Moyen-Orient.

Ce qui est grave dans la question, c'est que les propositions du Président américain Lyndon Johnson et les conditions de l'ennemi israélien visent à exploiter le problème « occasionnel » pour régler le problème d'origine. C'est-à-dire qu'ils veulent « *vendre* » le retrait des territoires des trois Etats arabes contre la reconnaissance entière arabe ou une capitulation arabe complète en Palestine. Ce qui est une contradiction logique

flagrante. Le problème ne saurait être résolu ainsi. Ajouter un nouveau problème ne ferait qu'accroître encore la crise et la faire parvenir à son paroxysme. Le problème d'origine a conduit —

et conduira — à une guerre ou à des guerres régionales. Les complications qu'on veut lui ajouter sont de nature à conduire à un état de fait plus grave que la guerre ou les guerres régionales.

Le problème fondamental

Je voudrais m'arrêter un moment devant le problème fondamental avant de parler du problème occasionnel et des dangers de guerre qu'il représente au moment où, aux Nations Unies on est en train de chercher une solution politique à la crise.

La question fondamentale est la question palestinienne. Qu'on me permette de limiter le débat à un des aspects de cette question, celui qui a trait à la guerre. Ce qui n'amoindrit pas l'importance des autres aspects, notamment celui du Droit. C'est-à-dire que je ne parlerai pas de la terre usurpée de Palestine ni des centaines de milliers de réfugiés. Ce qui m'importe aujourd'hui ce sont trois causes principales qui ont conduit et conduiront toujours à une guerre régionale dans le Moyen-Orient aussi longtemps que le problème d'origine demeure même si on ne devait pas y ajouter le problème occasionnel.

Voici les trois causes en question :

— On se trouve en présence d'une seule nation qui s'étend du golfe arabe à l'océan Atlantique. Sa population s'élève à cent millions. L'unité de cette nation ne fait plus matière à discussion même si, comme c'est le cas, cette population est répartie dans des entités indépendantes sous forme d'Etats.

Malgré cela, au milieu de cette nation unie et sur son territoire, une entité étrangère a été implantée, une entité sous forme d'un triangle ayant pour base au sud, Asdoud et Haïfa, sur le littoral méditerranéen et pour tête Eylat sur la mer Rouge. Région située entre deux mers qui isole l'Orient de l'Occident arabe. Nous avons à l'est : la Jordanie, la Syrie, le Liban, l'Irak, la Séoudie, le Koweït, le Yémen et le golfe arabe. A l'ouest : l'Egypte, le Soudan, la Libye, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.

La position d'Israël sous cet aspect ressemble à une barrière

artificielle construite d'une façon naturelle au milieu de l'océan arabe. Cet état de choses ne peut durer, quelles que soient les possibilités matérielles qui lui sont assurées.

Les vagues de l'océan arabe continueront inlassablement de fouetter cette barrière, continueront à l'émietter jusqu'à son effondrement, avec le temps. Quand j'emploie le mot temps, je n'entends pas un ou deux ans ou même une dizaine d'années. J'entends parler d'une opération naturelle qui sera menée à bon bout quelle que soit la durée qu'elle réclamera, surtout que la pression de la barrière, s'accroît continuellement pour les deux raisons suivantes :

— Les Etats et les peuples arabes se rendent de plus en plus

compte de leur appartenance à l'océan arabe.

Au début de la crise palestinienne, la Syrie eu égard à ses frontières était plus rattachée notamment avant la première guerre mondiale au problème de la Palestine. L'Irak a été lié ensuite au problème. Puis vint le tour de l'Egypte au Congrès de Bloudane en 1946 et son rôle s'est accentué après la Révolution de juillet 1952, révolution qui a affirmé la personnalité arabe de l'Egypte.

Ensuite vint le tour du Maghreb arabe, notamment après l'indépendance de l'Algérie. Puis le Soudan, comme on l'a vu à la Conférence au « Sommet » de Khartoum.

— La capacité des Etats arabes à accentuer la pression sur cette

barrière artificielle devient de plus en plus grande. Ainsi, en Egypte, la population s'est accrue durant les quinze dernières années de dix millions d'habitants, atteignant aujourd'hui trente millions. De même le potentiel de production passe de 1.800 millions de livres à 6.000 millions par an. L'Algérie, l'Irak et la Syrie progressent constamment dans tous les domaines. Sans compter la richesse pétrolière de l'Arabie Séoudite, de la Libye et du Koweït. N'oublions pas que ces trois derniers Etats ont supportés à Khartoum, une grande partie des frais de la bataille engagée actuellement. En outre, les obstacles qui entravaient la pression arabe tombent un à un. Le dernier en date est l'occupation britannique du Sud-arabique. Celui-ci deviendra un Etat qui pèsera également dans la balance.

Comme recours Israël ne trouve que la force armée

Pour assurer sa sécurité Israël n'a trouvé, au milieu de cet océan arabe qui monte à l'assaut de la barrière sioniste, que la force armée qu'il emploie pour terroriser ses adversaires. Cette arme peut réussir une ou deux fois, au cours d'une phase déterminée de l'histoire; elle peut effrayer peut être une ou deux générations. Mais elle sera brisée tôt ou tard par le temps lui-même. En effet, la force des Arabes s'accroît sans cesse. On peut même dire qu'elle augmente après chaque régression ou revers. D'un autre côté, la force qui appuie et aide Israël est chaque jour plus réduite, par suite de la disparition progressive de l'influence impérialiste dans le monde arabe.

La force des armes était, pourtant le dernier instrument dont devait se servir Israël eu égard aux conditions et circonstances qui ont entouré son avènement. Mais dans les conditions anormales on est obligé de se servir d'armes anormales. C'est ce qui est arrivé effectivement au détriment de toute logique. Or cela ne peut arriver continuellement car, comme nous l'avons dit, le temps travaille en faveur des Arabes.

Jetons par exemple un regard sur l'avenir. Dans vingt ans qu'arrivera-t-il ? Nous trouverons un

océan arabe habité par cent quatre vingt ou deux cent millions de personnes. Au milieu de cet océan se trouvera un petit lopin de terre, Israël, qui dans les conditions les plus favorables ne contiendra pas plus de quatre millions d'habitants. A ce moment le potentiel de production dans la nation arabe excédera les cent milliards de livres.

Les conditions ainsi créées ne pourront jamais être menacées par les forces armées israéliennes. On doit également tenir compte de la composition hétérogène et contradictoire d'Israël qui est formé de

différentes races et populations. Composition qui ne peut faire de cet Etat un ensemble harmonieux ou une seule entité. Il restera ainsi un corps étranger dans un organisme immense. Ce corps est destiné à produire - et il a produit en effet - une allergie qui deviendra - et elle l'est devenue - une inflammation en règle. Il n'y a que deux moyens de guérison :

- 1) Que ce corps soit arraché à l'Organisme dans lequel il s'est implanté;
- 2) Qu'il se dissolve dans cet Organisme et disparaisse en définitive.

La présence d'Israël conduit fatalement à la guerre

Nonobstant, comme je l'ai dit, la question du Droit, la présence d'Israël ne peut conduire, comme il l'a fait plus d'une fois, et comme il le fera à l'avenir, qu'à une guerre dans le Moyen-Orient même si on ne tient pas compte des complications de la crise actuelle.

La Nation n'acceptera jamais la présence d'une barrière isolant l'Est et l'Ouest de cette Nation.

Le terrorisme, à l'aide de la force armée, ne conduira jamais

deux millions d'Israéliens à assujettir à leur domination cent millions d'Arabes qui augmentent constamment en nombre et en capacité productive.

Une communauté étrangère — qui se prétend le représentant de la civilisation occidentale — bien que ce ne soit pas vrai — ne pourra jamais continuer à vivre au milieu d'une aussi vaste entité arabe.

Israël devient de plus en plus « l'ennemi »

Une autre considération digne de l'examen et de l'étude : Israël a été créé depuis vingt ans environ. L'inimitié des Arabes envers lui a-t-elle diminué ? Les Arabes se sont-ils habitués à cette présence ? Se sont-ils acclimatés à ce voisinage ? C'est le contraire qui est vrai. Israël devient de plus en plus en plus l'ennemi irréductible de la Nation arabe. Cette inimitié croit chaque jour davantage en profondeur. L'accumulation des années ne crée pas l'« habitude » mais la haine. Elle ne produit pas l'accoutumance mais sert à approfondir l'abîme.

La propagande israélienne cherche à motiver cette haine et cette inimitié par d'autres raisons, notamment l'incitation antijuive continue. Cela n'est pas vrai. La véritable cause de cette inimitié est l'existence anormale d'Israël et l'absence de logique dans sa création même. Il faudrait également mentionner la non-homogénéité de la composition d'Israël et sa non-conformité aux réalités du Moyen-Orient ainsi que son défi à ces réalités.

Mais Israël et ses amis aux Etats-Unis d'Amérique ne comprennent rien à ces vérités et ne se rendent pas compte de leurs significations véritables.

Le plus étrange c'est qu'Israël à la suite de la régression subie par les Arabes attend toujours que ceux-ci lui demandent même à voix basse, d'engager un dialogue en vue d'arriver à un règlement de la situation.

Cette demande n'a pas été faite et ne le sera jamais.

Ce qui est également étrange c'est qu'Israël pense qu'une recrudescence de violence amènera les Arabes à composer ou à se soumettre. Alors que c'est le contraire qui est vrai.

Résumons-nous :

1) Des tentatives sont déployées actuellement à New York pour trouver une solution politique à la crise du Moyen-Orient ;

2) Nous ne sommes pas opposés à la solution politique. Mais cette solution doit rentrer dans le cadre

établi par la Conférence de Khar-toum ;

3) Les conditions du Président Lyndon Johnson et les conditions de l'ennemi israélien ne peuvent servir de bases à aucune solution raisonnable ou acceptable ;

4) Il y a une différence entre une « résolution » adoptée par les Nations Unies et une « solution » de fait ;

5) La Nation arabe a subi une défaite cruelle mais elle n'a pas affronté une défaite écrasante. Elle a accepté le cessez-le-feu mais n'a pas jeté bas les armes. Elle n'a pas capitulé sans condition. En outre, elle est en train de récupérer ce qu'elle a perdu de sa force ;

6) Il existe un problème fondamental qui a conduit et conduit toujours à une guerre dans le Moyen-Orient. C'est le problème palestinien ;

7) A ce problème fondamental a été ajouté un problème occasionnel et découlant du revers cruel subi par la Nation arabe ;

8) Il ne faut pas confondre les deux problèmes. Les conditions de fait et les conditions psychologiques régnant dans le monde arabe ne doivent pas faire que l'une de ces questions soit compensée par l'autre ;

9) Grouper les deux problèmes ne pourrait conduire qu'à des complications terribles et transformer la guerre régionale — qui a toujours été motivée par le premier problème — en quelque chose de plus grave si on lui ajoutait le second problème.

Ce qui nous amène au point par lequel nous avons commencé cet article, à savoir : il semblerait étrange que l'on parle maintenant de guerre ou de probabilité de guerre alors que des tentatives sont déployées à New York pour chercher une solution politique à la crise. Mais si cela paraît étrange à première vue, le fait ne l'est pas du tout ; il semblerait au contraire naturel ou rentrant dans la nature des choses si l'on y regarde de près.

Ceci nous amène à soulever une autre question du plus haut inté-

rêt : comment s'est produit cette dure défaite et quelles en sont les causes ? De nombreux éléments interviennent quand il s'agit d'y répondre. Deux éléments s'imposent toutefois plus que les autres à savoir : — Un facteur ayant trait à la Sécurité nationale qu'on ne peut révéler. — L'éventualité d'une reprise des hostilités que nous pouvons envisager.

L'autocritique nécessaire et inévitable que nous avons entreprise après le « revers » a pu donner à certains l'impression que le sort de la bataille ne pouvait être différent de ce qu'il a été en raison des causes que nous avons signalées en nous livrant à cette autocritique. Je ne suis pas de cet avis et j'estime que le sort de la bataille aurait pu être tout autre. J'admets le bien fondé de plusieurs des causes avancées. J'assimilerai néanmoins notre situation à celle d'un homme qui — avec tout ce qu'il comporte de défauts et de lacunes — a entrepris une tâche en pensant être en mesure de la réaliser mais qui a été surpris de découvrir un facteur imprévu. Il nous faut autrement dit distinguer entre deux conditions : — Celle de la capacité à entreprendre une tâche déterminée, en dépit des difficultés et des lacunes. — Et celle créée par l'imprévu qui paralyse la capacité d'agir et les prévisions faites au sujet de cette action. Il convient en envisageant ce revers de tenir compte de la distinction entre la capacité et l'imprévu et de la part qu'y jouent l'une et l'autre.

Il est temps je pense de jeter un regard vers cet inconnu que nous avons entouré de mystère et que nous avons appelé « le revers » et qui ressemble au diable dont tout le monde parle sans l'avoir vu et dont personne n'est en mesure de décrire les traits stupéfiants !...

Mohamed Hassanein HEYKAL

Extrait du journal égyptien
« Al Ahram »

(Traduction : « Le Progrès égyptien » — 30 septembre 1967).

ISRAËL DOÏT DISPARAÎTRE

L'EUROPE a commis un péché mortel. Il y a vingt-deux ans Hitler et les mouvements fascistes d'Europe qui l'ont suivi, ont lancé une campagne de persécution et d'extermination des juifs. L'enfer pour ceux-ci dura plus de cinq ans, et plusieurs millions d'entre eux, 6 000 000 pour la seule Pologne, terminèrent leurs jours dans les fours crématoires après avoir connu les pires sévices des camps de concentration.

Pour échapper à un tel sort les juifs d'Allemagne, de France, de Hongrie, de Pologne, de presque toute l'Europe durent payer un lourd tribut. De ces moments cruciaux, nous avons des témoignages émouvants; nul ne peut en prendre connaissance sans demander, après y avoir ajouté les souffrances et les cruautés infligées à beaucoup d'autres hommes encore, si la terre et les hommes ont quelque chose d'humain. Ces juifs, pourtant, bien que traqués par la mort dont ils voyaient déjà le spectre sous la forme la plus atroce au-dessus de leurs têtes dans les camps d'Auschwitz et d'ailleurs, gardaient un ultime espoir. O combien dérisoire certes, mais encore intact de ce sentiment qu'il restait encore quelque part, des hommes épargnés par le génie du mal. Dans l'ombre de ces mêmes camps, on leur murmura l'existence de mouvements d'immigration vers des pays comme le Canada, l'Australie ou l'Argentine; on leur précisa que là-bas, on ne ferait pas cas de leur confession mais plutôt de leurs aptitudes humaines. En un mot, on cherchait dans ces pays des hommes sains de corps et d'esprit pour le peuplement. Le départ pour cette terre moins hostile, valut à ceux qui en avaient encore les moyens d'être saignés à blanc par ceux-là mêmes qui leur montraient « la voie du salut ». Ainsi on les exploitait jusqu'à la dernière extrémité, jusqu'à ce qu'ils devinrent des loques, avant de leur donner la dernière chance. En fait, ce n'était jamais la

dernière, car il y avait encore des impondérables qui faisaient que cette voie était rarement celle du salut. Et dans leurs mouvements d'allées et venues, ils finissaient par se retrouver à tourner en rond entre les frontières de tel et tel autre pays en attendant d'être transférés dans cette « terre promise », sur le sol d'Abraham, là où ils ont toujours trouvé refuge à chaque fois que l'histoire leur fût défavorable. Mais cette fois ce n'était plus pareil; au fur et à mesure des persécutions, au long des siècles, les juifs avaient fini par s'organiser. Ainsi ce sombre mouvement sioniste qui persistait depuis le siècle dernier à exister vaguement, qui reprit du souffle par la « Déclaration » de lord Balfour et qui prit corps enfin avec la création, en août 1929, de l'Agence Juive de Zurich, allait trouver la voie de son expansion. « L'exodus » commencé au début de la guerre allait battre son plein, malgré les difficultés de tous ordres rencontrés par les juifs fuyant l'Europe. Les navires qui les transportaient vers la Palestine étaient souvent refoulés en arrivant aux abords de ce pays alors sous mandat britannique, parfois accostés en pleine mer et tout simplement coulés.

Des centaines de milliers de juifs qui tentèrent l'aventure, quelques cent cinquante mille réussirent à pénétrer illégalement en Palestine pendant la guerre, grâce à l'Agence juive. Cette organisation avait obtenu l'autorisation du gouvernement britannique en mai 1939, d'organiser l'immigration de 75 000 personnes en cinq ans. 150 000 juifs entrèrent en Palestine en quinze jours.

Le rôle de l'Agence juive ne se limita pas à faire entrer ses protégés en Palestine : elle se devait de leur trouver ou de leur créer les conditions matérielles nécessaires à leur installation et à leur existence. Aussi pour parer aux réactions défavorables des Palestiniens devant leurs nouveaux enva-

hisseurs, l'Agence juive créa la Haganah, organisation militaire, qui se transforma au lendemain de la seconde guerre mondiale en armée nationale juive clandestine, renforcée par des groupes terroristes (Irgoun et Stern), qui s'attaquèrent à l'armée britannique et à la police qui refusaient de laisser pénétrer les immigrants.

La Palestine étant sous mandat étranger, son peuple ne put exprimer aucune opposition officielle contre les nouveaux envahisseurs qui profitaient de cette situation pour continuer à s'accaparer à bon marché de nombreuses terres et jeter ainsi les bases d'un Etat juif. Il suffisait de faire évacuer la Grande-Bretagne de Palestine, pour ensuite combattre les Arabes et les chasser de chez eux. Ainsi le terrain serait libre.

Le 26 septembre 1949, la Grande-Bretagne informe l'O.N.U. de son intention d'évacuer la Palestine. Deux mois plus tard, les Nations Unies adoptent une partition de la Palestine en deux Etats indépendants, l'un juif, l'autre arabe.

Tout le nord du pays, c'est-à-dire les terres fertiles, est attribué aux juifs : les Arabes ont le choix entre le désert du Néguev, ou la condition de réfugiés dans les pays arabes voisins. Pour les Palestiniens c'est le début de l'exode. Les 40 000 Arabes de Haïfa, notamment, sont tenus de quitter la ville.

Ainsi « **désireuses** » de régler un problème humain, de se laver, chez elles, du péché qu'elles venaient de commettre, les nations européennes, ont du coup transplanté le mal dans une terre où elles n'étaient plus concernées et où elles finissaient de jouer leur rôle de nations dominatrices.

Un mal tout différent. Il ne s'agit plus ici de racisme, encore moins d'extermination des israélites. Les Arabes réclament leur terre. Non seulement les juifs refusent-ils de la leur restituer, ils essayent par surcroît de leur grignoter de temps en temps une parcelle de leur territoire au moyen d'une agression comme celle de ces jours derniers ou semblable à celle du 12 novembre 1966 par laquelle les Israéliens ont occupé le village de Samua en Jordanie.

A l'origine foyer juif, Israël n'a cessé de s'étendre sur les pays voisins grâce à la complicité de puissances occidentales, avec la bénédiction des Nations Unies. Celles-ci ont chaque fois condamné Israël. Mais condamner, qu'est-ce que cela veut dire quand une partie du territoire d'un pays a été envahie et que sa population a été expropriée et chassée ?

A peine les armes se sont-elles tues, que les dirigeants juifs ont pris des mesures administratives vis-à-vis des régions conquises et décidé pour « continuer à faire face d'une manière réaliste à la pression démographique arabe de demander une immigration accrue des juifs de la diaspora en Israël ». L'Agence juive de Jérusalem quant à elle n'a pas perdu son temps, elle a lancé un appel aux mouvements de soutien à Israël en ces termes « **Envoyez-nous plutôt des hommes que de l'argent** ». Par ailleurs, à considérer les révélations faites par

les autorités tchécoslovaques, une des principales tâches des diplomates israéliens consiste à créer parmi les jeunes juifs des pays où ils sont accrédités un sentiment pro-israélien susceptible de les amener à émigrer en Israël.

Une telle attitude de la part des dirigeants d'Israël (qui se refusent obstinément à accepter en Israël des immigrants d'autre confession que le judaïsme) ne manque pas de laisser penser qu'ils soient un tant soit peu bibliques. Le dénouement des derniers événements nous laissent ce sentiment. Et l'avis formulé par certains philosophes actuels sur la renaissance d'Israël après une disparition de deux mille ans — peut-être se laissent-ils aller au courant de l'histoire — donne à cette idée une sorte de certitude, de bien fondé.

Et même si ces Ben Gourion, Eshkol, Dayan et les autres n'avaient rien à voir avec la Bible, ne pencheraient-ils pas, au fond, plutôt vers l'expansionisme ? Lorsqu'on sait ce que représente Israël sur le terrain et vu le nombre de sa population, comment pourrait-on avoir une telle pensée ! Mais par ailleurs, il suffit de considérer la puissance de l'armée juive (on n'exagérerait pas en l'estimant à 500 000 hommes, plusieurs centaines de tanks et environ mille avions ultra modernes), et des soutiens qu'elle peut avoir grâce à la seule aide des Etats-Unis, par exemple, de constater par ailleurs les apports financiers dus à la participation des communautés et des personnalités juives du monde entier (au Canada on a ramassé en quelques jours la somme fabuleuse de 5 500 000 dollars ; Rotschild à lui seul a donné un demi-milliard, etc...) pour accepter l'idée d'un expansionisme sioniste.

Moshe Dayan lui-même, n'a-t-il pas déclaré, il y a quelques jours à peine, à un journal anglais que l'objectif d'Israël au cours de la campagne de 1956 avait été de conquérir le Sinaï. Les juifs n'ont pas dévié de cet objectif. La preuve : leur dernière agression contre la R.A.U. s'est soldée par une telle conquête.

Du reste le sionisme ne chercherait-il pas à établir le plus grand nombre possible de juifs dans cette terre où il a trouvé déjà des possibilités d'extension.

Tout cela nous amène à nous demander quelles sont les motivations d'un tel mouvement. Il est sans doute certain que les juifs désirent voir naître un Etat sur une terre où ils ont habité il y a deux mille ans. Mais à en juger par la puissance qu'ils désirent lui assurer n'ont-ils pas d'autres visées plus téméraires encore, comme celle de prendre une revanche sur les peuples qui les ont persécutés ? Après tout pourquoi pas.

L'humiliation se transmet de génération en génération. Une véritable tradition ancestrale qui engendre la haine.

Cette haine est actuellement dirigée contre les Arabes ; ils ont été chassés de leur pays (ce à quoi certains ont trouvé le prétexte qu'ils occupaient Israël), et à présent on tient à leur faire tenir le rôle de bouc-émissaire. Mais, ironie du sort, pour pouvoir faire face aux Arabes, les sionistes sont

obligés de s'allier à ceux qui cherchaient et qui cherchent peut-être encore aujourd'hui, non pas la destruction d'Israël, mais l'extinction totale de la race juive. Il est certain que dans les moments de danger on ne cherche pas à savoir d'où viennent les secours avant de les accepter. Les secours pour les juifs, sont toujours venus des Arabes, de ces Arabes auxquels ils pourront toujours aisément reprocher d'être restés indifférents devant le génocide commis par l'Europe, sans se soucier de ce que cette indifférence était due à l'occupation de la plus grande partie de leurs territoires, occupation du reste qui ne leur a permis ni de s'élever contre le génocide des nazis ni contre la création d'Israël. Aujourd'hui, la situation a changé. Elle a même à ce point changé que plus rien ne peut plus être décidé, ni même envisagé au Moyen-Orient, sans tenir compte de l'avis du plus petit des Etats arabes. Cette grande unité arabe groupant les pays allant de l'Atlantique jusqu'au golfe arabe vient de se réaliser. Contrairement à ce que pariaient certaines grandes puissances. Et plus vite que ce qu'on d'autres attendaient. Pour le moment cette unité se fait autour d'un seul et unique principe : la disparition d'Israël. Ce qui tracasse bien des puissances. Non des moins importantes!

♦♦

Israël n'est qu'un prétexte. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en ont besoin. Du point de vue stratégique, Israël peut constituer une base avantageuse. D'autant plus que l'Angleterre est sur le point de quitter le sud-arabique, donc sa zone d'influence au Moyen-Orient. Les Etats-Unis quant à eux, ont besoin, ici, d'une espèce de Vietnam d'où ils pourront intervenir pour tenter de freiner les mouvements révolutionnaires de la région.

L'une et l'autre puissance ne voient pas avec joie les mouvements progressistes proliférer, se solidariser et s'étendre petit à petit à de plus grandes régions du globe. La naissance d'un autre bloc, du genre de la Chine, les inquiètent aussi. Car un tel bloc peut incontestablement, en s'alliant à l'une ou l'autre super-puissance ou mieux encore à ce grand qui se manifeste par des coups d'éclats comme celui de faire exploser une bombe H en deux ans et demi d'expérience, marquer de son influence le destin du monde.

L'unité arabe cela signifie justement la constitution d'un tel bloc. Ce sera encore cependant plus une sorte de puissance idéologique organisée sur le principe du nationalisme qu'une puissance militaire ou économique, bien que de ce point de vue les possibilités de développement existent réellement.

Les Américano-britanniques ne souhaitent pas une alliance des pays arabes avec l'Union Soviétique (bien que celle-ci semble déjà solidement établie) et encore moins avec la Chine. Leur diplomatie donc, consistera à essayer de créer une faille dans le bloc arabe. En ce sens, ils tentent de manœuvrer ce qu'ils pensent être les points faibles de l'Unité arabe. Au Conseil de Sécurité n'ont-ils pas, alors que la guerre battait son plein, essayé de jouer la « carte de la Jordanie »!

Les Arabes sont fermés. Ceux que les impérialistes comptent utiliser se sentent plus arabes que les autres. Aussi les grandes manœuvres diplomatiques sont aujourd'hui périmées. Telle est l'évidence que les hommes d'Etat et diplomates anglo-américains feignent de n'avoir pas saisie. Leurs protégés sionistes les suivent dans cette voie. Elle permet aux uns et aux autres de garder des positions, unanimement récusées par les Arabes.

♦♦

Israël est un fait colonial. Même ceux qui défendent le droit d'Israël à l'existence, reconnaissent à demi-mot, que les Palestiniens ont été chassés de chez eux.

Aussi les Arabes n'acceptent-ils pas plus la prédominance israélienne en Palestine, qu'ils ne reconnaissent l'autorité des blancs sur les noirs en Rhodésie, ou l'occupation de l'Angola ou du Mozambique par les Portugais. Comment pourraient-ils alors discuter avec les dirigeants d'Israël et reconnaître de ce fait son existence? L'Etat juif ne peut pas, ne doit pas exister. C'est logique.

A supposer qu'au lieu de créer cet Etat en Palestine, l'Europe et les Etats-Unis aient décidé de sacrifier un pays européen (ce qui eût été impensable bien sûr), pour le céder aux juifs, dans les mêmes conditions que cela fut fait pour la Palestine. Les pays qui défendent aujourd'hui farouchement l'existence d'Israël, accepteraient-ils ou non que le peuple de cet Etat s'arme et parte en guerre contre l'occupant israélien?

Malheureusement le problème ne se pose pas ainsi.

Il est plus réaliste de penser que l'Europe s'est purgée d'un mal et qu'il était plus facile pour les puissances qui faisaient et défaisaient le monde il y a vingt ans, de sacrifier un pays colonisé. Un tel pays n'existait pas en Europe. Cependant il aurait été encore plus facile à l'Europe de réintégrer les juifs dans la place qu'ils occupaient auparavant dans la société : voire en leur demandant humblement des excuses pour les égarements passés. Cela eut été d'autant plus facile que nous voyons aujourd'hui beaucoup de juifs, il y en a 13 millions en dehors d'Israël, mener une vie normale dans tous les pays du monde, tout en ayant les mêmes droits civiques que les autres citoyens et la possibilité de pratiquer leur culte et d'apprendre l'hébreu.

Pourquoi la coexistence christiano-musulmane dont nous avons des exemples éclatants, ne serait-elle pas possible avec les adeptes du judaïsme? L'existence d'un Etat juif ne peut être justifiée; pas plus que ne le serait celle d'un Etat chrétien ou musulman qui n'admettrait d'autres ressortissants que ceux de sa confession.

♦♦

Les Israéliens refusent obstinément de reconnaître tout ce qui n'est pas juif. Tout juif ne pourra le rester que s'il est citoyen d'Israël. Cela veut dire

que tous les juifs du monde entier sont tenus d'immigrer. C'est ce qu'a déclaré dernièrement Levy Eskhol. Il a dit aussi être prêt à discuter avec n'importe lequel des chefs d'Etats arabes. La discussion n'est qu'un prétexte. Peu importe à quelles conclusions elle peut aboutir. Ce qui importe c'est qu'elle ait lieu.

Si elle a lieu, cela voudra dire que les Arabes ont reconnu Israël. L'idée de disparition de cet « Etat » pour laquelle nous luttons aujourd'hui et depuis si longtemps, n'aura plus de raison d'être.

En attendant que des discussions soient engagées, Israël fait miroiter une proposition qui semble déjà, même à ces pays européens restés « neutres » dans le différend israélo-arabe, une idée appréciable et **« qui pourrait amener une paix durable dans cette région du monde »**.

Il s'agit de l'idée d'une fédération israélo-jordano-palestinienne.

Elle vient des partis de « gauche » israéliens. Les observateurs favorables à l'existence d'Israël la reçoivent à leur compte. Elle fera sans doute leur bonheur, celui aussi de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

Mais là encore, tous ceux qui sont à un plus ou moins grand degré intéressés à l'existence d'Israël ne font pas preuve de réalisme.

Les Arabes refusent et refuseront toujours de discuter avec Israël.

D'ailleurs, ils n'accepteront même pas d'étudier la proposition d'une fédération arabo-juive.

Celle-ci consacrerait non seulement la disparition effective de la Palestine, mais aussi celle de la Jordanie et du même coup l'extension du territoire sioniste.

Les immigrants n'auraient plus qu'à venir remplacer les populations arabes. Ce qui se ferait très vite.

Les juifs n'auraient même plus besoin de faire du bruit pour cela.

Une telle image n'est pas du tout irréaliste; actuellement en Cisjordanie et à Jérusalem, les sionistes ont trouvé le moyen d'expulser de chez eux les Arabes.

Les Arabes ne veulent à aucun prix être chassés de chez eux. Ils se battent depuis vingt ans pour que les Palestiniens reviennent en Palestine. Ils ne sont animés d'aucune haine vis-à-vis des juifs. Sans quoi, nous aurions assisté à des massacres tout aussi atroces que ceux perpétrés par Hitler.

Non, il ne s'agit pas de cela. Il s'agit seulement de la disparition d'Israël.

Mokhtar SAKHRI.

Extrait de la Revue de l'Armée Nationale
Populaire d'Algérie : « El Djeich »

N° 51 — Juillet 1967.

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE :

LE VRAI VISAGE D'ISRAËL

Le sionisme, instrument de l'impérialisme	Henri PEZERAT	5
Le rôle des U.S.A. dans la survie d'Israël	Jean ALLEMAND	9
Les kibboutzim, ces bastions armés de la lutte anti-arabe	Georges HENRY	13
Une pseudo Centrale syndicale : la Histadrout	Christian GARCIA	15
Israël, État colonial, État raciste	André DENIS	17
Le fasciste Moshe Dayan et la clique Ben Gourion, Aban...	Marcel DEBELLEY	21
Les camps de réfugiés (réponse à la réactionnaire revue « L'Arche »)	Jacques PROVINS	25
La complicité des soi-disant communistes d'Israël	Jean-Claude SAGE	27

DEUXIÈME PARTIE :

L'ÉTAT D'ISRAËL DISPARAITRA

La lutte révolutionnaire des peuples arabes	Michèle MESTRE	31
L'unité économique arabe		35
Le pétrole arabe dans la bataille	Michel LAURENT	37

Israël ne ressuscitera pas le peuple juif	Jacques ARTAUD	39
Mais qu'advient-il des habitants d'Israël ?	Mathias CORVIN	43
L'aide des États socialistes ou la réparation de l'erreur de 1947	Maurice LIONNET	45
La Palestine renaîtra	Paul COURBET	49
Tous les peuples du bassin méditerranéen sont concernés		53

DOCUMENTS

Les sept points d'El Fath (Comité Central, 14 janvier 1969)		51
La solution politique... et la solution militaire	Mohamed Hassanein HEYKAL (" Al Ahram ")	55
Israël doit disparaître	Moktar SAKHRI (" El Djeich ")	59

BROCHURES DÉJÀ PARUES AUX ÉDITIONS « LE COMMUNISTE »

Le socialisme scientifique algérien	6	F
L'Égypte révolutionnaire et socialiste	3,50	F
Défense de la Pologne Populaire	4	F

Prix :

8 F.